

Jalons pour une économie politique de la trajectoire malgache : une perspective de long terme

Mireille Razafindrakoto, François Roubaud, Jean-Michel Wachsberger

► To cite this version:

Mireille Razafindrakoto, François Roubaud, Jean-Michel Wachsberger. Jalons pour une économie politique de la trajectoire malgache : une perspective de long terme. 2017. <hal-01653648>

HAL Id: hal-01653648

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-01653648>

Submitted on 1 Dec 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

DOCUMENT DE TRAVAIL

DT/2014-21

Jalons pour une économie politique de la trajectoire malgache : une perspective de long terme

Mireille RAZAFINDRAKOTO
François ROUBAUD
Jean-Michel WACHSBERGER

JALONS POUR UNE ECONOMIE POLITIQUE DE LA TRAJECTOIRE MALGACHE : UNE PERSPECTIVE DE LONG TERME

Mireille Razafindrakoto
IRD, UMR DIAL, 75010 Paris
PSL, Université Paris-Dauphine,
LEDa, UMR DIAL, 75016 Paris, France
razafindrakoto@dial.prd.fr

François Roubaud
IRD, UMR DIAL, 75010 Paris
PSL, Université Paris-Dauphine,
LEDa, UMR DIAL, 75016 Paris, France
roubaud@dial.prd.fr

Jean-Michel Wachsberger
Université Lille 3 France,
UMR DIAL, 75010 Paris
jwachsberger96@ensae.org

Document de travail UMR DIAL

Novembre 2014

Résumé

Cet article vise à fournir un cadre interprétatif de la trajectoire malgache de long terme en retraçant les nœuds structurants de son économie politique¹. La concomitance de périodes d'expansion économique et de crises politiques laisse en effet supposer qu'une des sources essentielles des difficultés rencontrées par le pays est sa faible capacité à instaurer un consensus politique stable autour des processus d'accumulation et des modes de répartition des richesses. Dans cette hypothèse, la compréhension de la trajectoire malgache passe par une relecture de l'histoire longue en vue de mettre en évidence, pour chaque période, les éléments de régulation du système et les contradictions auxquelles il fait face. De la période précoloniale à nos jours, nous identifions les principaux acteurs, les sources de pouvoir et de richesse, les modes de régulation économique et sociale et les contradictions du système. Cette relecture modélisée de l'histoire nous conduit à distinguer six grandes périodes marquant chacune une nette rupture avec celle qui précède sans réussir pour autant à en résoudre les principales contradictions.

Mots Clés : économie politique, Madagascar, histoire longue, élites, rentes, coalitions, institutions, croissance.

Abstract

This article aims at supplying an interpretative frame of the long-term Malagasy trajectory by redrawing the structuring knots of its political economy. The concomitance of periods of economic expansion and political crises lead indeed to suppose that one of the essential sources of the difficulties met by the country is its weak capacity to establish a stable political consensus around the processes of accumulation and the way of wealth distribution. In this hypothesis, the understanding of the Malagasy trajectory passes by a proofreading of the long history to highlight, for every period, the elements of system regulation and the contradictions which it faces. From precolonial period to our days, we identify the main actors, the sources of power and wealth, the modes of economic and social regulation and the contradictions of the system. This modelled proofreading of the history leads us to distinguish six big periods marking each a clear break with the one that came before without managing to solve all the main contradictions.

Key words: political economy, Madagascar, Long-term history, elites, rents, coalitions, institutions, growth

JEL Code : P48, F50, D70

¹ Cet article est une synthèse d'un travail de recherche de plusieurs années mené dans le cadre du programme « Institution, gouvernance et croissance de long-terme » piloté par l'AFD

La trajectoire économique de long terme de Madagascar est un mystère, qui au-delà du cas spécifique interroge plus largement les ressorts des divergences de développement observés au niveau mondial. Non seulement le PIB par tête n'a cessé de reculer depuis l'indépendance, mais à chaque fois que le pays s'est engagé sur un sentier de croissance, celle-ci a été brutalement interrompue par une crise de nature socio-politique, venant mettre à bas les espoirs qu'elle avait suscités (Razafindrakoto et alii, 2015). La concomitance de périodes d'expansion économique et de crises politiques laisse ainsi supposer qu'une des sources essentielles des difficultés rencontrées par le pays est sa faible capacité à instaurer un consensus politique stable autour des processus d'accumulation et des modes de répartition des richesses. Une telle hypothèse invite alors à opérer une relecture de l'histoire longue en appliquant une grille d'analyse d'économie politique : quels sont les acteurs en présence à chaque période et quels liens entretiennent-ils les uns aux autres, quelles sont les principales sources de pouvoir et de richesse, quelles sont les institutions qui contribuent à la régulation sociale, quels sont les contradictions du système ?

S'il existe de nombreux ouvrages portant sur l'histoire et la société malgache, très peu d'entre eux ont adopté une telle perspective. Le plus souvent, l'histoire culturelle, l'histoire économique (d'ailleurs singulièrement lacunaire) et l'histoire politique sont traitées de façon indépendante les unes des autres. Rares sont par ailleurs les travaux qui produisent une analyse de très long-terme. Le texte que nous présentons ici se veut une réponse à ces limites. En mobilisant les principales catégories de l'économie politique, il opère une relecture de ces travaux et les utilise pour en extraire ce qui nous semble être les nœuds structurants de la trajectoire malgache. Se faisant, il se situe dans le droit fil d'une série de recherches récentes menées par des économistes dans cette même perspective (North et alii, 2009 et 2012 ; Khan, 2010). Cette relecture de l'histoire malgache nous conduit alors à distinguer six grandes périodes, marquant chacune une nette rupture avec celle qui précède sans réussir pour autant à en résoudre les principales contradictions. Chaque période est caractérisée par un renouvellement relatif de la coalition élitaires au pouvoir, du mode de production, d'extraction des richesses et des caractéristiques de son système politique et de régulation sociale. Chacune d'entre-elle est aussi marquée par une crise politique majeure qui en révèle ses contradictions et en précipite la fin. Si on exclut la dernière dont on ne connaît pas encore le terme, ces périodes sont de plus en plus courtes, ce qui indique que les régimes qui se succèdent arrivent de moins en moins à assurer leur stabilité.

La première période est celle de la constitution de l'Etat merina. Dans le cadre de cet article, n'ont été retenus de l'analyse historique que les éléments qui nous ont semblé être structurants et marquer de leur empreinte l'histoire longue : l'hégémonie merina, le mode de production asiatique, la structuration sociale en groupes statutaires et la symbolique du pouvoir supportant la théologie politique. La deuxième période, qui s'ouvre en 1895 avec la colonisation française et se termine avec la crise de 1972, hérite en partie des traits précédents mais est aussi profondément marquée par la colonisation et la première indépendance. Elle se traduit par la domination des intérêts français, la montée des élites côtières et l'essor d'une économie de traite. La troisième période, 1972-1991, est celle de la malgachisation de l'économie, de la promotion d'élites méritocratiques et du développement de la rente étatique. La quatrième période, qui débute après la crise de 1991 et se termine par la crise de 2002, est le temps d'une relative ouverture, tant économique que politique, facteur de développement et d'expression de nouveaux acteurs mais aussi source d'instabilité. La cinquième époque, qui se termine avec le coup d'Etat de 2009, est caractérisée par la tentative d'accaparement de tous les pouvoirs (économique, politique et symbolique) par le chef d'Etat en place et ses affidés. La sixième période est encore en cours. Elle est marquée jusqu'à présent par l'incapacité des élites au pouvoir à constituer une coalition stable, à contrôler la violence et contrer les dérives mafieuses.

Du XVIIIème siècle à 1895 : le développement de l'Etat

L'histoire de Madagascar comme entité politique et culturelle précède nettement la période coloniale, contrairement à celle de nombreux pays d'Afrique noire qui ont été constitués non seulement tardivement mais aussi souvent artificiellement par le jeu des arrangements entre pays colonisateurs.. L'unification linguistique et culturelle (pratiques sociales, valeurs socio-politiques) fut en effet en partie réalisée bien avant l'unification politique, comme en témoigne la présence d'une langue partagée par les 18 ethnies officiellement recensées (même s'il existe des différences régionales importantes) ainsi que la similarité entre certaines pratiques et valeurs socio-politiques (conception holiste et hiérarchique de la société, référence aux ancêtres « géniteurs » pourvoyeurs d'identité, attachement à la terre des ancêtres, hiérarchie de l'espace reproduisant la hiérarchie sociale, ... Voir Beaujard, 1991 ; Ottino, 1998 ; Galibert, 2004 ; Andrianjafy-Andriamanindrisoa, 2004). Quant à l'unification politique, elle fut ébauchée dès la fin du XVIIIème siècle par l'extension du royaume *merina* sous le règne d'Andrianampoinimerina (1787-1810) à la fin du XVIIIème siècle et s'est ensuite poursuivie et étendue au XIXème siècle sous le l'influence de ses successeurs, en même temps qu'augmentait l'emprise de l'Etat sur ses administrés.

Au milieu du XVIIème siècle, au moment où la traite négrière a pris un essor considérable, Madagascar était encore constitué de multiples fiefs royaux en compétitions les uns avec les autres et contrôlant chacun une parcelle de territoire. Le commerce des esclaves permit cependant à certains d'entre eux de connaître une relative extension. Ce fut le cas d'abord des royaumes Sakalava, établis à l'origine dans le Sud-Ouest de l'île et qui ont ensuite essaimés vers le centre et le nord-ouest, au gré de leurs querelles intestines (Lombard, 1988 ; Chazan-Gillig, 1991). Les monarques dont le nom est resté dans l'histoire (notamment Lahifotsy, Tsimenata ou encore Toakafo) tiraient alors en bonne partie leur puissance de leur suprématie militaire et commerciale. Achetant des armes à feu aux commerçants arabes, indiens puis européens, ils pouvaient lever des armées qui partaient dans les régions centrales « récolter » des esclaves vendus en retour aux marchands. Leur richesse était alors essentiellement un produit du commerce. Matérialisée sous forme d'armes à feu, de troupeaux et de divers objets achetés aux commerçants d'outre-mer, elle demeurait sans partage entre leurs mains et celles de leurs affidés et leur permettait de maintenir et renforcer les éléments non seulement matériels mais aussi symboliques de leur royaume. L'ordre politique qui assurait leur stabilité ne reposait en effet pas uniquement sur leur pouvoir de contrainte. Il tenait aussi à un système symbolique dans lequel les monarques apparaissaient comme étant, en tant que descendants d'un ancêtre supérieur, détenteur du *hasina* royal (Bloch, 1983), c'est-à-dire de l'essence invisible du pouvoir et de la fertilité, et capable de le transmettre à leurs descendants et à leurs sujets tout en recevant d'eux leur propre *hasina*. C'est de cette capacité que les monarques, considérés par leurs sujets comme de quasi-dieux, tiraient leur légitimité politique, régulièrement réactivée lors de rites collectifs tels le rituel de la circoncision, la cérémonie du couronnement, celle du bain royal ou encore les funérailles royales.

Ce mode d'organisation politique n'était pas spécifique aux royaumes *sakalava*. On le retrouvait de façon proche dans d'autres régions, montrant une diffusion de ces idées politiques et d'organisation de la royauté le long des routes empruntées par les hommes à la recherche de nouvelles implantations ou pour le commerce saisonnier (Randrianja et Ellis, 2009)¹.

¹ Vers la fin du XVIIème siècle, les royaumes Sakalava connurent cependant un relatif déclin du fait du basculement relatif du commerce d'esclaves vers l'Est pour répondre aux besoins liés au développement des plantations coloniales dans les îles Mascareignes. Ce basculement vers l'Est favorisa alors la montée en puissance d'autres royaumes, tout particulièrement Betsimisaraka au nord-est et Merina dans les hautes terres de l'Imerina.

Les royaumes *merina*, à propos desquels les sources et études historiques sont les plus nombreuses, furent constitués, au début du XVII^e siècle, par des immigrants d'origine indonésienne, sur des logiques similaires. Leurs souverains (*mpanjaka*) détenteurs du pouvoir politique (*fanjakana*) situés au centre et sur la colline culminante du royaume, exerçaient leur pouvoir symbolique et militaire sur les populations situées en contrebas, lesquelles avaient un statut social d'autant plus faible qu'elles occupaient une position altitudinale plus basse.

Une pluralité de facteurs (plus forte densité de population, climat et nature des terres, origine austronésienne des populations, absence d'accès direct à la mer) avaient aussi entraîné dans cette région le développement d'une riziculture extensive dans les plaines marécageuses. Les rois n'exerçaient alors pas seulement une domination rituelle sur les populations mais également matérielle, en leur offrant une protection militaire en contrepartie de leur allégeance et de paiements en riz et autres biens.

Dans un mouvement similaire à celui décrit comme conforme à « la loi du monopole » par N. Elias en Europe (Elias, 1975), ces différents royaumes finirent par être unis sous la domination d'un seul souverain. Ce fut tout particulièrement l'œuvre d'Andrianampoinimerina (vers 1740-1810) à la fin XVIII^e dont les réformes marquèrent aussi une rupture nette par rapport au mode d'organisation des royaumes précédents, en fixant les bases d'une véritable institutionnalisation politique.

Après avoir conquis par la force ou la diplomatie les autres royaumes des hautes terres, il stabilisa son empire¹ en nouant des alliances avec les royaumes voisins les plus puissants : accords diplomatiques militaires avec le royaume Sakalava du Boina et commerciaux avec les royaumes Betsimisaraka de la côte Est (vente d'esclaves obtenus lors des razzias en dehors du royaume). Il s'assura également la loyauté des populations sous son contrôle d'une part en mettant en place une véritable religion d'Etat basée sur la constitution d'un « panthéon national » (Raison-Jourde, 1991, p.93) d'objets magiques (*sampy*) et le renforcement symbolique de l'image du souverain comme entité exceptionnelle, et d'autre part en leur garantissant sa protection contre la traite esclavagiste. En échange de cette dernière, les paysans devaient alors non seulement payer des taxes mais aussi fournir au souverain des prestations (*fanompoana*) de toute sorte et notamment contribuer aux travaux d'aménagement collectifs agricoles tels que la construction de digues et de systèmes d'adduction d'eau. Ceci conduisit à une extension des productions rizicoles dans les plaines marécageuses (Raison, 1973), fixant en retour les populations sur leurs terres. Les successeurs d'Andrianampoinimerina poursuivirent l'institutionnalisation de l'Etat en développant une administration bureaucratique, instaurant une armée de métier puis un service militaire, fixant un code de lois ou encore nommant des gouverneurs dans les régions contrôlées.

Ce qui ressemble au mode de production asiatique, décrit en leur temps par K. Marx et F. Engels², fut prolongé après la mort d'Andrianampoinimerina (1810), d'abord sous le règne de son fils Radama 1^{er}, puis sous ceux successifs des reines Rasoherina, Ranavalona I, II et III. Les conquêtes militaires de Radama 1^{er} lui permirent d'étendre son emprise sur le Betsileo, sur la côte Est, sur le Sud du Menabe puis sur le royaume Sakalava tandis que son alliance avec la Grande Bretagne lui assurait un soutien matériel essentiel. Le traité de 1817 lui reconnut ainsi le titre de roi

¹ Sur la discussion sur le terme d'empire appliqué au royaume Merina, voir Randrianja et Ellis, 2009

² Il s'agit d'une société reposant sur deux piliers : 1) les communautés villageoises héritées de la dernière phase du mode de production communautaire primitif. Elles regroupent la plus grande partie de la population; 2) des formes d'organisation étatique qui centralisent ces villages et leur imposent un tribut. Voir Marx et Engels, 1973 et 2010.

de Madagascar et une légitimité internationale tout en le soumettant en retour à l'interdiction du commerce d'esclave, décrétée par le parlement Britannique depuis 1807.

Les successeurs d'Andrianampoinimerina poursuivirent aussi l'institutionnalisation de l'Etat Merina, par l'instauration d'une armée de métier¹, la nomination des gouverneurs civils et militaires dans les régions contrôlées et le développement d'une administration bureaucratique, formée dans les écoles mises en place, à la suite du traité de 1817, par les missionnaires de la LMS (London Missionary Society). Ces premiers fonctionnaires, non rémunérés, furent essentiellement recrutés parmi les fils de nobles et officiers du palais. Sous le règne de Ranavalona 1^{ère}, il fut d'ailleurs explicitement « interdit d'apprendre à lire aux esclaves, puis à quiconque n'était pas employé du gouvernement » (Goguel, 2006). Après la conversion au protestantisme de la reine Ranavalona II et de son premier ministre et époux Rainilaiarivony en 1869, la gestion politique des populations fut encore renforcée par la généralisation, en 1876, de l'école primaire et du service militaire (Raison-Jourde et Randrianja, 2002)², l'instauration d'un code des lois (101 en 1868, 305 en 1881), et la constitution d'un gouvernement sous le modèle occidental, formé de 8 ministres (Randrianja et Ellis, 2009).

Cette construction de l'Etat sous l'égide de l'aristocratie *andriana*³ a été propice à l'apparition d'une nouvelle oligarchie administrative et commerciale, en partie recrutée parmi les *hova*. Les positions au sein de l'Etat, tout particulièrement celles des officiers supérieurs, leur assuraient en effet une considérable source de pouvoir et d'enrichissement, par le pillage, le recours au travail forcé et le contrôle du commerce (d'esclaves dans un premier temps, puis de bétail et de riz) vers l'outre-mer. Les membres de cette oligarchie ont ainsi pu progressivement entrer en concurrence avec l'aristocratie *merina*⁴ et finir par occuper une place prépondérante, particulièrement sous le règne de Ranavalona II et de son premier ministre *hova* Rainilaiarivony⁵. La conversion de la reine au protestantisme en 1869 et la destruction des *sampy* marque d'ailleurs bien l'affaiblissement de la royauté *andriana* en la privant d'un support essentiel de légitimité. Mais plutôt qu'un passage du pouvoir de l'aristocratie à une oligarchie de « familles bourgeoises », c'est en réalité une association « sans démarcation précises, de familles puissantes avec les mêmes intérêts » (Archer, 1976) qui s'est alors formée. Rainilaiarivony fut en effet marié à trois reines successives (Rasoherina, Ranavalona II, Ranavalona III) et les mêmes familles sont restées au pouvoir jusqu'à la période coloniale.

Quant à la grande majorité de la population des régions sous contrôle, elle demeurait non seulement exclue du partage des richesses mais encore, pour celle constituant les hommes libres⁶, soumise à la pression de l'enrôlement militaire ou de celle du travail forcé (Condominas, 1961). Sous Radama 1^{er}, la corvée représentait par exemple quatre jours par semaine (Bloch, 1983). Ceci explique l'importance, en périphérie des zones contrôlées, des groupes de bandits ou des

¹ « Recrutée au sein de la couche aisée de la population car celle-ci était la seule à pouvoir se procurer des fusils et uniformes ». Ramasy, 2010

² L'obligation scolaire de 1876 resta cependant purement théorique. Ce sont les missions chrétiennes, sous un vague contrôle de l'Etat qui fournirent l'essentiel de l'effort dans le domaine scolaire. (Ralaimihoatra, 1965, tome1)

³ Randrianja et Ellis (2009) indiquent qu'il y avait à l'origine tellement de petits royaumes qu'au dix-neuvième siècle, un quart de la population libre ou moins était considérée comme étant *andriana*

⁴ L'assassinat en 1863 de Radama II qui succédait depuis 1861 à sa mère Ranavalona 1^{ère}, pourrait être un résultat du conflit entre ces deux groupes dirigeants. En vue de contrecarrer le pouvoir des grandes familles *hova*, le jeune roi s'était assuré le soutien politique des autorités françaises en contrepartie de la signature d'une charte accordant un droit d'exploitation exclusif de toute la partie nord de l'Île à un syndicat d'entrepreneurs français représenté par Joseph Lambert.

⁵ Issu d'une grande famille engagée de longue date dans les fonctions militaires

⁶ Entre 40 et 50 % de la population de l'Imerina auraient été des esclaves au XIX^{ème} siècle (Randrianja et Ellis, 2009)

communautés de « marrons » (*Marofotsy*) composés de déserteurs de l'armée ou du travail forcé et d'esclaves échappés (Randrianja et Ellis, 2009). C'est d'ailleurs dans ces groupes que se recruteront les principaux insurgés *menalamba*¹ qui, de 1895 et 1898, vont fragiliser, dans l'Imerina, l'installation de l'Etat colonial français. Cette rébellion, que l'on a souvent présentée comme un mouvement antifrçais, fut en fait d'abord la marque d'une implosion politico-sociale se produisant dans un contexte de décrépitude de l'Etat *merina*. Dans ce cadre, la révolte des *Menalamba* pourrait exprimer une forme de réaction à la domination de l'oligarchie *hova* et aux orientations religieuses chrétiennes sur lesquelles elle s'appuyait (Ellis, 1998 ; Campbell, 1991).

*
* *

A l'aube de la colonisation, l'Etat malgache apparaît ainsi comme un Etat en développement. Une partie du territoire échappe encore à son contrôle et la formule politique sur laquelle il est construit apparaît relativement fragile.

Plusieurs sources de pouvoir coexistent en effet dans le pays.

La société *merina* était extrêmement hiérarchisée. La hiérarchie sociale distinguait en effet plusieurs groupes statutaires parfois appelés castes². Au sommet de cette hiérarchie se situaient les *andriana* (nobles), parents du roi, en dessous les *hova* (roturiers blancs), qui fournissaient l'encadrement militaire et administratif du royaume puis les *mainity* (roturiers noirs)³ et, en bas de la hiérarchie sociale, les esclaves (*andevo*). C'est cette « mystification culturelle » qui permettait de dissimuler « l'exploitation sans scrupule d'une grande masse de sujets par une minorité de souverains » sous l'apparence d'un « système harmonieux, ordonné, échelonné selon une hiérarchie qui ne présente aucune rupture sociale prononcée » (Bloch, 1983). Cependant, si l'extension du royaume *merina* lui a permis d'exercer son pouvoir au-delà de l'Imerina, elle n'a pas, pour autant, fait disparaître celui de ses équivalents dans d'autres anciens royaumes (notamment Sakalava) avec qui des alliances ont parfois dû être nouées. La grande majorité de la population des régions sous contrôle demeurait non seulement exclue du partage des richesses mais encore, soit en esclavage soit soumise à la pression de l'enrôlement militaire ou du travail forcé.

Le développement des échanges commerciaux et l'institutionnalisation de l'Etat a fait par ailleurs apparaître une nouvelle oligarchie à la fois administrative, militaire et commerçante issue des « grandes familles »⁴ *hova* en charge des conquêtes et de l'administration du royaume. Cette oligarchie a fini par occuper une place prépondérante dans la société malgache en construction, se positionnant au sommet même de l'Etat, sans cependant bénéficier de la légitimité traditionnelle des *andriana* avec qui elle dû continuer à composer.

Les richesses sont liées au prélèvement de type féodal sur les produits de l'agriculture et de l'élevage et au commerce de ces mêmes produits avec les marchands étrangers. Ce prélèvement impose un développement administratif de l'Etat d'autant plus nécessaire que sa légitimité

¹ De *mena* : rouge et *lamba* : tige. Les insurgés teintaient leurs vêtements en rouge.

² Le terme de caste appliqué à la société malgache a souvent été discuté. Condominas (1961) lui préfère par exemple le terme de pseudo-castes, Raison-Jourde (1991) celui de groupes statutaires.

³ La distinction sociale entre blancs (*fotsy*) et noirs (*mainity*) se retrouve sur tout le territoire malgache. Elle est décrite par exemple au milieu du XVII^e siècle par Flacourt, représentant de la compagnie française de l'Orient à Fort Dauphin (Sud-Est de Madagascar), comme structurant les relations sociales des sociétés qu'il observe (Randrianja et Ellis, 2009). Les termes *fotsy* et *mainity* ne sont pas de pure dénominations symboliques mais renvoient aussi à des différences de couleur de peau et d'origine (austro-asiatique versus africaine). Cf. Razafindralambo, 2005a et 2005b ; Ramamonjisoa, 1984.

⁴ L'expression « grandes familles » est couramment employée à Madagascar pour se référer à des familles d'origine statutaire élevée et dont l'influence (politique et économique) remonte aux premiers temps de l'Etat malgache, ce qui leur accorde une forme de légitimité sociale.

traditionnelle est amoindrie par la conversion chrétienne de la royauté et la montée en puissance de l'oligarchie *hova*.

De 1895 à 1972 : le bouleversement colonial et la première république

1895-1960 : Le moment colonial, politique des races et économie de traite

L'organisation politique

Le réveil de l'intérêt porté à l'expansion coloniale en France sous le gouvernement Ferry et les rivalités franco-anglaises sur le plan de l'action missionnaire débouchèrent sur une première guerre franco-malgache en 1884-1885 à la suite de laquelle Madagascar devint un protectorat français. Puis, après les accords franco-anglais de 1881 sur le partage de leur influence en Afrique orientale¹, une deuxième guerre avec la France en 1894-1895 conduisit à l'annexion complète de l'île par cette dernière.

La monarchie fut abolie, l'esclavage interdit et un demi-million d'esclaves libérés. Le général Gallieni, nommé gouverneur militaire, eut à charge de mettre en œuvre la politique coloniale française. Contraint comme toutes les colonies (par la loi de 1900) à se financer sur ses propres ressources, il instaura, à côté des impôts indirects (tels que les taxes sur la consommation, prélevées au niveau des *fokonolona*² ou des conseils de village), un impôt (de capitation et sur le bétail) qu'il appelait l'« impôt moralisateur » du fait qu'il était censé, comme stimulant au travail, générer de nouveaux comportements³. Il institua également un système des prestations⁴ qui donna suite en 1926 au SMOTIG (service de la main-d'œuvre pour les travaux d'intérêt général)⁵. Ce faisant, il ne faisait que prolonger, sous d'autres noms, le système de ponction sur les paysans mis en place précédemment par l'Etat *merina*. La taxe de personnelle n'était due par ailleurs que par les seuls malgaches ce qui en faisait un signe de sujétion (Rajaonah 1996)⁶.

Pour étendre son emprise sur l'ensemble de l'île, dont de nombreuses parties échappaient en réalité encore précédemment au contrôle de l'Etat *merina*, il mit en place une « politique des races » : « Après avoir détruit l'hégémonie *hova*⁷, la "race conquérante" et éliminé tous les relais de l'influence anglaise, supposée enracinée à Madagascar via la London Missionary Society, [il s'agissait que] chaque "race" [soit] gouvernée par des notables indigènes choisis en son sein, et placés sous le contrôle de l'administration française » (Boetsch et Savarese, 2000). Cette politique d'administration indirecte eut pour conséquence de redonner du pouvoir aux élites politiques

¹ La France renonce à son influence sur Zanzibar en échange de sa liberté d'action sur Madagascar

² Communautés villageoises traditionnelles

³ Comme l'a montré F. Braudel (1967) dans son analyse du développement du capitalisme en Europe, l'instauration d'un impôt permet une ouverture violente de l'économie paysanne de subsistance. A Madagascar, la lourdeur de l'impôt, « sans comparaison avec celui d'Afrique occidentale, obligeait les indigènes à se salarier chez les colons » (Raison-Jourde et Roy, 2010)

⁴ 50 jours de travail par an étaient demandés à tout homme de 16 à 60 ans (Ralaimihoatra, 1966)

⁵ « Impôt des bras » se substituant à l'« impôt du sang » selon l'administration, le SMOTIG affectait à un travail obligatoire de trois ans la fraction du contingent indigène non retenue pour le service militaire obligatoire (Ralaimihoatra, 1966)

⁶ La quittance de la capitation servait d'ailleurs de papier d'identité et l'on parlait communément de « payer sa carte » (Rajoanah, 1996).

⁷ Le terme *hova* était utilisé par les français comme synonyme de *merina*

« côtières »¹ traditionnelles. Néanmoins, en raison de leur niveau d'alphabétisation supérieur et de leur expérience administrative antérieure, les « grandes familles » *merina* continuèrent d'occuper les principales fonctions administratives.

Enfin, il amorça une politique de scolarisation en vue de faciliter les relations des populations avec le nouveau pouvoir (*fanjakana*) et de répondre aux besoins du pouvoir colonial. Il créa ainsi des écoles rurales et des écoles régionales d'apprentissage industriel et agricole, au sein desquelles l'enseignement était dispensé en français, par des laïcs formés spécifiquement dans des écoles normales régionales. Néanmoins, si la scolarisation augmenta nettement sous la période coloniale, ce développement se fit de façon très inégale sur le territoire, avec un très net avantage pour la province d'Antananarivo par rapport aux autres et notamment les provinces du Sud. Parallèlement, l'administration coloniale créa en 1896 à Antananarivo l'école Le Myre de Vilers, destinée à la formation des fonctionnaires de l'Etat (administration, chemin de fer, postes et télécommunication, topographie, travaux publics, secteur médical) et après 1905 des instituteurs eux-mêmes (Hugon, 1976 ; Ratrimoarivony-Rakotoanosy, 1986; Goguel, 2006), ainsi que l'Ecole de médecine, chargée de former les « médecins de colonisation » (Merlin, 2002). Suivant les principes méritocratiques de la III^{ème} république française, l'accès à ces écoles se faisait par concours avec néanmoins, conformément à la « politique des races », un système de quotas par région. Ce système scolaire permit alors l'émergence d'une nouvelle élite méritocratique, au sein de laquelle se recruteront les principaux leaders nationalistes du Mouvement Démocratique de la Rénovation Malgache (MDRM)² mais aussi les futurs dirigeants du Parti Social-Démocrate de Tsiranana, parfois recrutée en dehors du monde des élites traditionnelles.

Les évolutions économiques

Sur le plan économique, l'administration coloniale s'efforça d'appliquer la doctrine française de la « mise en valeur » (Sarraut, 1923) de l'Île en incitant les colons à s'y établir³ et, en l'ouvrant au commerce extérieur de la France, en relançant la culture du riz et en introduisant de nouvelles cultures d'exportation (café sur la côte est, vanille et clous de girofle sur la côte ouest, thé, caoutchouc, ...) tout en réglementant les techniques agricoles. Elle adopta des mesures tarifaires favorisant l'importation des produits français et entreprit de faciliter les déplacements intérieurs en mettant en place un ensemble routier et en impulsant la création du chemin de fer Tananarive-Tamatave.

Cette organisation économique et sociale ne permit pourtant qu'un accroissement limité des richesses produites. L'impôt moralisateur, loin de stimuler la production, pesa sur les populations rurales et réduisit du même coup les débouchés pour les produits importés, tandis que le recours au travail forcé limitait la main-d'œuvre disponible pour l'exploitation agricole. Les activités économiques les plus florissantes restèrent alors les activités commerciales, dominées par un petit nombre de grandes compagnies françaises (Compagnie Lyonnaise, Compagnie Marseillaise de Madagascar, Société industrielle et Commerciale de l'Emyrne) drainant dans leur sillage une cascade d'intermédiaires commerçants, souvent étrangers (réunionnais, chinois et surtout karanes⁴). Ces grandes compagnies, embrassant en théorie les activités les plus variées (mines, industries de transformation, élevage, collecte de produits naturels, plantations, transports fluviaux et terrestre) et disposant de comptoirs dans chaque région, investirent en réalité bien

¹ Le terme « côtier » est appliqué depuis la colonisation pour caractériser les membres des ethnies non originaires des hautes terres (Merina et Betsileo) quand bien même elles n'auraient pas d'accès à la mer.

² Voir plus loin

³ Pour diverses raisons, Madagascar ne fut cependant jamais une colonie de peuplement. L'installation de colons y resta limitée.

⁴ De Quran : le Coran. Nom donné à Madagascar aux indo-pakistanaïes arrivés dans le pays à la fin du XVII^{ème} siècle.

moins dans les activités de production que dans les activités tertiaires (transport maritime et routier, banques, ..), instituant ce qu'on appelle une économie de traite¹ (Jacob et Koerner, 1972). On retrouve finalement à Madagascar les éléments essentiels de ce qui a été analysé par ailleurs comme « les impasses du développement colonial » (Hémery et Brocheux, 1995). La « mise en valeur » n'a pas modifié une société agraire en grande partie autarcique mais a au contraire creusé le gouffre entre une petite oligarchie et le reste de la population.

Ce n'est qu'après la seconde guerre mondiale et les nouvelles préoccupations françaises pour le développement économique des colonies (dont témoigne la constitution en 1946 du FIDES - Fond d'Investissement pour le Développement Economique et Social), que se produisit un début de décollage économique de l'île. Afin de stimuler le développement du secteur rural, qui après un demi-siècle de colonisation n'avait évolué que très superficiellement, l'administration coloniale opta pour une réorganisation administrative en créant en 1950 les Collectivités Autochtones Rurales (CAR). Celles-ci, dirigées par un représentant élu mais sous tutelle administrative, bénéficiaient d'un budget et de compétences élargies. Elles pouvaient obtenir des équipements à prix réduit grâce à la CEAMP (Centrale d'Equipeement Agricole et de Modernisation du Paysannat) et des financements préférentiels auprès du Crédit de Madagascar².

Cette intervention économique massive de l'Etat colonial permit de substantielles avancées du secteur agricole³ et l'apparition d'une classe de petits planteurs malgaches qui joueront un rôle important après la promulgation de la loi cadre de 1956 (Randrianja et Ellis, 2009, p.170). Le principe économique resta cependant celui de l'économie de traite, qui connut une amplification grâce aux investissements dans les infrastructures routières. Le commerce extérieur fut ainsi multiplié par 2,5 de 1948 à l'indépendance, au prix d'une forte augmentation de la dépendance extérieure aux produits manufacturés : de 138 % en 1938, le taux de couverture des importations par les exportations tomba à 76 % en 1958 (Gendarme, 1960, p.47). A l'inverse, le secteur industriel resta très limité. A l'aube de l'indépendance, les industries (essentiellement de transformation de produit agricoles et de l'élevage) tenaient sur « un tableau de quelques lignes » (Gendarme, p.75).

Les tensions politiques et sociales

Les principes d'organisation du système colonial portaient en germe les éléments propices à l'émergence de mouvements nationalistes : la politique coloniale, réduisant le pouvoir des « grandes familles » *merina*, et la mainmise des grandes compagnies françaises sur les activités commerciale limitant leurs possibilités d'enrichissement, les poussaient à s'organiser politiquement ; l'extension de la scolarisation avait fait naître de nouvelles aspirations ; L'Etat colonial ne bénéficiait d'aucune forme de légitimité symbolique auprès des populations; enfin, le traitement différencié entre citoyen et sujet français, inscrit dans le code de l'indigénat, suscitait des aigreurs, tant dans le monde urbain que dans le monde rural.

¹ L' « économie de traite » désigne un système économique piloté par de grandes compagnies étrangères dans lequel les « traitants » achètent, essentiellement pour les exporter, les produits récoltés par les cultivateurs tout en les maintenant en situation de dépendance, en leur vendant des produits importés (vivres, semences, ustensiles ménagers, articles en matière plastique, biens de consommation industriels) et en répondant à leurs besoins de financement (Voir Badouin, 1967).

² L'Etat créa également en 1951 la Société Immobilière de Madagascar (SIM) et, en 1952, la Société d'Electricité de Madagascar (SEM).

³ Mise en culture de plusieurs dizaines de milliers d'hectares, multiplication de petits travaux hydrauliques agricoles, diffusion des charrues et des hermes, utilisation massive d'engrais, extension de la culture du coton, du riz, développement de la pisciculture, amélioration du cheptel bovin, essor des cultures d'exportation (vanille, clous de girofle, café). Cf : Randrianja et Ellis, 2009; Ralaimihoatra, 1966.

Au début du XX^{ème} siècle, il n'y avait ni liberté de la presse, ni liberté d'association. Les journaux malgaches n'avaient en particulier pas le droit d'aborder des thèmes politiques, et les seules réunions autorisées étaient celles des cultes, des amicales et des mutuelles. C'est sur ce terrain que se développèrent les premières organisations anticoloniales. En 1913, se constitua ainsi la VVS¹, une société secrète recrutant parmi les fonctionnaires, les employés de commerce et surtout la jeunesse estudiantine issue de l'Ecole de médecine et de l'Ecole Le Myre de Vilers. Cette société secrète, dont les membres furent accusés de révolte et d'incitation à la révolte, fut démantelée en 1916 et un grand nombre de ses affiliés condamnés aux travaux forcés. Une résurgence de cette mobilisation des élites méritocratiques eut lieu cependant dans l'entre-deux guerre. Les revendications, exprimées dans un journal tenu par Dussac, un colon français, puis par la manifestation réprimée du 19 mai 1929, n'étaient alors pas encore l'indépendance mais la suppression du code de l'indigénat et l'accès à la pleine citoyenneté française, soit l'assimilation (Lahiniriko, 2012). Là encore, le mouvement fut réprimé par les autorités coloniales : les principaux leaders communistes, Ravoahangy² et Ralaimongo³ furent assignés à résidence et Dussac incarcéré, après qu'un décret de 1930 eut instauré un délit de presse.

Après la seconde guerre mondiale, le mouvement nationaliste prit plus d'ampleur en s'institutionnalisant. L'arrivée du front populaire au pouvoir en France en 1936 avait déjà permis une première ouverture des droits civiques dans la colonie. Le droit syndical avait été accordé aux Malgaches sachant lire et écrire, le délit de presse abrogé et le SMOTIG supprimé. Après la guerre, la nouvelle constitution française établissant l'Union Française, amplifia encore cette évolution en étendant, à un corps électoral cependant restreint⁴, les possibilités de participation politique. Entre juillet 1945 et mars 1947, il y eut ainsi 12 élections et deux référendums. Trois représentants malgaches furent élus à l'assemblée nationale française. La liberté de presse et la liberté d'association permirent alors la constitution de partis politiques.

Le premier parti nationaliste indépendantiste, le MDRM, formé à Paris à l'initiative des trois députés, fut organisé politiquement à Madagascar essentiellement par des membres de l'élite Merina (Spacensky, 1967 ; Lahiniriko, 2012). Il fut aussi soutenu financièrement, comme d'ailleurs les mouvements clandestins qui gravitaient autour de lui⁵, par des membres de l'ancienne bourgeoisie dont les intérêts économiques avaient pâti de la colonisation (Archer, 1976 ; Tronchon, 1974). C'est ainsi que se développèrent, dès le début du XX^{ème} siècle, des organisations anticoloniales qui se constituèrent en partis après la seconde guerre mondiale. Le plus important d'entre eux, le MDRM (Mouvement Démocratique de la Rénovation Malgache), fut organisé essentiellement par des membres de l'élite *merina*. Il s'assura néanmoins un large soutien dans le pays en incitant à la création de coopératives, censées permettre aux Malgaches de « s'en sortir avec leurs propres forces » (Spacensky, 1970 ; Lahiniriko, 2012).

En réaction à la formation du MDRM et exprimant la peur que les grandes familles *merina* ne soient les principales gagnantes d'une indépendance immédiate, se créa le Parti des Dshérités de Madagascar (PADESM), constitué d'une alliance de *Merina mainty* ou descendants d'esclaves et de membre des élites côtières (Randriamaro, 1997). Ce parti, sans véritable base populaire, reçut le

¹ Vy : fer ; Vato : pierre ; Sakelika : ramification

² Le docteur Ravoahangy, un des fondateurs de la VVS, avait rejoint Ralaimongo en 1926, une fois qu'il eut été amnistié.

³ Instituteur Betsileo qui, engagé volontaire lors de la première guerre mondiale avait pris contact en France avec les partis de gauche.

⁴ Seuls pouvaient voter les citoyens qui avaient reçu une certaine éducation et qui étaient propriétaires de terre (Deschamps, 1960)

⁵ La société secrète « Jina » (jeunesse nationaliste) œuvrant pour le soulèvement populaire, avait à sa tête Samuel Rakotondrabe un des rares industriels malgache de l'époque

soutien du pouvoir colonial qui voyait dans le MDRM une tentative de restauration du pouvoir *hova* (Spacensky, 1967, Archer, 1975)

C'est dans ce contexte politiquement tendu qu'éclata le 29 mars 1947 dans l'Est, l'insurrection qui, en dépit de la répression sauvage et sanglante¹ dont elle fut l'objet de la part de l'administration coloniale (Tronchon, 1974 ; Koerner, 1994 ; Cole, 2001), se poursuivit de façon désordonnée pendant 18 mois, signe de l'impopularité du régime colonial. Le MDRM, tenu pour principal instigateur de cette insurrection, fut alors démantelé et ses dirigeants condamnés puis exilés, ce qui permit au PADESM puis après-guerre au PSD², fondé par P. Tsiranana, de s'assurer le monopole de la représentation politique jusqu'en 1956 (Spacensky, 1967, p.275).

Les évolutions politiques de l'après seconde guerre mondiale avait conduit à diviser les élites dirigeantes en fractions Merina (nationalistes) et côtières (francophiles), deux catégories³ attisées par la politique « ethnique » de l'administration coloniale (Archer, 1976). Le démantèlement du MDMR et le ressentiment des populations côtières notamment celles de la côte Est (qui avaient payé le plus lourd tribut à l'insurrection⁴) finirent par assurer la prépondérance des courants politiques « Côtiers », favorables à une indépendance sans rupture brutale avec la puissance coloniale. Le PSD (Parti Social-Démocrate de Madagascar), fondé par Tsiranana⁵, ancien leader du PADESM devint ainsi rapidement hégémonique. La loi cadre française de 1956, accordant le suffrage universel, le collège unique (plus de distinction entre citoyens français et autres citoyens) et instaurant le principe d'une décentralisation administrative sous le contrôle d'assemblée élue dans les colonies ne permit cependant pas aux héritiers du MDRM que furent l'UPM (Union des populations malgaches) puis l'AKFM (*Antoko'ny Kongresi'ny Fahaleovantenan'i Madagasikara*)⁶ de revenir au premier plan politique, sauf dans la province de Tananarive. Grâce à son alliance avec l'UDSM (union démocratique et socialistes de Fianarantsoa et Tuléar, fondée par Norbert Zafimahova, lui aussi ancien leader du PADESM), Tsiranana fut élu vice-président du gouvernement central⁷ de Madagascar en 1958. Le référendum de 1958 valida son option politique (autonomie de Madagascar au sein de l'union française) et la modification constitutionnelle de 1959 le porta à la présidence de la république⁸, position de laquelle il obtiendra, en 1960, l'indépendance.

*

* *

La colonisation modifia en partie la structure du pouvoir au sein de la société malgache. Elle mit en effet fin à l'hégémonie politique *merina*, en préemptant le pouvoir central et en redonnant du pouvoir aux élites côtières par la mise en œuvre de la politique des races et son système d'administration indirecte. L'administration coloniale continua cependant de s'appuyer largement

¹ Exécutions sommaires, torture, regroupements forcés, incendies de villages, guerre "psychologique" (suspects jetés vivants d'avion).

² Le PADESM, dévalorisé aux yeux des populations pour sa collaboration avec le pouvoir colonial, disparu dans les années 1950.

³ Qui n'avaient qu'un lointain rapport avec les réalités de l'insurrection de 1947-1948.

⁴ Les Betsimisaraka, Bezanozano, Tanale, Zafisoro avaient fourni le gros des troupes combattantes du MDRM (Spacensky, 1967)

⁵ Instituteur, issu d'une famille Tsimihety influente du nord de Madagascar.

⁶ Parti du Congrès de l'indépendance de Madagascar

⁷ Présidé par un haut-commissaire français représentant la république et composé d'un vice-président et de 8 membres malgaches.

⁸ Il fut élu par les membres de l'Assemblée constituante par 113 voix sur 114.

sur une élite administrative *hova*, du fait des compétences, notamment scolaires, que celle-ci a pu acquérir dans la période précédente même si l'accent mis sur la scolarisation et l'extension du périmètre de l'Etat entraîna progressivement la constitution d'une nouvelle élite méritocratique, recrutée parmi les familles les plus aisées des différentes régions. La suppression officielle des castes et l'abolition de l'esclavage ne modifia cependant pas en profondeur une société reposant sur des principes de distinction. Comme l'indique F. Rajoanah (1996) en citant F. Braudel, les cadres mentaux, ces « prisons de longue durée » se maintinrent jusque dans les comportements. Les *andriana* continuèrent à avoir leur clientèle *mainity* (échange de riz et prêt de terrain contre travaux domestiques) et grâce à des stratégies appropriées (militaire, scolaire, ecclésiastique) se maintinrent parmi les élites (Rajoanah, 1996).

La politique de mise en valeur déboucha sur la constitution d'une économie de traite reposant sur une exploitation des produits de la terre en vue de leur exportation et sur l'importation de produits français. Cette politique n'atteignit cependant pas l'efficacité qu'elle a pu avoir dans d'autres colonies africaines. En particulier, la grande Île ne connut pas une implantation massive de colons et les grandes concessions accordées restèrent faiblement productives. De même, l'agriculture ne connut que tardivement des gains de productivité et l'élevage resta en bonne partie « contemplatif » (Gendarme, 1960). Il en ressort que le pouvoir économique appartenait en grande partie sur la période aux commerçants étrangers, eux-mêmes dépendant des grandes compagnies de commerce françaises, tandis que la pression économique sur le monde rural restait très forte. Ce n'est en effet qu'après la seconde guerre mondiale qu'émergea une classe de petits planteurs malgaches réussissant à tirer des profits de leurs productions.

L'action sanitaire et éducative de la colonisation fut finalement peut-être plus importante que l'action économique. L'action sanitaire, marquée notamment par le fait qu'on trouvait beaucoup plus de médecins dans l'île qu'en moyenne en Afrique occidentale française¹, se traduisit, après la seconde guerre mondiale, par une nette baisse de la mortalité et un fort accroissement démographique. Quant à l'accroissement de la scolarisation, il fut plus élevé à Madagascar que dans bien des autres colonies africaines². Ces deux phénomènes cumulés concoururent à un fort accroissement des attentes en termes d'emplois qualifiés, notamment dans le secteur public, ce qui sera une des causes déterminantes de l'instabilité politique de la fin de la première république.

De 1960 à 1972 : L'indépendance dépendante de la première république

Jouissant de son image de père de l'indépendance tout en se situant dans la continuité du pouvoir, Tsiranana put bénéficier d'une réactivation de la théologie politique (Kantorowicz, 1989) qui soutenait le pouvoir des monarques avant la colonisation.

L'Etat poursuivit la politique coloniale méritocratique en accentuant les investissements scolaires et en élargissant le recrutement au sein de l'armée au-delà des membres de l'oligarchie *merina* qui constituait précédemment les officiers supérieurs (Ramasy, 2010). En dépit d'une volonté

¹ En 1960, on comptait 1 médecin pour 8 000 habitants à Madagascar contre 1 pour 28 000 en moyenne dans l'AO (Gendarme, 1960).

² En 1960, l'analphabétisme dans le pays était de 51 % contre 90 % en Algérie (Gendarme, 1960). A cette date, Madagascar était, avec le Bénin et el Cameroun, l'une des colonies françaises dans lesquelles existaient la plus forte proportion de diplômés (Archer, 1975 ; Raison-Jourde et Roy, 2010)).

affirmée de l'Etat PSD d'agir sur le développement du pays, l'organisation économique de la période ne fut pas fondamentalement modifiée par rapport à la précédente. Le secteur de distribution continua d'être contrôlé par les trois grandes compagnies d'import-export et la majorité des postes-clés dans les banques et les compagnies privées restèrent détenus par des Européens (Archer, 1976). Ces entreprises du secteur moderne, qui contrôlaient les 2/3 de la partie monétarisée du produit national, transféraient à l'extérieur plus du double de ce qu'elles investissaient dans le pays (Goguel, 2006).

Après sa réélection en 1965, Tsiranana, tenté par l'autoritarisme et visant un développement agricole accéléré, rendit le travail obligatoire, envoya l'armée planter des arbres, condamna par roulement les fonctionnaires désormais pléthoriques (55 000 en 1965 contre 6 000 avant l'indépendance) à travailler sur les hauts plateaux et prit un certain nombre de mesures contre les « oisifs » des campagnes¹. Cette pression sur les hommes n'eut cependant pas les effets escomptés. L'économie de traite resta encore un mode d'organisation dominant et les cultures de rente, bien que relativement faiblement étendues, représentèrent encore les trois quarts des exportations. Même dans ce secteur, la présence étrangère était également importante, contribuant au tiers de la production. Quant aux productions vivrières, elles furent nettement défavorisées. Leurs prix, tout particulièrement celui du riz, furent maintenus stables afin de limiter le coût de la vie en milieu urbain et d'avantager les agro-industries (Hugon, 1989a; Vérin, 1990).

Sur l'ensemble de la période, la croissance maintint tout juste le niveau moyen de richesse par tête et creusa encore l'écart entre l'immense majorité rurale (plus de 80 % de la population) dont le revenu réel par tête diminue de 30 % en moyenne sur la période et un monde urbain pourtant hétéroclite. Cette dégradation du niveau de vie dans les zones rurales fut d'autant plus mal ressentie que la pression fiscale, par le biais des impôts directs (l'IMF, impôt du minimum fiscal avait remplacé la taxe de capitation), continuait de peser lourdement sur leurs habitants². L'analyse de ce que G. Roy appelle un « Cahier de doléance » villageois de 1966-1967 (Raison-Jourde et Roy, 2010) montre bien l'importance de ce mal-être dans les campagnes reposant sur le sentiment de perte de considération du *fanjakana* à l'égard de ses administrés (non-respect du *fiavanana*). C'est d'ailleurs une des principales raisons des révoltes paysannes³, encadrées par le MONIMA, qui eurent lieu dans le sud du pays en 1971 et furent violemment réprimées par la gendarmerie⁴. (Raison-Jourde et Roy, 2010).

La constitution, largement inspirée de la constitution de la Vème république française, accordait un pouvoir très important au président, à la fois chef de l'Etat et chef du gouvernement, d'autant plus que l'assemblée législative était complètement acquise à sa cause, seuls trois députés n'étaient pas issus du parti présidentiel (Randriamihaingo, 2004).

Le pouvoir politique d'après l'indépendance assura une large représentation des élites côtières, tout particulièrement de ses membres issus de la fonction publique⁵. L'indépendance ne signifiait cependant pas l'éviction totale du pouvoir politique de la France. L'ambassadeur de France était fréquemment consulté dans les grandes décisions (Razafimbelo, 1987a), des ministres français

¹ « Chaque année, des chefs de canton se lançaient dans des chasses à l'homme, furieux de trouver des cases désertées par les villageois partis camper en forêt avec marmites et riz » (Raison-Jourde et Roy, 2010)

² En 1966, sur 24 millions d'impôts, 3,5 provenaient ainsi du monde rural, ce qui est important compte tenu de la faiblesse des revenus dans ce milieu (Goguel, 2006).

³ Refus de payer l'impôt et la cotisation au PSD.

⁴ Les chiffres officiels firent état 48 morts et 62 blessés chez les insurgés. Mais d'autres sources font état de plus de 800 morts et autant de personnes en état d'arrestation (Raison-Jourde et Roy, 2010)

⁵ A titre d'exemple, lors des élections législatives de 1965 que le PSD remporta avec 94 % des voix, près de 60 % des élus étaient des fonctionnaires et/ou des maires ou adjoints (Goguel, 2006)

siégeaient au gouvernement, les consuls français restèrent membres des assemblées provinciales (Randrianja et Ellis, 2009), les officiers de l'armée étaient formés à l'académie militaire d'Antsirabe (créée en 1965), par des instructeurs français. Enfin, de nombreux assistants techniques contribuaient au plus haut niveau au fonctionnement de l'Etat, concurrençant sur ces postes l'ancienne bourgeoisie administrative *Merina*.

En raison du contrôle de l'appareil productif par des étrangers (voir plus bas), l'essentiel de la compétition sociale se fit sur la période pour l'accès aux postes d'Etat, qu'il s'agisse des postes politiques, administratifs ou militaires, et emprunta souvent la forme d'une opposition entre élites côtières et élites *Merina*¹.

Une grande partie des postes politiques furent ainsi préemptés par les élites côtières, même si les anciennes élites *Merina* n'en furent pas totalement écartées. Tsiranana fit en effet une large place au sein de ses gouvernements et aux postes de directions de l'Etat à ses représentants². Ces postes politiques assurèrent à leurs détenteurs des possibilités non négligeables d'enrichissement. Nombre des membres du gouvernement de Tsiranana occupèrent ainsi des postes de direction dans les filiales malgaches des compagnies étrangères et Tsiranana lui-même fut actionnaire dans plusieurs entreprises coloniales et Directeur Général de la Compagnie des Transports, l'une des plus grandes de l'Île (Archer, 1976).

Le pouvoir administratif, resta, lui, en revanche, essentiellement aux mains d'une bourgeoisie urbaine issue des anciens groupes statutaires dominants de la monarchie *Merina*. Dans cette rivalité entre élites côtières et élites *Merina*, l'assistance technique étrangère fut cependant souvent utilisée comme moyen d'empêcher un trop fort afflux de scolarisés de Hauts Plateaux dans l'administration.

De 1960 à 1972, Le PSD, maintint et étendit même son hégémonie dans le pays. Alors qu'il y avait de nombreux partis à la veille de l'indépendance, seuls deux autres partis survécurent véritablement à cette période : l'AKFM du pasteur Richard Andriamanjato dans la capitale (lequel a occupé le poste de maire de la capitale pendant toute la première république) défendant une ligne politique pro-soviétique et le MONIMA de Monja Jaona dans le sud, plutôt maoïste. Les membres du PSD occupaient les principaux postes de l'administration et des ministères, au point même qu'on a pu parler d'Etat PSD. « L'adhésion au parti était alors un moyen rapide d'ascension sociale » (Razafimbelo, 1997a) mais aussi un « moyen de participer de la toute-puissance du *fanjakana* donc d'être protégé » (Raison-Jourde et Roy, 2010). Le nombre de fonctionnaires tripla en 12 ans (Vérin, 1990) et L'Etat PSD finit par infiltrer toute la société. En brousse, les chefs de canton étaient les exécutants économiques et sociaux de l'autorité et les « élections étaient transformées en formalité d'approbation » (Vérin, 1990). Lors de l'élection présidentielle de 1972, quelques mois à peine avant les événements de 1972 qui conduisirent à la mise en place d'un gouvernement transitoire, Tsiranana fut ainsi réélu avec 99,8 % des suffrages exprimés.

La première république fut aussi le temps du développement de l'armée malgache qui connut une augmentation plus importante de ses effectifs (Ramasy, 2010). En 1960, les officiers supérieurs des forces armées avaient été formés en France, à Saint-Cyr et à l'Ecole de Guerre, et la plupart d'entre-eux, comme le chef d'Etat-major, le général Ramanantsoa, étaient issus de l'ancienne

¹ Sans que cela ne traduise pour autant un « conflit fondamental » entre ethnies côtières et ethnie *Merina*. Les politiques menées ne reflètent d'ailleurs sur la période aucun parti pris notable en faveur d'une région ou d'une autre (Archer, 1976)

² Dans le premier cabinet de Tsiranana, un ministre sur deux était *Merina* (Archer, 1976). Charles Andriantsitohaina, issu d'une grande famille aristocrate *merina* et qui deviendra un poids lourd de l'économie malgache, occupait à cette époque le poste de chef de cabinet du ministère d'Etat en charge de l'économie nationale.

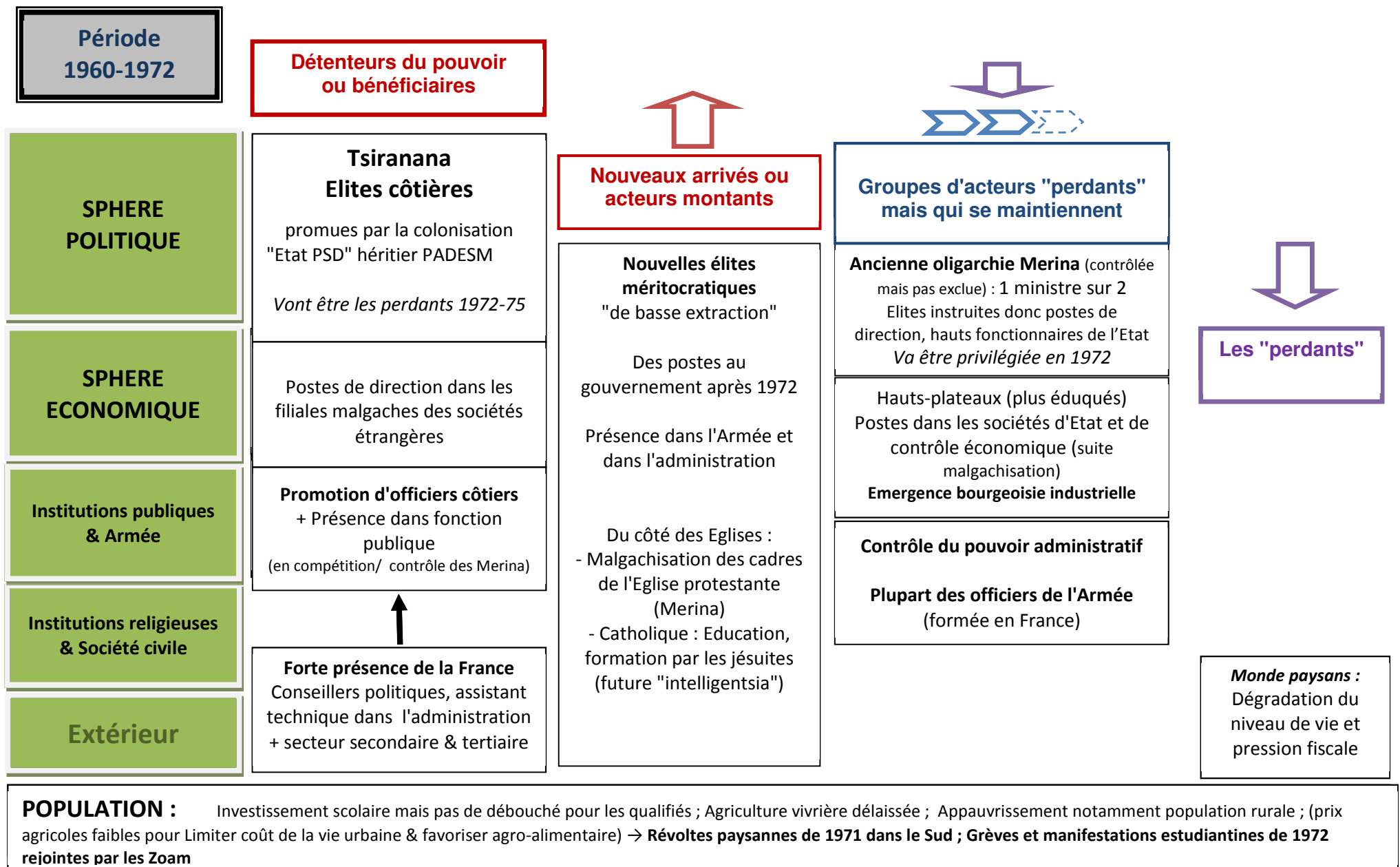
oligarchie *merina*, à l'esprit aristocratique (Archer, 1976). La hiérarchie militaire se confondait ainsi en partie avec les anciennes hiérarchies statutaires. Le gouvernement de Tsiranana s'efforça de limiter au maximum le pouvoir de cette élite Merina en favorisant la promotion d'officiers côtiers au sein de l'armée et en augmentant fortement les effectifs de la gendarmerie (7 000 hommes en 1971 contre 4 000 dans l'armée ; Archer, 1976) dont les officiers étaient originaires de différentes ethnies et de différentes régions. Il créa également, en 1966, d'une part l'académie militaire d'Antsirabe (ACMIL) - qui offrait une éducation gratuite aux familles ne pouvant pas envoyer leurs enfants à l'université et dont les statuts réservaient des places aux côtiers (Ramasy, 2010) - et d'autre part les Forces Républicaines de Sécurité (FRS)¹, majoritairement composées de militaires issus des régions côtières.

Par ailleurs, L'Etat PSD privilégia les investissements scolaires. Tsiranana qui, bien qu'issu d'une famille influente du nord de Madagascar devait sa promotion à l'ouverture scolaire, mit en place une politique scolaire ambitieuse : ouverture d'un Collège d'Enseignement Général (CEG) dans chaque sous-préfecture et d'un lycée dans chaque préfecture, création d'une université (1963), accords de coopération avec la France permettant à de nombreux bacheliers de bénéficier d'une bourse pour aller étudier en France. Le succès de cette politique de promotion scolaire contribua à l'afflux d'étudiants qualifiés sur un marché du travail urbain, en décalage avec les possibilités réelles d'emplois qualifiés. Ces aspirations non satisfaites furent à l'origine des mouvements de grève et des manifestations estudiantines du premier semestre 1972, dont celle du 13 mai 1972, qui fut réprimée dans le sang² par les Forces Républicaines de Sécurité. Ces grèves étudiantes, initialement organisées à Antananarivo sous l'impulsion du mouvement de jeunesse de l'AKFM, se diffusèrent rapidement à tout le pays (Althabe, 1980 ; Goguel, 2006, Randrianja et Ellis, 2009). C'est cette répression qui conduisit finalement à la chute du régime et la remise des pleins pouvoirs au général Ramanantsoa, militaire le plus gradé et le plus ancien dans le grade de général.

¹ Equivalent des CRS en France

² Il y eut une quarantaine de morts.

REPARTITION DU POUVOIR ENTRE LES GROUPES D'ACTEURS PAR PERIODE



De 1972 à 1991 : La malgachisation et l'extension de la rente étatique

1972-1975 : L'intermède Ramanantsoa

La mise en place d'un gouvernement militaire avait été la conséquence des contradictions de la période précédente. Les révoltes paysannes et manifestations étudiantes furent interprétées par le pouvoir en place comme des tentatives de déstabilisation. Au lieu de chercher une solution consensuelle, Tsiranana s'était dans une attitude répressive en faisant écraser dans le sang les révoltes paysannes par la gendarmerie, en emprisonnant son vice-ministre de l'intérieur Resampa qui avait manifesté son mécontentement devant ces réactions, en permettant aux FRS de tirer sur la foule des manifestants étudiants en mai 1972, et en tenant des propos incitant aux conflits ethniques¹. Ce sont ces derniers éléments qui avaient conduit à une mobilisation des syndicats, des Eglises et de la société civile pour réclamer une nouvelle organisation du pouvoir. Tsiranana fut alors contraint de remettre le pouvoir au Général Ramanantsoa. Celui-ci fut ainsi porté au pouvoir par une coalition d'intérêts contradictoires dont il faut rappeler ici les éléments.

L'asphyxie économique du monde rural et du petit monde urbain avait tout d'abord généré un vif mécontentement populaire qui s'était exprimé lors des soulèvements populaires des provinces du Sud encadrés par le MONIMA, mais aussi dans la capitale lorsque les Zoam², association de chômeurs et jeunes marginaux ralliés au MFM de Manandafy Rakotonirina, premier parti politique marxiste révolutionnaire, eurent rejoint les étudiants en grève. Ce dernier mouvement urbain « donna naissance à plusieurs organisations de gauche, regroupées, sous l'égide du comité KIM (*Komity Iombonan'ny Mpitolona*) qui réussirent, avant d'être démantelées par le Général Ramanantsoa, à obtenir des concessions et la reconnaissance de certains principes démocratiques dans le nouveau régime » (Archer, 1976 ; Althabe, 1980).

Par ailleurs, l'essor démographique combiné avec l'extension de la scolarisation avait nourri non seulement une forte demande d'emplois diplômés mais aussi des attentes de réorganisation politique et de transformation des relations de pouvoir, ce dont témoigne l'immense succès populaire du groupe de musique Mahaleo³ constitué par 4 étudiants lors de la grève générale de mai 1972.

Enfin, les anciennes élites *Merina* qui avaient perdu en partie leur influence politique et économique aspiraient à un retour au pouvoir politique et à un accès plus large aux richesses économiques.

Si tous ces groupes n'avaient évidemment pas les mêmes intérêts (Spacensky, 1970), ils se retrouvèrent néanmoins dans leur soutien au Général Ramanantsoa. Celui-ci obtint ensuite un véritable plébiscite populaire lors du référendum du 8 octobre 1972 qui lui accorda un mandat de 5 ans : il obtint en effet 86 % des suffrages exprimés⁴. Il s'efforça alors de constituer un gouvernement technico-militaire, dissocié de toute ligne politique de parti. Les partis furent

¹ Assimilant par exemple les membres de l'AKFM à l'ancienne monarchie *merina* (Saura, 2006)

² L'apparition des ZOAM dans la vie politique malgache est très importante. Ils apparurent pour la première fois en avril 1972, quand des jeunes chômeurs firent leur entrée sur le campus universitaire, portant des chapeaux de cowboys et demandant qu'on reconnaisse les opinions des ZWAM (*Zatovo Western Anivon'ny Madagasikara*) autrement dit jeunes cowboys de Madagascar. Devenue organisation, le nom fut changé en ZOAM (jeunes chômeurs ; *zatovo orin'asa*).

³ Le groupe, constitué d'étudiants, s'est constitué au moment de la grève générale de mai 1972 et est devenu rapidement populaire dans tout Madagascar. Leurs morceaux, traitant de la vie courante, sont porteurs de revendications et de contestations.

⁴ Cet usage du référendum comme moyen, pour un gouvernant établi de façon non conventionnelle, d'obtenir un plébiscite populaire sera particulièrement courant dans l'histoire malgache. On y reviendra ultérieurement.

d'ailleurs interdits et un Conseil National Populaire pour le Développement (CNDP), censé représenter la population, fut substitué à l'Assemblée nationale et au Sénat.

Les changements économiques

C'est sous ce premier gouvernement militaire que furent initiées les réformes économiques et sociales qui marqueront la trajectoire malgache des deux décennies suivantes.

Deux programmes ambitieux furent en effet mis en place, l'un visant l'indépendance de Madagascar vis-à-vis des intérêts étrangers, l'autre la dynamisation des activités productives agricoles via la réorganisation des *fokonolona*.

Afin d'assurer l'indépendance économique, Madagascar quitta la zone franc et de nouveaux accords de coopération furent signés avec la France. Avec l'aval de cette dernière, L'Etat instaura une politique de malgachisation de l'économie en imposant dans les grandes entreprises le recrutement de cadres et de dirigeants malgaches ainsi que le réinvestissement d'une partie des bénéfices et en incitant à une reprise des capitaux des petites entreprises ou du colonat par des nationaux avec assistance de l'Etat. Il s'assura par ailleurs le contrôle des secteurs clés de l'économie (banques, assurances, commerce extérieur, transports extérieurs et intérieurs) par une prise de participations majoritaires dans leur capital, ou en agissant par mandataires. Ainsi furent créées de grandes Sociétés d'Intérêt National telles que la SONACO (Société Nationale de Commerce Extérieur) et la SINPA (Société d'Intérêt National de Commercialisation des Produits Agricoles) qui, en situation de quasi-monopole, jouirent alors de privilèges exorbitants (Hugon, 1989a).

Ce nouveau capitalisme sous contrôle public contribua au renforcement du pouvoir de l'Etat, tout en encourageant la formation d'une élite technologique et administrative. Les principaux postes de contrôle économique furent alors occupés par des membres issus de l'ancienne élite *merina*, *andriana* ou *hova*, soupçonnés d'être organisés en un « club des 48 ». Si rien n'indique que ce club ait jamais existé comme organisation clairement constituée, il pourrait cependant avoir été une alliance informelle entre grandes familles liées par des réseaux d'amitié et de parenté¹ d'une part et des intérêts économiques de l'autre. Ses membres supposés ont en effet exercé sur la période un contrôle oligarchique de l'économie, par leur investissement direct dans les activités de production ou en nouant des alliances avec des entrepreneurs et négociants de province, souvent étrangers tels que les dirigeants de la Compagnie Marseillaise de Madagascar, les frères Barday à Majunga, Lam-Sek à Fianarantsoa ou encore Sam-Kan à Tuléar (Archer, 1976).

Cette politique de malgachisation entraîna en réalité une réduction des activités économiques donc de l'emploi ce qui contribua à alimenter en retour les troubles sociaux urbains. Beaucoup d'Européens, de Chinois et Indopakistanaïens quittèrent l'île (Razafimbelo, 1997a) pendant cette période et les grandes entreprises étrangères eurent tendance à réduire leurs dépenses d'investissement, par peur de ne pouvoir ultérieurement rapatrier leurs bénéfices. Le P.I.B. chuta d'environ 4 % et la récession toucha principalement les secteurs du textile et de l'habillement, les industries mécaniques et métalliques, les travaux publics et le bâtiment et affecta en amont les secteurs des matières premières et de l'énergie, et en aval le transport et le commerce (Hugon, 1989a, p. 339).

¹ Le sens du 48 n'est pas clair. Il pourrait correspondre soit la date de sa supposée formation ou au nombre de familles en faisant partie. Sur le club des 48 voir Archer, 1976, p. 77-92.

La sortie de la zone-franc et la crise économique mondiale contribuèrent également à la dégradation économique du pays. Madagascar a en effet été, selon P. Hugon, un des pays du monde les plus touchés par la crise. Pour un même volume de produits pétroliers et dérivés, la valeur des importations est passée de 6,2 milliards de Fmg en 1972 à 19,5 milliards en 1974. Il s'en suivit une inflation importée qui, combinée à une inflation monétaire liée à l'augmentation des concours au trésor, atteignit 12 % en 1973 et près de 23 % en 1974 (Hugon, 1989a), rognant d'autant le pouvoir d'achat de la plus grande partie des ménages malgaches.

Le deuxième volet de la politique de développement visait à réformer les structures rurales. Porté par le colonel Richard Ratsimandrava, ministre de l'intérieur, il avait pour objectif le développement économique sur une forme de décentralisation, en accordant aux communautés rurales traditionnelles (*fokonolona*) plus de liberté de choix et d'organisation (en leur accordant notamment le contrôle des terres non cultivées¹) et en restructurant l'administration de manière ascendante, des cellules de base jusqu'au niveau national. La première étape de cette politique fut la suppression de l'IMF et de la taxe sur le bétail qui devait ainsi permettre aux communautés décentralisées de réaliser certaines opérations de développement (Hugon, 1989a, 335). Cette politique de développement agricole fut appuyée par une politique des prix (garanti du prix du paddy au producteur, subvention des engrais) et un contrôle des circuits de commercialisation du riz par la Société d'Intérêt National des Produits Agricoles (SINPA).

La suppression de l'IMF et de la taxe sur les bovidés ainsi que la hausse des prix agricoles conduisirent à accroître les revenus ruraux surtout pour les paysans propriétaires. Cependant, compte tenu de la conjoncture économique, ceux-ci n'augmentèrent pas leur production de riz et réduisirent même la part consacrée à la commercialisation (11,2 % contre 16,6 %), d'où une augmentation rapide des importations rizicoles. Par ailleurs, la hausse des prix agricoles contribua à renchérir encore plus le coût de la vie en milieu urbain et à mettre en difficulté un certain nombre de petites entreprises fortes utilisatrices de main-d'œuvre et de produits agricoles locaux (Hugon, 1989a, 336).

Les évolutions politiques

Le gouvernement du général Ramanantsoa se voulait apolitique et garant de l'unité nationale. Il était composé de 6 militaires des différents corps d'armée et de gendarmerie et de 6 civils reconnus pour leur compétence. Il assurait également en principe la représentation des 6 provinces de Madagascar. On peut cependant identifier au sein de ce gouvernement des sensibilités différentes, liées aux parcours professionnels et aux origines sociales des individus, qui alimentèrent l'instabilité politique de l'époque.

Même si le gouvernement du général Ramanantsoa se voulait apolitique, différentes sensibilités en son sein reflétaient les fractures de la société malgache. Issu de la haute bourgeoisie Tananarivienne, le général Ramanantsoa était naturellement disposé à privilégier les intérêts des membres de l'élite *merina*. C'est sous son influence et celle du colonel Rabetafika² que les principaux postes de direction économique furent accordés à des membres de cette élite³,

¹ Les *fokonolona* furent aussi dotée d'une commission économique, le *vatoeka* aux pouvoirs de décisions étendus.

² « Membre d'une des familles les plus illustres d'Imerina. Le grand-père de Rabetafika avait été pasteur à Tananarive ; son frère cadet était ambassadeur à New-York ; sa cousine professeur d'anglais à l'université de Madagascar, était aussi mariée avec le Dr Ranjeva, enseignant, lui aussi, à l'Université et descendant de la famille royale d'Imerina » (Archer, 1976, p. 71)

³ On peut citer le ministre de l'économie et des finances, le directeur du Trésor, la direction du département des finances, le gouverneur de la Banque centrale, le chef du département des impôts (Archer, 1976, p.82)

alimentant ainsi, dans l'opinion publique, la croyance en l'existence d'un club des 48 (mentionné plus haut), et ce d'autant plus que les techniciens qui remplacèrent les Français étaient aussi plus souvent issus de ce monde (du fait d'une formation technique et intellectuelle supérieure liée à la meilleure infrastructure éducative des Haut-Plateaux).

Le commandant de gendarmerie R. Ratsimandrava et le capitaine de corvette D. Ratsiraka devaient eux leur parcours professionnel et leur ascension sociale à l'abolition officielle du système féodal et à l'ouverture méritocratique. Le premier, fils d'un instituteur d'Antananarivo militant du PADESM, était un *Merina* d'origine *andevo* (Ramasy, 2010 ; Randrianja et Ellis, 2009). Le second, d'origine *Betsimisaraka*, avait grandi dans la région d'Antananarivo où son père¹, lui aussi membre du PADESM, était administrateur traducteur (Galibert, 2011, 437). Les deux représentaient a priori une sensibilité « méritocratique de gauche » au sein du gouvernement, même si D. Ratsiraka, très impliqué en tant que ministre des Affaires Etrangères dans la négociation des accords commerciaux avec la France et la sortie de la zone franc, se tint prudemment en retrait des affaires intérieures dans cette période.. C'est d'ailleurs R. Ratsimandrava qui initia la réforme des *fokonolona* remettant en cause les structures traditionnelles du pouvoir², et qui commandita, à la fin de l'année 1974, les enquêtes sur les malversations des dirigeants des Sociétés Nationales d'Investissement qui déstabilisèrent le gouvernement Ramanantsoa.

Les anciens membres du PSD et des élites côtières furent, eux, les grands perdants de la réorganisation politique. Evincés des principaux postes politiques et économiques, certains d'entre eux constituèrent alors l'Union Socialiste Malgache qui se déclara ouvertement agir pour l'intérêt des côtiers et organisa des manifestations anti-Merina et antigouvernementales dans des villes de la Côte (Razafimbelo, 1997a). Entre décembre 1972 et janvier 1973, une série d'émeutes éclata à Tamatave, Majunga, Diego-Suarez et dans d'autres centres urbains (Archer, 1976). Parallèlement, des dissensions se marquèrent au sein de l'armée entre les officiers les plus gradés, passés par Saint-Cyr et l'école de Guerre et le plus souvent *merina* d'origine aristocratique et ceux, *non-merina* pour la plupart, montés par le rang, et exclus de la représentation politique. C'est l'un d'entre-eux, le Colonel Brechard Rajoanarison, d'origine Antaisaka, ancien sous-officier promu après l'indépendance (Archer, 1976) qui sera accusé en 1975 d'avoir soutenu une tentative de coup d'Etat. La rébellion du GPM (Groupement Mobile de Police, héritier des FRS) qui suivit cette accusation (B. Rajoanarison s'était réfugié dans la caserne du GPM et celui-ci refusa de le livrer aux autorités), soutenue par Resampa, Tsiranana et les ministres Côtiers du gouvernement, fut le détonateur qui conduisit à la chute du gouvernement Ramanantsoa. Celui-ci, coincé entre les revendications politiques des élites côtières rangées derrière le PSM et Tsiranana, sa loyauté envers l'oligarchie économique-politique *merina* et les pressions aux réformes économiques et politiques du MFM et du Monima, fut finalement conduit à remettre le pouvoir à R. Ratsimandrava (qui menaçait de dénoncer les membres du régime corrompu dans les affaires), le 5 février 1975. Six jours plus tard, ce dernier fut cependant assassiné, sans que l'histoire n'ait réussi jusqu'ici à établir, de façon indiscutable, qui étaient les commanditaires de ce meurtre³. Un

¹ Des sources non vérifiables prétendent qu'il pourrait être lui aussi issu d'une lignée d'esclaves affranchis. D. Ratsiraka ne confirme cependant pas cette information dans ses entretiens avec Cécile Lavrard-Meyer (2015)

² Le but de la réforme était « la maîtrise populaire du développement ». Dans les *fokonolona*, toutes personnes de plus de 18 ans devaient avoir droit à représentation. Les *fokonolona* devaient gérer leur budget et avoir le droit d'établir leurs propres statuts légaux (*dina*) concernant la sécurité intérieure. Leurs membres devaient pouvoir statuer, sans contrôle administratif, sur l'organisation de l'agriculture, du commerce et de la justice civile (voir Archer, 1976).

³ Le « procès du siècle » qui eut lieu de mars à juin 1975 fit comparaître de nombreux inculpés dont Resampa et Tsiranana mais ne prononça que des peines mineures. Les archives de ce procès ont brûlé à la fin 1975 ce qui réduit fortement les chances de connaître un jour, à coup sûr, la vérité. Cela n'empêche évidemment pas les chercheurs de proposer des pistes d'analyse (Archer, 1976, Raison-Jourde et Roy, 2010)

Directoire militaire fut alors mis en place qui réussit à rétablir l'ordre public en réprimant par les armes la rébellion et en déclarant la loi martiale.

De 1975 à 1991 : De l'instauration d'une économie socialiste au tournant libéral de l'ajustement structurel

Au sein du Directoire militaire, c'est D. Ratsiraka qui finit par obtenir le plus d'influence, du fait de sa capacité supposée à répondre aux revendications contradictoires des différents groupes en présence¹ et du fait de son image de fermeté vis-à-vis de l'ancienne puissance coloniale, construite lors de son action comme ministre des affaires étrangères du gouvernement Ramanantsoa. Conformément à une disposition constitutionnelle prévue par le référendum de 1972, il fut ainsi élu chef d'Etat par les membres de ce directoire, le 15 juin 1975. Le Directoire fut alors remplacé par un Conseil Suprême de la Révolution (CSR) et Didier Ratsiraka lança dans la foulée une première vague de nationalisation dans les banques, les assurances, les cinémas, la Société des transports maritimes (SMTM), la Société Malgache de Raffinage puis la Compagnie Marseillaise de Madagascar². Le 21 décembre 1975, il fit adopter par référendum³ le *Boky Mena*⁴, la charte de la révolution socialiste, et une nouvelle constitution, ce qui lui conféra la présidence de la deuxième république pour 7 ans. Il réédita ainsi la pratique du plébiscite par référendum initié par G. Ramanantsoa quelques années plus tôt.

Le *Boky Mena* et la constitution instaurèrent un système d'inspiration socialiste fortement centralisé et personnalisé, très semblable à celui mis en place en Tanzanie (Déléris, 1986, p.45). L'exécutif et tout particulièrement le Président de la République y occupaient une place prépondérante (Rabetafika, 1990)⁵. L'organe législatif n'était plus composé que d'une seule chambre et les députés, élus au suffrage universel pour 5 ans, étaient obligatoirement membre du Front National De la Révolution (FNDR)⁶, défini dans les articles 8 et 9 de la constitution comme l'organe politique devant « animer et guider la révolution dans son élan vers l'édification du socialisme, et inspirer l'activité de l'Etat ». Les députés ne faisaient ainsi qu'avaliser les projets de loi.

Mais l'objectif de la charte était aussi de procéder à un rééquilibrage des provinces, au profit des provinces côtières. C'est dans cette perspective que furent notamment mises en place des collectivités locales décentralisées devant d'une part garantir une meilleure représentation des provinces et d'autre part assurer plus de pouvoir au peuple : *faritany*, *fivondronam-pokonolona* (*fivondrana*), *firaisam-pokonolona* (*firaisana*), *fokontany*⁷. Mais en réalité, le centralisme politique s'accrut sur cette période par rapport à la première république. D'une part ce système était conçu de façon

¹ Archer, p. 135-136 en identifie six : la population des provinces le « club des 48 » et la bourgeoisie Merina, le peuple de Tananarive, les organisations et partis de gauche et enfin le C.N.DP.

² L'Etat prit 51 % des parts de ces entreprises mais en laissa cependant la gestion aux anciens propriétaires, sauf pour la Compagnie Marseillaise de Madagascar qui fut totalement nationalisée.

³ Ce référendum lui assura un confortable soutien populaire puisque le oui obtint 95 % des suffrages exprimés.

⁴ Livre rouge

⁵ Le président est « l'organe suprême du pouvoir d'Etat ». Il préside le Conseil Supérieur de la Révolution (CSR) et le gouvernement en Conseil des ministres. Il nomme les deux-tiers des membres du CSR et choisit le dernier tiers sur une liste de personnalités présentées par l'Assemblée Nationale Populaire (ANP).

⁶ Comme doit l'être d'ailleurs le président.

⁷ Respectivement : Province, Préfecture, Sous-préfecture, Village ou Quartiers.

hiérarchisée et pyramidale¹. D'autre part, en dépit de l'autonomie financière et exécutive dont furent dotés les *fokontany*, leur encadrement demeura très fort, via la mise en place de structures d'appui techniques et idéologiques et le contrôle politique de leurs représentants élus, qui devaient obligatoirement être membres du FNDR. Or, au sein de ce Front (comprenant l'AREMA, les 4 partis ayant appelé à voter oui au référendum de décembre 1975 soit l'AKFM, le MONIMA, le VONJY², l'UDECMA³ et le MFM⁴), l'AREMA (Avant-garde de la Révolution Malgache), parti fondé par le président en 1976, devint rapidement hégémonique. Lors des principales élections qui ont eu lieu durant cette période, l'AREMA fut en effet quasiment toujours en position de monopole (Randriamihaino 2004 ; Pierre Bernard et *alii*, 1998)⁵. Sous cet éclairage, cette organisation politique est donc très proche de la situation précédente⁶.

Les transformations économiques et sociales

De l'instauration d'une économie socialiste ...

Ratsimandrava avait voulu renverser la politique agricole en faveur du paysannat en doublant le prix du riz à la production, en supprimant l'impôt par tête et l'impôt sur le bétail et en faisant du fokonolona la « base de la structuration du monde rural en vue de la maîtrise populaire du développement »⁷ sous une forme autogestionnaire. La décentralisation et la réforme agraire de la seconde république n'eurent, eux, qu'un lointain rapport avec ces objectifs. Le *fokontany* (réunissant les membres du *fokonolona*), bien que disposant de pouvoirs étendus⁸, ne constituait finalement qu'une « courroie de transmission des directives révolutionnaires du haut vers le bas de la société » (Raison, 2007). Quant à la réforme agraire, incitant à développer un mode de production et de distribution collective par la création de coopératives socialistes, la dotation de subventions et l'accès au crédit, elle n'autorisait pas non plus l'autonomie de décision et d'initiatives des populations rurales. Celles-ci étaient en effet fortement encadrées par les forces armées de développement⁹ dont le rôle était d'éduquer, d'organiser et de diriger les paysans conformément aux directives du plan préparé par l'autorité centrale.

L'objectif premier de la réforme agraire était d'assurer l'autosuffisance alimentaire en développant les cultures vivrières. Les prix des produits de première nécessité (PPN) furent ainsi encadrés et

¹ Chaque collectivité territoriale supérieure exerçait une tutelle directe sur le niveau inférieur et l'ensemble se trouvait sous la tutelle administrative et financière du gouvernement (Rajaonesy, 2008).

² Survivance du PSD rallié

³ Parti chrétien

⁴ Rallié après 1977

⁵ Lors des élections des fokonolona tenues en mars 1977, l'AREMA obtint 90 % des 73 000 sièges. En juin 1977, l'AREMA gagna 220 sièges sur 232 lors des élections pour les six Assemblées générales provinciales, et 112 sièges sur 137 dans l'Assemblée nationale populaire.

⁶ Elle se reproduira sous Ravalomanana où le TIM, parti du président, sera lui aussi dans une position dominante (voire plus loin).

⁷ Ordonnance du 24 mars 1973. Citée par Andriamirado, 1977

⁸ « Sur le plan administratif, il disposait de services publics, sur le plan législatif, il élaborait des *dina* ayant force exécutoire, sur le plan juridictionnel, il exerçait les attributions à lui confiées par les lois sur l'organisation judiciaire, sur le plan de la défense, il participait à la défense du territoire et à la sécurité publique, sur le plan économique, il œuvrait pour le développement de l'économie socialiste notamment en organisant des coopératives, sur le plan politique, il élisait et révoquait ses représentants, sur le plan social, il réalisait toute activité concourant au bien-être social et au développement socioculturel de ses membres » (Randriamihaino, 2004).

⁹ Afin d'éliminer les sources de conflits au sein des forces de l'ordre, source de blocage dans la période précédente, D. Ratsiraka unifia l'armée de terre et la gendarmerie dans une seule force appelée d'abord armée populaire puis armée de développement (Archer, 1976).

les circuits de distribution contrôlés, tandis que les cultures d'exportation furent taxées, via la mise en place de caisses de stabilisation assurant le financement budgétaire de l'Etat¹. Cette politique conduisit en fait à une baisse de la production de café, de girofle, de vanille et de poivre et à une réduction corrélative des recettes d'exportation, tandis que la baisse des prix réels aux producteurs sur les produits vivriers déboucha sur leur rationnement et le développement du marché noir (*Blanc-Pamard, 1985 ; Raison J.-P., 1991*). La production commercialisée de riz a ainsi stagné entre 1975 et 1983 (alors que la population augmentait de 30%) et les importations de riz ont quintuplé, représentant en 1983 plus de 80% de la production commercialisée (Hugon, 1986). Le début des années 1980 fut ainsi marqué par des situations récurrentes de pénuries.

Le développement de l'industrie devait lui aussi passer par le contrôle par l'Etat des moyens de production. La première vague de nationalisation de 1975 avait déjà largement amorcé la prise de contrôle étatique de l'appareil de production. Fin 1976, l'Etat contrôlait déjà 100 % du système bancaire, des assurances, de l'électricité et des eaux, les trois quarts des exportations et 60 % des importations (respectivement 30 % et 20 % auparavant), le tiers de l'industrie, et 14 % des transports maritimes (Vérin, 1990; Rabetafika, 1990). En 1976, les industries stratégiques furent à leur tour mises directement sous le contrôle direct des militaires. Ainsi fut créé l'Office Militaire National pour les Industries Stratégiques (OMNIS), dont le projet avait déjà été évoqué par D. Ratsiraka lorsqu'il était ministre des affaires étrangères du gouvernement Ramanantsoa. Cet organisme, dont D. Ratsiraka fut nommé président, avait la charge de gérer l'industrie lourde (Chantier naval d'Antseranana, etc..) et les exploitations de minerais stratégiques (Ravaloson, 2000). Le contrôle économique de l'Etat s'accrut encore après la parution de la Charte des entreprises socialistes en 1977 et la nationalisation d'autres entreprises, comme la compagnie sucrière SOSUMAV, la société Denis Frères ou encore le comptoir COROI (Vérin, 1990). Dans le domaine agricole, les terres encore détenues par les colons sur la côte orientale furent nationalisées et confiées à des familles malgaches avec un encadrement coopératif. Enfin fut créée la Koparema-Procoops, une centrale d'achat de produits de première nécessité (PPN) gérée par l'AREMA et destinée aux paysans.

A partir de 1978, visant l'accélération du développement économique et profitant des excédents conjoncturels de la balance commerciale, le gouvernement se lança dans une politique dite d'« investissements à outrance » (71 milliards de francs malgaches en 1978, et environ 150 milliards chacune des trois années suivantes). Cette politique, qui cherchait aussi à favoriser le développement économique des régions, permit l'acquisition de moyens de transport et de labour, le développement des infrastructures et la construction des centres universitaires des provinces. En revanche, elle déboucha sur la mise en place de structures industrielles, souvent surdimensionnées ou mal situées², qui se révélèrent en pour la plupart peu rentables voire parfois inopérantes³, en raison d'une mauvaise évaluation des besoins, du mauvais entretien des matériels, des difficultés d'approvisionnement, de l'étroitesse du marché intérieur ou encore du système de prix administrés aux fortes rigidités (Andrianarison, 1996). Par ailleurs, cette stratégie

¹ De 1975 à 1983, les producteurs du café n'ont ainsi obtenu que 40% du prix mondial, ceux de vanille et girofle 25% (Ifpri, 1998)

² Par exemple, la ZEMA, unité d'engrais d'Ambovombe, était située dans une zone où l'agriculture était peu développée à cause de la sécheresse, sans port pour l'exportation et avec une route en très mauvais état ne permettant pas aisément le transport (Expansion-Madagascar, 2011)

³ A titre d'exemples extrêmes, l'usine d'engrais chimique Zeren de Tamatave, les complexes de fabrication d'outillage agricole Toly, l'usine de transformation du soja Lalasoa n'ont jamais fonctionnés. La minoterie Kobama installée dans la région du Vakinankaratra ou encore le Fanama (Famokarana Mahabibo Malagasy) à Mahajanga n'ont toujours tournés qu'au ralenti.

d'investissements, menée en pleine récession mondiale, entraîna une sérieuse dégradation de l'économie et des finances : détérioration de la balance commerciale due à la compression des exportations de matières premières et au triplement de la facture pétrolière, augmentation de l'endettement (de 18 % du P.I.B. en 78 à 52 % en 82) et nouvelle accélération de l'inflation. De 1974 à 1978, les prix avaient en effet augmenté en moyenne de 7,5 % par an. Mais de 1979 à 1982, le taux d'inflation bondit de 11,3 % à 28,6 % (Hugon, 1986 ; Vérin 1990 ; Randriamhihaingo, 2004).

Un aspect essentiel des réformes de cette période réside enfin dans la politique de scolarisation. Les inégalités du système scolaire, héritées du système colonial, s'étaient maintenues sous la première république, en dépit de l'extension de la scolarisation, marginalisant les ruraux et les régions côtières. Trois mesures devaient résoudre ce problème sous la seconde république : la malgachisation de l'enseignement (qui se faisait auparavant en français), une nouvelle extension démocratique et la décentralisation de l'enseignement supérieur. Un malgache officiel (en réalité celui parlé sur les Hauts Plateaux) devint alors progressivement la langue d'enseignement dans le primaire et le secondaire et les jeunes bacheliers, sans recevoir de réelle préparation pédagogique, furent réquisitionnés pour accomplir un service national d'enseignement. La décentralisation de l'enseignement supérieur, visait, elle, l'équilibre des régions et la démocratisation de l'accès. Le nombre de boursiers a ainsi quadruplé entre 1974 et 1979 et 30 milliards de Fmg furent investis pour l'édification des Centres Universitaires Régionaux (CUR)¹. Là encore, les résultats ne furent pas à la hauteur des attentes. La « démocratisation » se traduisit en réalité par des facilités de passage de classe, d'accès au secondaire, et d'admission au baccalauréat. Faute de moyens adéquats en professeurs, locaux et matériels scolaires, la décentralisation contribua à perturber le déroulement normal des études et provoqua une chute importante de niveau (Randriamarotsimba, 2005).

La politique de développement de cette décennie fut ainsi un échec quasi-complet. De 1974 à 1983, la situation du secteur industriel se détériora fortement avec en 1974 une production inférieure à son niveau de 1967 (Razafindrakoto, 1996) et des effectifs divisés par deux (Vérin, 1990), tandis que stagnait la production agricole. Dans un contexte de forte croissance démographique, il s'en suivit finalement une baisse marquée du pouvoir d'achat et de la consommation des ménages (Ravelosoa, Roubaud, 1998).

... au tournant libéral de l'ajustement structurel

A partir des années 1980, le pays fut amené, sous la pression des bailleurs de fond, à changer d'orientation économique. Appliquant les Plan d'Ajustement Structurel proposés par le FMI, au-delà même des attentes des bailleurs (Hugon 1986, Willame, 1994, Leymarie, 1989a)², le pays s'engagea alors sur la voie des réformes libérales : libéralisation progressive des prix et de la circulation des marchandises³, dévaluations répétées, liquidation de sociétés non-rentables, privatisation des banques nationalisées, forte limitation du niveau des dépenses publiques

¹ Antananarivo pour le droit, l'économie, la gestion, la sociologie, les lettres et sciences humaines, la médecine, les sciences; Antsiranana pour la filière électromécanique ; Fianarantsoa pour les mathématiques, la physique, et le troisième niveau de l'école normale ; Mahajanga pour les études de médecine et dentaire ; Toamasina pour la gestion ; Toliara pour les lettres, les sciences, l'école normale et la philosophie

² A la Banque mondiale, le programme fut présenté comme l'un des plus remarquables du continent africain (Willame, 1994).

³ Libéralisation du prix du riz en 1985, Libéralisation totale des exportations à l'exclusion du café, de la vanille et du girofle, suppression de la taxe à l'exportation du poivre, suppression de la caisse de stabilisation poivre en 1987, suppression du fonds de stabilisation du café et girofle, libéralisation des échanges intérieurs et extérieurs sauf pour la vanille, disparition de la situation de monopole de l'Etat sur les exportations en 1988.

(blocage des salaires et du recrutement de fonctionnaires) et création de zones franches en 1980 (Razafindratandra, 1993, Andrianarison, 1996, Willame, 1994). En contrepartie, le pays bénéficia de très importantes facilités de financement et d'un remboursement exceptionnel de sa dette par le club de Paris en 1988.

Si l'ajustement structurel permit un net redressement des comptes publics, il ne permit cependant qu'une relativement faible amélioration du commerce extérieur et ne déboucha pas sur un net regain économique. L'ajustement structurel pesa particulièrement sur les couches moyennes et populaires salariés. Entre 1980 et 1988, les salaires réels des fonctionnaires connurent une baisse de 56 %, et les salaires réels agricoles et urbains une baisse de 22 %¹ (Willame, 1994). Les mesures prises furent également impuissantes à résoudre les problèmes de pénurie et de flambée des prix. Après un léger fléchissement, l'inflation atteignit de nouveau 18% en 1987 et 26,6% en 1988. Elles creusèrent aussi fortement les inégalités, la libéralisation des prix et des circuits commerciaux des produits vivriers favorisant en effet la spéculation et l'accroissement des marges des intermédiaires (Hugon, 1989b ; Araujo Bonjean et Azam, 1996). Elles permirent en revanche une amélioration des revenus des exploitants agricoles : 20 % pour les producteurs de riz, 7,9 % pour les producteurs de vanille, 1,9 % pour les producteurs de girofle (Seuls les producteurs de café connurent une baisse de 22,5 %) (Willame, 1994). Ce n'est qu'en 1988 que le P.I.B. par tête retrouva une croissance positive.

Les années 80 furent aussi marquées par une grave crise sanitaire : alors que les indicateurs de santé des enfants s'amélioraient sur le continent africain, les niveaux de mortalité augmentèrent à Madagascar se traduisant par un recul de l'espérance de vie à la naissance de 13 ans pour les hommes et 8 ans pour les femmes entre 1976 et 1986 (Gastineau et alii, 2010)

Les évolutions socio-politiques

La période dite socialiste de D. Ratsiraka, qui est en réalité une économie capitaliste dirigée par l'Etat, à l'image de ce qui s'est fait par exemple en Côte d'Ivoire, prolonge la période précédente. L'extrême centralisation politique et l'extension du périmètre de l'Etat entre 1975 et 1993 furent propices à l'arrivée au pouvoir et à l'enrichissement d'une nouvelle génération de cadres qui n'avaient pu obtenir de places lors de la république précédente par insuffisance de capital symbolique ou matériel (Galibert, 2011a). De façon encore plus marquée que dans la période précédente avec le PSD, l'adhésion à l'AREMA devint une source essentielle de promotion sociale. Cette nouvelle élite politique ne monopolisa cependant pas l'intégralité des postes de responsabilité. Si les élites côtières furent les grandes perdantes de cette période, les membres des grandes familles *merina*, bien qu'exclues des plus hautes fonctions, retrouvèrent néanmoins une partie des prérogatives qu'elles avaient perdues sous la première république. La représentation des *Merina* au sein des gouvernements passa ainsi de 18 % sous la I^{ère} République à 36 % sous la II^{ème} (Pryor, 1990)

C'est aussi pendant cette période que se développa le plus la « rente étatique » (Galibert, 2011a). Les militaires, auxquels le président D. Ratsiraka était redevable de son accession à la tête de l'Etat, furent parmi les grands gagnants de cette extension. Largement représentés au sein du CSR et du gouvernement, ils bénéficièrent aussi de la possibilité d'enrichissement grâce à la constitution de l'OMNIS qui leur donna la possibilité de diriger des entreprises stratégiques (Galibert, 2011a). L'accroissement du secteur public ouvrit aussi de nombreuses possibilités d'enrichissement pour des cadres de l'AREMA, et tout particulièrement pour les plus proches du

¹ Un jour de salaire agricole correspondait à environ 1 kg de riz blanc en 1991 alors que, au début des années soixante-dix, il permettait d'en acheter plus de trois (Raison JP, 1991)

président Ratsiraka, qui se virent attribués les principaux postes de direction et de gestion des entreprises publiques. Enfin la multiplication des postes administratifs des nouvelles collectivités territoriales, du fait des prérogatives qu'ils accordaient à ceux qui les occupaient, constituèrent autant d'opportunités de prélèvement sur les richesses produites (Fanomezantsoa, 1993). Comptaient moins, alors, dans ces nominations ou attributions, l'ethnie ou la caste que l'allégeance politique et/ou la proximité familiale.

Contrôle politique et contrôle économique limitèrent donc le pouvoir des anciennes élites (qu'il s'agisse de l'oligarchie côtière qui avait accédé au pouvoir sous la première république, ou des grandes familles *merina* des Hauts Plateaux) et permirent le développement d'une couche de nouveaux riches. Il faut pourtant nuancer l'importance de ce verrouillage du système.

Le paysage politique

En termes politiques, le strict contrôle de l'activité politique, la répression des opposants et l'interdiction de certains partis se traduisirent, certes, par le repli du nombre de partis légaux et des résultats électoraux à sens unique : la liste unique du FNDR obtint 96 % des voix aux législatives de 1976, tandis que l'AREMA raflait 117 sièges sur 137 à celles de 1983. Après avoir recueilli 94 % de oui au référendum de 1975, D. Ratsiraka fut une première fois réélu à la présidence avec 80,1 % des suffrages en 1982, contre Monja Jaona, seul candidat autorisé. La descente aux enfers de l'économie malgache et les bouleversements politiques sur la scène internationale (effondrement du mur de Berlin, discours de la Baule, etc.) marquèrent alors le début de la contestation dont témoignent d'abord les mobilisations urbaines et paysannes du milieu des années 1980, notamment l'affrontement sanglant entre les Kung-Fu et les TTS (*Tary Tonga Saina*¹) à la fin de 1984 (Rakotomanga Mijoro, 1998; Raison-Jourde, 2002)².

La contestation des résultats de l'élection présidentielle de mars 1989 fut le point de départ d'un vaste mouvement de protestation³. Poussé à libéraliser la vie politique, le Président mit fin au FNDR en 1989 et rétablit la liberté de création des partis politiques en 1990. Ceci n'arrêta cependant pas le mouvement qui se fédéra sous le nom de « Forces Vives » et qui, après des manifestations quotidiennes et après avoir réussi à déclencher une grève générale, installa un gouvernement insurrectionnel en juin 1991. La répression dans le sang (30 morts et 203 blessés) d'une manifestation en août 1991 et la tentative de jouer la carte « ethnique »⁴ (Rakotondrabe, 1993, Leymarie, 1995, Fauroux, 1999) finirent de décrédibiliser D. Ratsiraka qui fut alors contraint à prendre comme premier ministre G.W. Razanamasy, maire d'Antananarivo et membre éminent de la haute bourgeoisie *merina*, et à entreprendre des négociations avec les Forces Vives. Ces négociations débouchèrent, en octobre, sur la convention « du Panorama » qui scella alors un accord permettant la constitution d'un gouvernement de transition au sein duquel A. Zafy, représentant les « Forces Vives » et ancien ministre de la santé du gouvernement

¹ Jeunes, conscient de l'avenir et de leur place dans la société

² Les premiers regroupaient des membres des classe moyennes ou supérieures sans espoir social, notamment des fils de familles de personnalités civiles et militaires, adeptes d'un club d'art martial très structuré, et plutôt opposés au régime. Les seconds, membres d'une organisation informelle composée de jeunes chômeurs et lointains cousins des Zwam de 1972, se chargeaient d'infiltrer et de désorganiser les manifestations d'opposants en commettant des pillages et autres actes permettant l'intervention légale des forces de l'ordre.

³ D. Ratsiraka l'emporta avec 62,7 % des voix (contre 19,3 % au leader du MFM, Rakotonirina Manandafy, 14,9 % à M. Razanabahiny (VONJY) et 3 % à Monja Jaona

⁴ L'incitation pour les assemblées provinciales à se proclamer en « États fédéraux » notamment suscita à Tuléar et Diego un certain nombre d'actions violentes *anti-merina* et anti-étatiques qui firent craindre le déclenchement d'une guerre civile.

Ramanantsoa, fut nommé Président de la Haute Autorité de l'Etat, G.W. Razanamasy chef du gouvernement, tandis que D. Ratsiraka restait Président de la République.

Il faut aussi souligner le poids nouveau des Eglises dans le champ politique. Il n'existe pas de données exhaustives permettant de connaître la proportion de chrétiens à Madagascar. Une estimation à partir de l'enquête démographique de santé (EDS de 1997) permet néanmoins de penser qu'elle s'élève à près de 75 %. Dans les zones urbaines, on sait qu'elle excède les 90 % et que le niveau de pratique y est extrêmement élevé. A Antananarivo par exemple, les 2/3 des habitants se déplaçaient en 1997 dans un lieu de culte au moins une fois par semaine (Roubaud, 2000). C'est dire le poids que peuvent avoir ces lieux et les discours qui y sont tenus sur le comportement des personnes. En 1972, les Eglises chrétiennes historiques de Madagascar, à savoir les Eglises protestante réformée (calviniste), anglicane, luthérienne et catholique, n'avaient en fait été impliquées que de façon très éloignée dans la crise politique. Cette implication devint en revanche nettement plus importante sous la seconde république. Un Conseil Chrétien des Eglises de Madagascar (FFKM), conseil œcuménique rassemblant les 4 églises historiques, vit le jour en novembre 1979. Dès 1982, il se donnait pour fonction, lors de son premier congrès national, de contribuer au redressement de la Nation. De 1989 à 1991, les prises de position publiques du FFKM¹ et les grands rassemblements liturgiques « où les homélies laissaient une large place au discours sur la liberté et les droits de l'homme » (Tronchon, 1995), en firent un vecteur d'opposition politique et d'émergence de la société civile. C'est par exemple dans son sillage que se constitua en 1989 le comité national pour l'observation des élections (KMF/CNOE) (Galibert, 2011a). Les Eglises jouèrent aussi un rôle certain dans l'encadrement du mouvement de 1991, en en faisant une révolution pacifique, ponctuée de chants et de prières, au plus loin des événements de 1972 (Urfer, 1993 ; Raison-Jourde, 1995 ; Tronchon, 1995 ; Ralibera 2008). Enfin, s'érigeant en arbitre politique dès 1990, le FFKM contribua à la résolution du conflit en organisant plusieurs concertations nationales dont la dernière aboutit à la signature de la convention dite du Panorama, à l'issue de laquelle il devint partenaire du nouveau gouvernement dont les institutions (Haute Autorité de l'Etat - HAE et Comité pour le Redressement Economique et Social - CRES) se constituèrent « sous sa responsabilité et sa direction » (Galibert, 2009).

Pouvoir économique et pouvoir politique

En termes économiques, les nationalisations concernèrent pour leur immense majorité des entreprises étrangères, laissant libres les entreprises tenues par des nationaux. Ainsi, l'ampleur des nationalisations n'empêcha pas que subsiste, même avant le virage libéral, un important secteur privé. En 1991, le secteur public pourrait en effet n'avoir compté finalement que pour moins du tiers du P.I.B. formel et ne représenter que 3 % des emplois (Banque mondiale, 1995)². Des membres des grandes familles Merina, sans être parties prenante du régime, continuèrent ainsi, sous la période socialiste, à faire fructifier leurs entreprises. C'est le cas par exemple de C. Andriantsitohaina avec ses entreprises Viro et Prochimad, ou encore d'A. Ramaroson avec la savonnerie tropicale (Banque mondiale, 1995). D'autres aurait pu même profiter de cette période, en obtenant des positions monopolistiques sur leurs produits. Raison-Jourde (1993) cite ainsi le cas du monopole de l'importation de médicaments par la Cofarma, entreprise dirigée par le

¹ Une déclaration publique de 1982 énonce par exemple « Tout se passe comme si le pouvoir et les décisions étaient accaparés par un groupe qui s'en arroge des avantages exorbitants » (Jacquier Dubourdieu, 2002)

² Il n'existe en fait que très peu de données industrielles sur cette période, et encore plus rarement de données distinguant le secteur public du secteur privé (Razafindrakoto, 1994). Le chiffre de 60 % de la production réalisée par les entreprises publiques dans les années 80 qu'on retrouve dans certains écrits ne renvoie jamais à des études précises.

pharmacien G.W. Razanamasy¹. Il n'y a donc pas eu sur cette période d'opposition frontale entre les tenants du régime et ces anciennes élites, dont certains membres d'ailleurs ont continué d'occuper aussi des postes politiques (Le Colonel Rabetafika a par exemple été nommé inspecteur général de l'armée après avoir été déclaré non coupable au procès du siècle).

Le tournant libéral du début des années 1980 entraîna de plus une recomposition relative du paysage économique en ouvrant les opportunités économiques. Les privatisations furent pour les « grandes familles » une nouvelle source d'enrichissement privé, du fait de « leur meilleure connaissance du monde anglo-saxon, fondamentale dans la discussion avec les instances internationales » (Raison-Jourde, 1983). La première vague de privatisation eut ainsi tendance à concentrer le capital sur les Hautes Terres (Jütesonke et Kartas, 2010). Dans les régions côtières, les carences de l'Etat central avaient déjà permis à une petite oligarchie-bourgeoise de construire des systèmes efficaces de détournement des investissements publics (Fauroux, 1999). La libéralisation du commerce lui permit encore d'accentuer son pouvoir sur l'économie locale (par exemple les familles Rajabaly, Kaleta ou encore Solo Dollar ; Rakotondrabe, 1993). Mais de nouveaux entrepreneurs purent également se développer, grâce au financement extérieur. Ce fut le cas de M. Ravalomanana, qui, grâce à un prêt de la Banque mondiale, créa une entreprise de produits laitiers, Tiko, qui deviendra en quelques années un véritable empire (Randrianja, 2005 ; Vivier, 2007). Enfin, des sociétés possédées par des non Malgaches purent de nouveau s'implanter ou regagner des parts de marché. C'est particulièrement le cas dans le secteur commercial d'entreprises chinoises ou indo-pakistanaïses, dont les propriétaires, à l'image de la famille Barday ou Ismail, étaient souvent implantés de longue date à Madagascar. Certains groupes français (Bolloré, Fraise) tirèrent également partie du programme de privatisation pour se positionner sur la commercialisation et l'exploitation de denrées agricoles (tabac, sisal, ...), la production et la distribution de boissons, ou encore l'extraction minière (Banque mondiale, 1995).

Les dirigeants du parti dominant ne furent pour autant pas évincés des positions économiques. Trois milliards de dons reçus par D. Ratsiraka du colonel Kadhafi et de Saddam Hussein furent par exemple versés à la Procoops, dirigée par sa belle-sœur et épouse du ministre de la défense, H. Raveloson-Mahasampo. Cette entreprise, transformée en société anonyme, devint alors tentaculaire, et développa des activités tous azimuts extrêmement rentables : commerce de zébu, plantations (riz, manioc), construction d'habitations à bon marché, activités d'import-export, exploitation minière, ... (Leymarie 1989a, 1989b).

*
* *

La période qui s'ouvrit en 1972 et se poursuivit avec la seconde république constitua sous certains aspects une rupture avec la période précédente. Elle fut marquée par la malgachisation de l'économie et de la société, source de fierté retrouvée pour le peuple malgache, et la volonté affirmée de créer un ordre social nouveau, dans lequel les anciennes distinctions hiérarchiques et géographiques seraient abolies. Ces éléments, martelés dans les discours officiels, servirent très certainement à assurer au parti au pouvoir un fort soutien populaire, du moins dans les premières années. Il n'en reste pas moins que l'organisation politique se maintint sous une forme extrêmement centralisée et personnalisée, dans la lignée des différents pouvoirs qui s'étaient succédés précédemment. De ce point de vue, on se situe plus dans la continuité des formules politiques précédentes que dans la rupture.

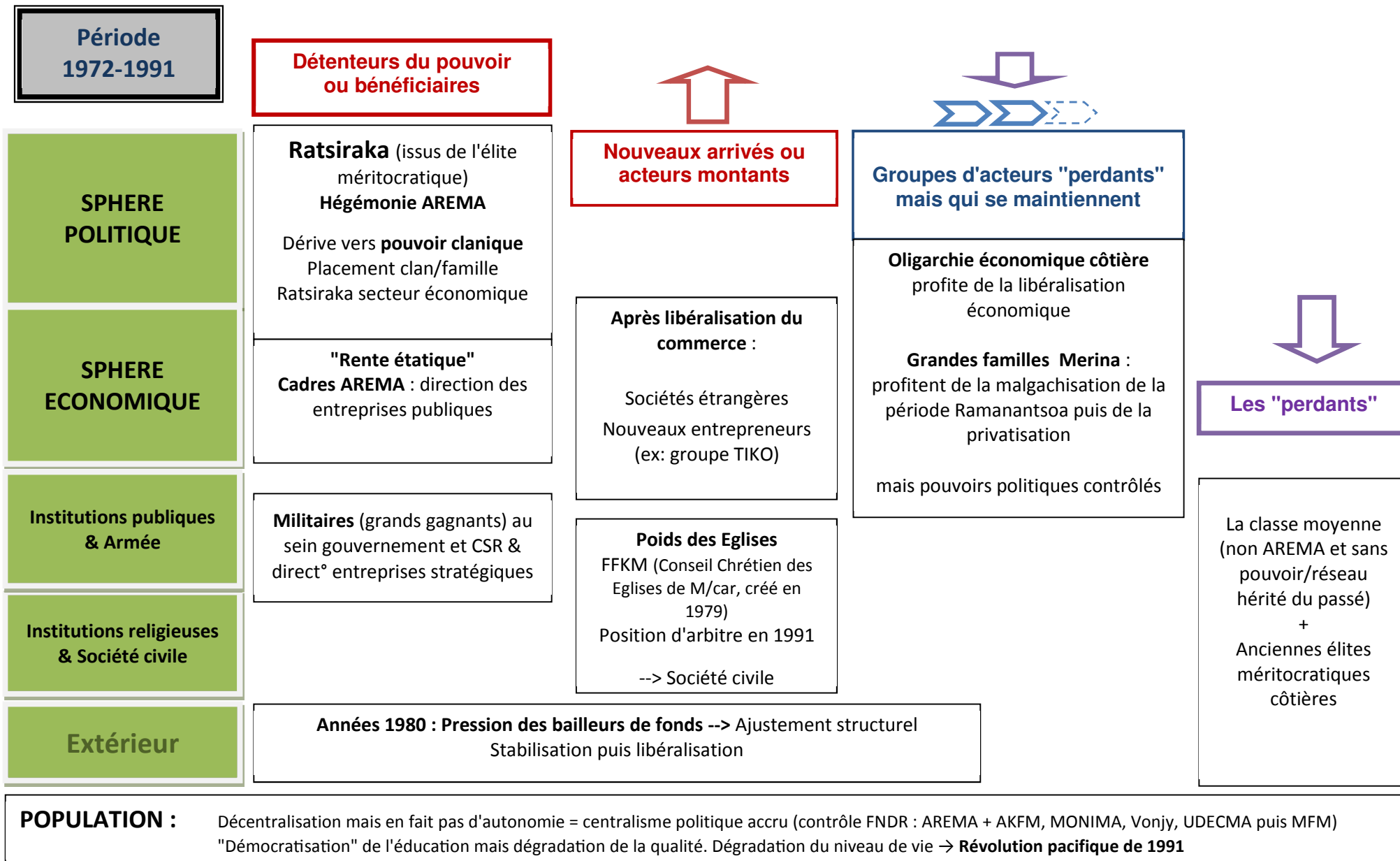
¹ Voir sur ce point le débat dans le courrier des lecteurs de *Politique Africaine*, n°53 (1993)

La descente aux enfers de l'économie malgache marqua au milieu des années 1980 le début des mobilisations urbaines et paysannes. A la fin de la décennie, ces mobilisations, soutenues par des aspirations démocratiques, se fédèrent sous le nom de « Forces Vives », mouvement qui, après des manifestations quotidiennes et le déclenchement d'une grève générale, installa un gouvernement insurrectionnel, en juin 1991. La répression dans le sang d'une manifestation et la tentative de jouer la carte « ethnique » finirent de décrédibiliser D. Ratsiraka qui fut alors contraint à constituer un gouvernement de transition au sein duquel A. Zafy fut nommé Président de la Haute Autorité de l'Etat.

Sur cette période, les anciennes élites se trouvèrent limitées dans leur accès au pouvoir économique et politique, dont elles avaient précédemment le quasi-monopole, tandis que s'installait un nouveau groupe dirigeant, de type clanique, autour du président et de son parti. L'échec des réformes entreprises débouchèrent cependant dans les années 1980 sur une ouverture économique qui ré-aiguisa les compétitions et une progressive libéralisation politique qui permit la montée des contestations et l'expression populaire des frustrations, notamment au sein des classes moyennes (abstention aux élections présidentielles et législatives de 1989, manifestations dans les centres urbains, grèves estudiantines, ...). De fait, ni la période socialiste ni celle de l'ajustement structurel ne répondirent aux objectifs affichés de réduction des inégalités, que ce soit entre régions (particulièrement entre les hautes terres et les régions côtières), entre zones urbaines et zones rurales ou encore entre héritiers statutaires et couches populaires. Cette phase se marqua en réalité par un creusement de la coupure entre les paysans (et dans une moindre mesure les travailleurs du secteur informel) et l'Etat et le système capitaliste, du fait que l'abandon de l'impôt du minimum fiscal (IMF), l'échec de la réforme des *fokonolona* et le sentiment d'abandon par le *fanjakana* en firent désormais des acteurs « non capturés »¹.

¹ Dans son livre de 1980 sur le socialisme tanzanien, G. Hyden montre que la paysannerie n'était alors pas « capturée » par l'économie de marché capitaliste et par l'Etat et qu'elle gardait son choix d'évasion (*exit option*) en se retirant dans une économie de subsistance.

REPARTITION DU POUVOIR ENTRE LES GROUPES D'ACTEURS PAR PERIODE



De 1991 à 2002 : L'entrée dans l'ère libérale

Flux et reflux de l'ouverture démocratique

La démocratisation était une revendication importante du mouvement de contestation de 1990-1991. Le gouvernement provisoire fit ainsi adopter par référendum une constitution restaurant le bicamérisme et instaurant un régime parlementaire dans lequel l'Assemblée Nationale avait le pouvoir de contrôler l'exécutif en investissant le Premier Ministre et de déposer le Président. Le mandat du chef de l'Etat, qualifié dans le préambule de la constitution de *Ray amandreny*, plus détenteur de l'autorité morale que du pouvoir exécutif, fut également réduit à 5 ans, renouvelable une seule fois. Cette nouvelle organisation politique de l'Etat entendait ainsi mettre fin à l'extrême concentration et personnalisation du pouvoir des périodes précédentes (Cadoux, 1993). En février 1993, A. Zafy, originaire du Sud-Est, ancien ministre du gouvernement Ramanantsoa et apparenté par alliance aux Zafimahova, une des grandes familles côtières, fut alors élu Président de la république au suffrage universel direct (avec deux tiers des suffrages contre un tiers à D. Ratsiraka).

Ce nouvel équilibre des pouvoirs politiques fut cependant une source essentielle de fragilité politique. La liberté de création des partis politiques en mars 1990 avait déjà ouvert la voie à une multiplication de nouveaux partis politiques, représentant plus des intérêts particuliers que des groupes sociaux ou des idées politiques. Lors des élections législatives de juin 1993, encouragés par le système proportionnel¹, 121 partis ou organisations politiques furent ainsi en lice², parmi lesquels 26 furent finalement représentés à l'Assemblée Nationale (Pierre Bernard et alii, 1998). Si cette diversité n'empêcha pas A. Zafy, dans un premier temps, d'obtenir une majorité de soutien, elle nuisit cependant à la mise en place d'une politique économique cohérente et fit entrer Madagascar dans une phase de grande instabilité. Les quatre années de présidence d'A. Zafy virent ainsi la succession de trois premiers ministres différents et de cinq gouvernements. Le conflit sur les politiques à suivre - avec son premier ministre, M. Ravony, soutenu par une majorité des parlementaires - conduisit le président à soumettre en septembre 1995 un référendum constitutionnel³ redonnant au président le pouvoir de nommer son premier ministre. Ce coup politique qui permit le remplacement de M. Ravony par N. Ratsirahonana au poste de premier ministre et une recentralisation du pouvoir, n'empêcha pourtant pas les parlementaires de voter huit mois plus tard une motion de censure du gouvernement puis une motion d'empêchement définitif du président pour violation de la constitution (Pierre Bernard et alii, 1998 ; Roubaud, 2000).

Après quelques mois pendant lesquels le premier ministre assura la présidence par intérim, Madagascar s'engagea donc fin 1996, pour la seconde fois depuis les événements populaires de 1991, dans des élections présidentielles libres et transparentes. Compte tenu de l'émiettement des partis politiques, ces élections mirent cependant aux prises au second tour les deux mêmes candidats qu'en 1993, A. Zafy et D. Ratsiraka, et consacrèrent finalement la victoire de ce dernier.

¹ Le choix de ce mode de scrutin avait été avalisé tant par les pro-Ratsiraka que par les partisans des « forces vives » du fait qu'aucune des deux « formations » n'était sûre de pouvoir obtenir la majorité en cas de scrutin majoritaire (Rakotoarisoa, 2002).

² Le nombre de parti n'a pas cessé d'augmenter depuis ce temps. En 2009 on en comptait plus de 180, en août 2012, plus de 340. Sources : Loi 2009-002 relative aux partis politiques et site du ministère de l'intérieur de Madagascar en août 2012.

³ Un peu plus de 70 % des inscrits se déplacèrent et 64 % d'entre eux votèrent pour l'amendement constitutionnel.

Cependant, compte tenu du taux record d'abstention (50,3 %), traduisant le désenchantement démocratique des citoyens et le rejet d'une partie des classes moyennes urbaines du choix qui leur était proposé (Roubaud, 1997a), celui-ci ne fut en réalité élu qu'avec un quart des électeurs potentiels.

D. Ratsiraka revint donc au pouvoir mais en ayant abandonné cette fois toute référence au socialisme et en ayant au contraire endossé les habits du libéralisme. En mars 1998, il fit lui aussi voter par référendum¹ une nouvelle réforme constitutionnelle renforçant considérablement le pouvoir présidentiel (nomination et révocation du premier ministre, nomination des plus hautes autorités judiciaires notamment le président de la haute cour constitutionnelle, le premier président et le procureur général de la Cour suprême, dissolution de l'assemblée nationale) et limitant du même coup celui du parlement (ce dernier ne pouvait plus réclamer l'empêchement du président que de façon temporaire et uniquement pour cause d'incapacité physique ou mentale).

La réforme constitutionnelle prévoyait aussi la création des provinces autonomes (Antananarivo, Antsiranana, Fianarantsoa, Mahajanga, Toamasina et Toliara), dotées d'une personnalité juridique et d'une autonomie administrative, dans la suite logique de ce qui avait été imaginé en 1991 pour sauver la seconde république. Les mobilisations populaires de 1990-1991 avaient en effet été particulièrement marquées à Antananarivo, principalement habité par des personnes originaires des Hauts Plateaux, *Merina* à 80 %. D. Ratsiraka avait alors tenté de maintenir son régime en jouant sur la fibre ethnique et l'ancien ressentiment anti-*Merina*. Il avait ainsi mobilisé, à grand renfort de communication, les soutiens d'autorités « traditionnelles » provinciales (*Tangalamena*) et suscité la création d'un mouvement fédéraliste qui avait débouché en septembre 1991, à Tamatave, sa ville d'origine, sur une conférence nationale des Etats fédérés et un certain nombre d'événements violents (Delval, 1994 ; Fauroux, 1999).

La création des provinces autonomes par le référendum de 1998 répondit ainsi moins à un objectif de décentralisation démocratique qu'à une stratégie de consolidation du pouvoir présidentiel grâce au soutien d'autorités provinciales censées représentées leurs administrés. De fait, les provinces autonomes restèrent très largement sous la tutelle du chef de l'exécutif, qui nomma dans chaque province un délégué général du Gouvernement chargé de l'administration déconcentrée et bénéficiait du droit constitutionnel de dissoudre le conseil provincial (l'assemblée parlementaire locale élue) pour « causes déterminantes ». De plus, si les provinces autonomes furent effectivement créées par une loi du 22 août 2000, les élections provinciales se traduisirent, du fait du mode de scrutin majoritaire et de la faible implantation des autres partis, par une large domination de l'AREMA² dans les conseils provinciaux et donc son contrôle des exécutifs provinciaux : les six gouverneurs élus furent des membres de l'AREMA (Rakotoarisoa, 2002).

Ce verrouillage politique, associé à une nouvelle « arématisation » de l'administration et des résultats macro-économiques plutôt flatteurs, permirent d'assurer pendant 6 ans une relative stabilité politique, période pendant laquelle les proches du régime, au premier rang desquels le président et sa famille purent de nouveau user de leurs positions politiques pour s'enrichir (Randrianja, 2005 ; Randrianja et Ellis, 2009). Il s'en suivit cependant une consolidation du désenchantement démocratique, déjà attesté par la montée des taux d'abstention aux différentes élections. Une enquête de 1997 faisait ainsi apparaître que l'immense majorité des citoyens portait un regard très sévère sur la classe politique (84,9 % déclarant qu'elle ne reflétait pas ses préoccupations) et d'une façon générale sur le fonctionnement démocratique (Razafindrakoto, Roubaud, 2003a).

¹ Le oui l'emporte avec 51 % des voix des 70 % des électeurs qui se sont déplacés pour voter.

² Devenue en 1997 Association pour la Renaissance Malgache.

L'entrée dans la « modernité » économique libérale

On l'a vu plus haut, les nombreuses mesures de libéralisation et de désengagement de l'Etat prises dans les années 1980 après l'expérience catastrophique de fermeture du pays des années 1970 n'avaient pas réussi à endiguer le *trend* récessif amorcé au cours de la décennie antérieure, et ce n'est qu'en 1988 qu'on commença à entrevoir un début de récupération du P.I.B. par tête. Les événements populaires de 1991 vinrent cependant compromettre cette trajectoire ascendante. Entre 1991 et 1993, les troubles civils et l'instabilité politique entraînèrent en effet un net ralentissement économique et une chute du P.I.B. par tête de 8,9 % (Paternostro et alii, 2001). Dans la période suivante, les dissensions politiques eurent elles aussi des conséquences directes sur l'économie. Elles créèrent un climat de confusion décourageant les investisseurs privés et retardèrent les négociations avec les bailleurs de fonds internationaux, à un moment où le pays était asphyxié financièrement et donc très dépendant de l'aide extérieure. En 1994, alors que la situation de l'économie malgache continuait de se dégrader, des luttes opposèrent le Premier ministre, partisan de l'application des mesures de rigueur préconisées par les organisations multilatérales et le chef de l'Etat, qui préconisait le recours à des « financements parallèles » d'origine douteuse, en vue d'échapper à la tutelle des institutions de Bretton Woods. Cette bataille politique se traduisit alors par l'interruption des versements de l'aide internationale qui ne reprirent qu'après le remplacement d'A. Zafy à la tête de l'Etat, à la fin 1996. Reflet de cette instabilité politique et des craintes qu'elle suscite, l'évolution macro-économique du pays de 1991 à 1997 fut ainsi marquée par une très faible croissance (0,1 % par an) tandis que l'instauration en 1994 d'un taux de change flottant déboucha sur une dépréciation de 300 % du franc malgache et une nouvelle poussée inflationniste¹ (Razafindrakoto et Roubaud, 2002b ; Dorosh et al., 2003 ; Gastineau et alii, 2010).

Le retour de D. Ratsiraka au pouvoir, en dépit de la faible marge avec laquelle il fut élu, mit provisoirement fin à l'instabilité politique et inaugura un nouveau cycle de croissance qui dura jusqu'à la crise politique de 2002. Pour la première fois depuis le début des années 1980 (exception faite de l'embellie passagère des années 1988 et 1989), le P.I.B. par tête se remit en effet à croître, à un rythme de plus en plus rapide. D. Ratsiraka poursuivit sans état d'âme les recettes libérales préconisées par le FMI et amorça une nouvelle vague de privatisation. Celles-ci, comme celles de la première vague de privatisation, furent vendues pour une valeur notablement sous-évaluée, ce qui permit à des proches du pouvoir bien informés et ayant accès aux financements de les acheter à moindre coût (Banque mondiale, 2009). L'accord signé avec l'institution de Bretton Woods conduisit les autres bailleurs de fonds multilatéraux et bilatéraux à reprendre leurs activités dans le pays et permit à Madagascar de bénéficier de l'annulation et du réaménagement d'une partie de sa dette extérieure par le Club de Paris. L'amélioration du contexte sociopolitique constitua ainsi clairement un des facteurs explicatifs de la dynamique positive sans précédent depuis trois décennies, obtenue sur cette période.

La croissance fut d'abord la conséquence d'une augmentation de la demande intérieure. Celle-ci s'expliqua par l'accroissement de la consommation permise par le recul de l'inflation et l'augmentation des salaires, notamment dans le secteur public mais aussi par la reprise des investissements publics et privés. Profitant du climat favorable des affaires, d'une main-d'œuvre comptant parmi les moins chères du monde, du statut des zones franches et de la possibilité nouvelle qui leur était offerte d'acquérir des terrains par le biais de baux emphytéotiques de 99 ans, un certain nombre d'investisseurs étrangers vinrent notamment s'installer dans le pays. Cette croissance fut aussi la conséquence d'un profond changement dans l'organisation

¹ 36,9% en 1994, 48,4% en 1995

économique du pays, opéré au cours de la décennie 1980. Les exportations de produits industriels en devinrent en effet un moteur essentiel, se substituant aux produits agricoles traditionnels dont la demande mondiale ne progressait que faiblement. La montée remarquable du poids des exportations de la zone franche industrielle (Cling et alii, 2005) témoigna de ce mouvement d'industrialisation (passant de 2 % au début des années 1990 à près de 40 % du montant total des exportations en 2000). Parallèlement, les produits traditionnels (café, vanille, girofle, poivre, cacao), qui représentaient encore 38 % de la valeur totale des exportations en 1990, ne contribuèrent plus que pour 14 % des recettes en 2000. Cette dynamique, tout à fait exceptionnelle à l'échelle de l'Afrique subsaharienne dont les performances commerciales furent au contraire plutôt médiocres sur la période (Gros et alii, 2001), traduisit ainsi la capacité de Madagascar à frayer avec le monde économique moderne (Razafindrakoto et Roubaud, 2002b).

La stabilité politique de la période 1996-2002 n'était en réalité que superficielle. Elle reposait sur une « reconcentration » du pouvoir politique et un contexte économique favorable dans lequel la compétition politique pouvait apparaître moins nécessaire pour le maintien ou l'extension des positions des anciennes élites. Cette croissance creusa cependant plus profondément les inégalités spatiales et sociales historiquement présentes dans le pays. Elle fut en effet essentiellement urbaine, voire tananarivienne - c'est en effet surtout dans et aux alentours de la capitale que les industries compétitives se développèrent et que s'étendirent les zones franches (Radert, 1998), alors que les productions rurales et côtières connurent un développement bien plus faible. Ainsi, si la pauvreté urbaine se réduisit fortement sur la période, passant de 63 % à 44 % (et de 39 % à 19 % dans la capitale), elle se maintint dans les zones rurales, y touchant environ 77 % (Gubert et Robilliard, 2001). Cette performance modeste du secteur agricole est en partie imputable aux conjonctures climatiques souvent défavorables mais est aussi le signe de la profonde coupure du pays. Dans nombre de zones rurales, l'absence d'infrastructures et l'atomisation des petits producteurs, peu intégrés à l'économie marchande, demeura un obstacle à l'accroissement des productions vivrières, en dépit de la libéralisation des prix censé avoir un effet stimulant (Roubaud, 1997b). D'autre part, les politiques d'intervention publique catastrophiques (contrôle, fixation des prix, taxation, etc.) dans les secteurs d'exportations traditionnelles, et plus particulièrement les produits de rente (vanille, café, girofle, etc.) conduisirent au mieux à une stagnation de ces filières, et dans certains cas à un véritable effondrement des recettes d'exportation (vanille), tout en assurant localement des « bénéfices exorbitants aux potentats locaux qui en monopolisaient le commerce » (Raison-Jourde et Raison, 2002). Le monde urbain resta lui aussi profondément divisé, les plus démunis profitant peu ou pas de l'embellie économique (Razafindrakoto et Roubaud, 1999).

La modification des comportements

La décennie 1990 marque aussi un certain nombre de modifications des comportements des populations malgaches. D'un côté, la « modernité libérale » contribua à la diffusion de l'individualisme économique au plus profond de la société malgache, comme en atteste le développement de la corruption à tous les niveaux, l'apparition des « 4'mis » (les sans-abris d'Antananarivo ; Andrianarivo-Razafimanjato, 2000) ou encore, dans une forme extrême, la multiplication de vol d'ossements dans des tombes ancestrales en vue de leur revente (Randrianja et Ellis, 2009). De l'autre, les flux et reflux de la libéralisation politique accompagnèrent l'extension de nouvelles formes de mobilisation collective, au sein des anciennes et nouvelles Eglises, tout particulièrement celles inspirées du pentecôtisme et du mouvement du Réveil (Gingembre, 2011), mais aussi, dans une moindre mesure, au sein d'organisations non-gouvernementales (Droy, 1996). Si ces dernières sont souvent créées « sous l'impulsion

d'organisme étrangers ... pour capter la rente du développement », un certain nombre d'entre-elles constituent bien cependant une ébauche de société civile. C'est le cas tout particulièrement du KMF/CNOE crée en 1989, et plus tard, du SeFaFi (Sehatra Fanaraha-maso ny Fiainam-pirenena - Observatoire de la Vie Publique), qui naîtra en février 2001. Ces associations de la société civile restèrent cependant le plus souvent organisées du haut, par quelques personnalités (le plus souvent des femmes) membres des couches supérieures de la société malgache. Le KMF/CNOE comme le SeFaFi avaient (et ont toujours) par exemple comme présidente d'honneur Madeleine Ramaholimihaso, issue d'une grande famille Merina¹.

C'est dans ce contexte qu'il faut situer l'apparition de M. Ravalomanana sur la scène politique et comprendre les événements de 2002.

Les années 1980 avait permis l'émergence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs « tirant sa rente de l'industrie légère, surfant sur la libéralisation de l'économie à l'échelle planétaire et soutenue par les institutions financières internationales » (Randrianja, 2012b). L'engagement en politique de certains d'entre eux à cette période (comme M. Ravalomanana ou Herizo Razafimahaleo) découle de leur volonté d'imposer un nouveau cadre économique favorable à leurs activités.

On l'a rappelé plus haut, M. Ravalomanana est un entrepreneur *merina* issu du monde rural dont la réussite économique fut permise par l'ouverture économique des années 1980. Dans ces années au cours desquels les phénomènes de corruption, de népotisme et de prévarication des élites politico-économiques devinrent de plus en plus visibles, alimentant en retour leur discrédit dans la population, sa trajectoire incarnait le rêve d'un changement social au cours duquel le mérite individuel et la probité pourraient être valorisés. C'est ainsi que, entré en politique sous le label « Tiako Iarivo² », et grâce à une puissante campagne de communication, il emporta largement la mairie d'Antananarivo en 1999, contre un politicien pourtant issu du sérail, le fils du pasteur R. Andriamanjato (ancien dirigeant de l'AKFM et maire de la capitale de 1959 à 1975).

Mais son aura et le soutien politique populaire dont il bénéficiait ne tenaient pas qu'à sa fulgurante et exceptionnelle réussite économique, dans une relative indépendance vis-à-vis du pouvoir politique³. Ils reposaient aussi sur sa dimension religieuse attestée par sa forte implication dans la FJKM, principale église protestante de Madagascar, dont il deviendra vice-président en 2000⁴. Cet engagement, dans un contexte général de renouveau et d'extension du religieux apparaissait alors comme un gage de moralité et de désintéret personnel, au plus loin de l'amoralité supposée des élites politiques anciennes.

Fort du succès remporté à l'élection municipale d'Antananarivo, il se présenta aux présidentielles du 16 décembre 2001, en mobilisant des moyens financiers considérables (il disposait pour sa campagne d'un avion et de plusieurs hélicoptères) et en s'appuyant sur de nombreux comités de soutien souvent pilotés par des pasteurs de la FJKM. Mêlant à un discours politique renouvelé, axé sur la création et la stimulation d'entreprises tous azimuts, l'invocation de l'unité retrouvée

¹ « Fille de Joseph Ramanandraibe, négociant industriel (collecte, import-export, chocolaterie) ayant fait fortune sous la période coloniale à la tête de l'une des plus grandes compagnies malgaches d'import-export et de plusieurs rizeries, elle est issue d'une des grandes familles *merina* d'origine *andriana*. Fondatrice et dirigeante d'un cabinet d'expertise comptable, elle est mariée à Rahaga Ramaholimihaso, directeur de publication de *Madagascar-Tribune*. Catholique engagée, elle est aussi une des représentantes laïque de l'Eglise à Madagascar ayant ses entrées au Vatican (La Lettre de l'Océan Indien, 2002)

² J'aime les mille. Antananarivo est étymologiquement la cité des mille. Les avis divergent quant à l'explication de ce nom.

³ Ce dernier point est cependant à nuancer. Son décollage est lié à un prêt de la Banque mondiale dont le représentant à Madagascar, José Broffman, est devenu par la suite actionnaire de la société Tiko. M. Ravalomanana a par ailleurs largement bénéficié de diverses exonérations d'impôts et taxes douanières sous le gouvernement Zafy (Raison-Jourde et Raison, 2002 ; Randrianja, 2005)

⁴ Il fut depuis réélu à ce poste aux élections de 2004, 2008 et 2012.

dans la foi religieuse, il sut toucher un électorat jeune et en demande de justice. Stimulée par son enjeu spécifique, la participation électorale au premier tour des présidentielles de 2001 fut relativement importante (près de 70 % contre 50 % en 1996). C'est la contestation par les supporters de M. Ravalomanana de ses résultats qui déclencha une crise politique ouvrant pendant presque six mois une quasi-partition du pays. Celle-ci ne prit fin qu'après la proclamation par la Haute Cour Constitutionnelle de la victoire de M. Ravalomanana.

La coupure géographique du pays pendant la crise pourrait laisser penser à une opposition ethnique entre Côtiers et Hauts Plateaux. Cette observation ne résiste cependant pas à une analyse plus approfondie, comme l'atteste une étude de 2002 sur les résultats du scrutin du 16 décembre 2001 (Razafindrakoto et Roubaud, 2002a). Elle montrait en effet que si la dimension régionale du vote (les candidats obtenant des scores plus importants dans la région d'où ils sont originaires) existait bien, elle ne suffisait en aucun cas à expliquer la répartition des scores. Par extension, c'est donc l'hypothèse d'un choix ethnique qui disparaissait, confirmant ce qu'un des auteurs avait déjà mis en évidence lors d'élections précédentes (Roubaud, 2000). A Antananarivo, D. Ratsiraka avait par exemple obtenu 20 % des suffrages soit bien plus que l'électorat Betsimisaraka (1 % des habitants de la capitale). Inversement, à Toamasina, M. Ravalomanana avait obtenu 41 % des voix soit deux fois plus que la proportion de *Merina* dans la ville. L'étude révélait en revanche d'autres lignes de clivage. Le vote Ravalomanana par *fiwondronana* y apparaissait en effet d'autant plus important que le niveau de scolarisation était plus élevé, et d'autant plus important que les taux d'abstention étaient plus faibles et avaient le plus diminué par rapport aux élections précédentes. Les auteurs en concluaient que le choix de M. Ravalomanana exprimait un vote de rejet des régimes précédents par les segments les plus critiques et les plus désenchantés vis-à-vis du monde politique.

Mais s'il n'y a pas d'opposition régionale ou ethnique entre les deux candidats, comment dès lors comprendre la profonde coupure géographique du pays de février à juin 2002 ? Au-delà de ce qui tient peut-être à des traits culturels spécifiquement malgaches, le relativement faible degré de violence constaté (on estime en effet à moins de 100 décès le nombre de victimes de la crise), eu égard à ce qui aurait pu se passer dans un pays en situation apparente de guerre civile, témoigne du caractère en partie construit de cette coupure. Les blocages des voies de circulation vers la capitale par les partisans de D. Ratsiraka furent en réalité opérés par des miliciens payés¹ et armés d'équipements militaires fournis par l'Algérie (Randrianja et Ellis, 2009). Ils suscitérent rarement des affrontements violents de grande ampleur². Ils permirent en revanche de substantiels profits à ceux qui les tenaient³. Quant à l'armée, profondément divisée, elle resta en retrait des événements, attendant la proclamation de la Haute Cour Constitutionnelle d'avril 2002 pour faire finalement allégeance au vainqueur (Rabenirainy, 2002). Seuls quelques officiers et sous-officiers se rangèrent ouvertement, au nom du loyalisme, au côté de D. Ratsiraka, apparaissant dans quelques régions « comme de véritables seigneurs de guerre aux côtés de certains barons du régime » (Randrianja, 2005).

Il faut souligner en revanche le rôle joué par les gouverneurs de région mis en place par D. Ratsiraka et à qui il avait attribué la charge d'organiser la résistance. Y voyant là une opportunité sans précédent d'augmentation de leur pouvoir politique et économique, quatre d'entre eux contribuèrent particulièrement à la dégradation du climat social en déclarant en mai

¹ D. Ratsiraka essaya aussi de recourir à des mercenaires étrangers. L'avion qui les conduisait à Madagascar fut cependant contraint de retourner en France quelques heures après son envol, sur intervention du quai d'Orsay (Ramasy, 2010).

² L'histoire retient surtout la tentative de jeunes kung-fu descendus de la capitale pour faire sauter le barrage de Brickaville à la mi-mars.

³ Les barrages étaient en réalité peu hermétiques et constituaient surtout pour leurs gardiens une source d'enrichissement (Raison, 2002)

2002 l'indépendance de leur province¹. Ces indépendances, qui traduisaient essentiellement la volonté de pouvoir d'une oligarchie provinciale, ne reposaient sur aucune réalité économique (Toamasina par exemple bénéficiait grâce à son port, d'importantes recettes fiscales tirées des droits de douane et taxes, mais les exportations et importations étaient pour la plus grande partie à destination et en provenance d'Antananarivo) et ne reflétaient guère les aspirations des populations². Elles portaient en revanche en germes, comme lors du mouvement fédéraliste de la seconde moitié des années 1991 (Rakotondrabe, 1993 ; Fauroux, 1999), un certain nombre de phénomènes de cristallisation ethnique et de criminalisation politique (Raison-Jourde et Raison, 2002).

Les Eglises, qui avaient été un des principaux artisans de la résolution politique de la crise de 1991-1992, ne jouèrent pas cette fois un rôle de médiateur tant la plupart de leurs membres semblèrent se ranger, y compris l'Eglise catholique, derrière M. Ravalomanana. On vit ainsi défiler sur la place du 13 mai, devant M. Ravalomanana proclamant son slogan extrait de l'évangile selon Saint ... Marc : « N'ayez pas peur, croyez seulement !³ », les plus hauts dignitaires de l'EKKAR (église catholique) mais aussi de nombreux curés et bonnes sœurs en cornettes.

On peut enfin s'interroger sur l'importance des manifestations et la durée de la grève générale à Antananarivo, Mahajanga et Fianarantsoa. L'appel à la grève générale fut en effet lancé sur la place du 13 mai à la fin janvier et la grève ne fut levée que deux mois plus tard. Cette longue durée dans un pays dans lequel une majeure partie des ménages est tout juste au seuil de subsistance indique certes l'ampleur du soutien populaire dont jouissait le candidat M. Ravalomanana, mais elle s'explique aussi par le maintien des salaires de beaucoup de grévistes sur la période. C'est d'abord le cas des fonctionnaires pour lesquels une organisation spéciale permit au Trésor d'effectuer la paie⁴. Mais c'est aussi celui des salariés des entreprises engagées dans les groupements professionnels, tels que le GEM (dirigé par Charles Andrantsitohaina). Dès le début février, ce dernier avait en effet noué un accord avec les principaux syndicats malgaches sur une résolution rapide de la crise économique et la protection des entreprises contre les actes de vandalisme, en échange duquel le versement de salaires des grèves négociées pouvait être maintenu⁵.

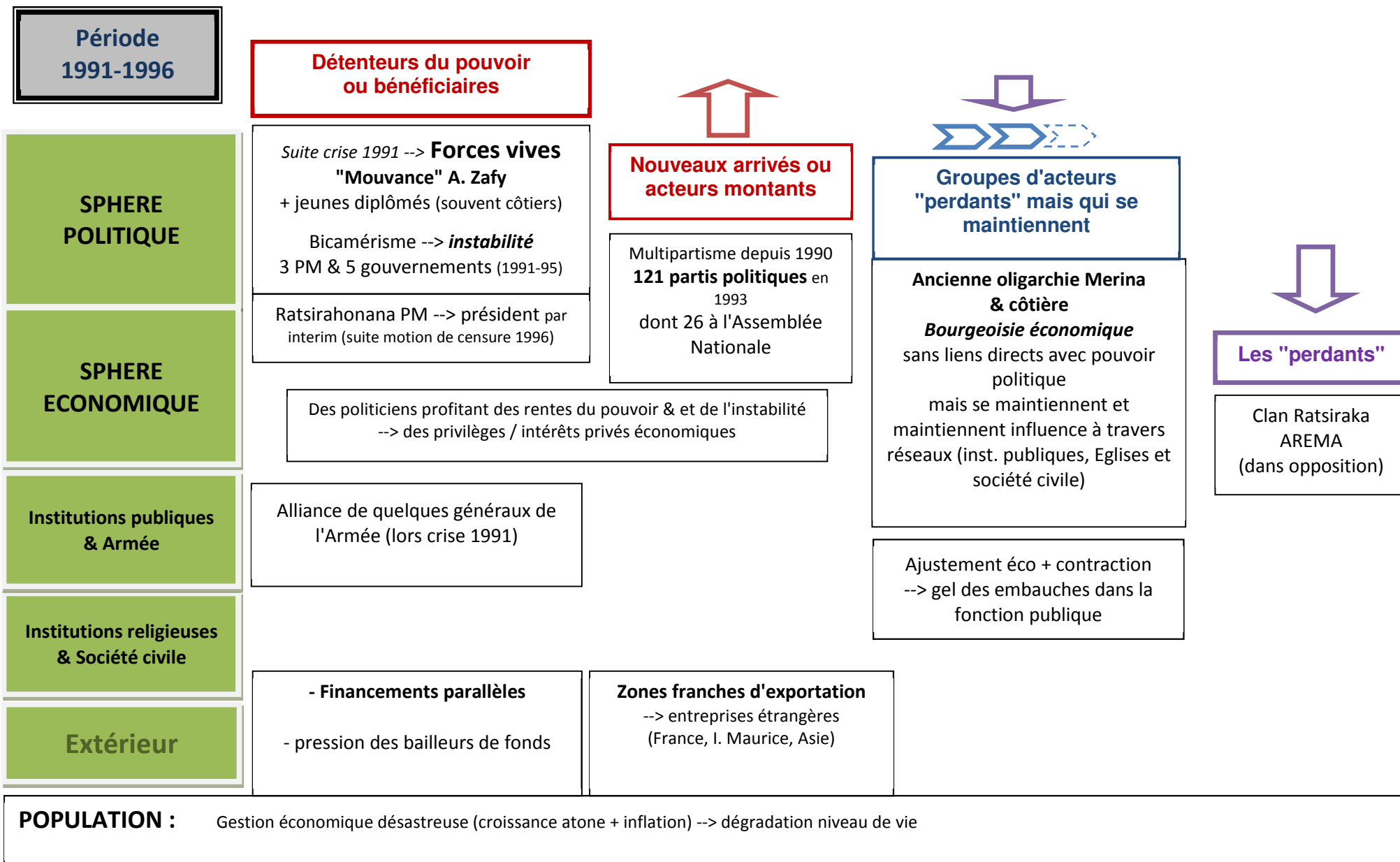
¹ Il s'agit d'Antsiranana, de Toamasina, de Toliara et de Mahajanga. Les deux autres provinces, Antananarivo et Fianarantsoa, les plus peuplées du pays, sont restées sous le contrôle du gouvernement autoproclamé de M. Ravalomanana.

² A Antsiranana, Toliara et Mahajanga, M. Ravalomanana avait obtenu au premier tour des présidentielles une large majorité des suffrages (AFP, 2002).

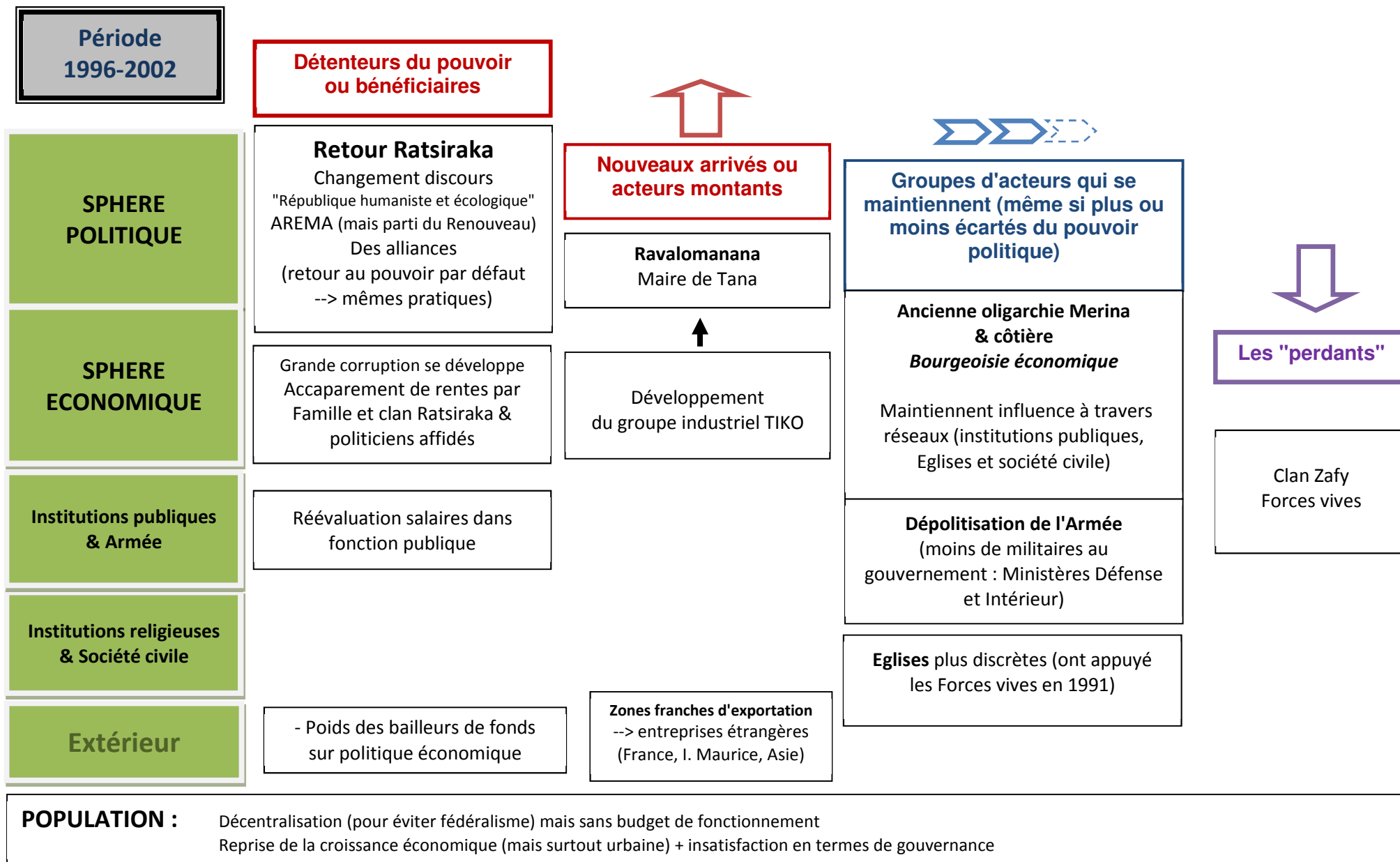
³ *Aza matabotra fa minoa fotsiny ibany*. Ce slogan se trouvait aussi sur tous les camions de l'entreprise Tiko.

⁴ Le 18 février, la Banque Centrale et les Banques primaires d'Antananarivo ouvrirent leurs portes à cet effet ce qui entraîna de longues queues et la levée de certains barrages.

⁵ Marquant aussi indirectement son opposition à D. Ratsiraka, le GEM refusa aussi le transfert des prérogatives de la Banque Centrale vers les Provinces et dénonça les entraves à la circulation des biens et personnes.



REPARTITION DU POUVOIR ENTRE LES GROUPES D'ACTEURS PAR PERIODE



De 2002 à 2009 : La fusion des pouvoirs politique, économique et religieux

L'arrivée de M. Ravalomanana au pouvoir marqua un changement fort dans le mode de recrutement des élites politiques. Il n'était en effet ni un héritier descendant de grande famille, ni un représentant de l'élite scolaire et/ou militaire. Il ne bouleversa pas pour autant la formule politique malgache mais en accentua au contraire les traits principaux : concentration et accaparement clanique du pouvoir, contrôle politique par un parti hégémonique, caractère providentiel du dirigeant lui assurant une légitimité populaire.

Dès son accession à la présidence il créa son propre parti le *Tiako i Madagasikara* (TIM). En raison de la division et de la faiblesse de l'opposition, celui-ci devint très largement majoritaire lors des élections législatives et communales de 2003 et accentua encore son hégémonie lors des élections législatives de 2007. De 2007 à 2009, la centralisation politique s'accrut encore (remplacement des provinces autonomes par 22 régions dont M. Ravalomanana choisit directement les dirigeants ; autorisation au Président de gouverner par ordonnance ; réduction du nombre de députés ; désignation par le pouvoir des présidents de *fokontany*)

Cette situation fut alors un moyen pour le Président d'étendre son pouvoir économique. Ses entreprises de production et distribution alimentaire, bénéficiant de mesures de protection tarifaire et d'exemption de taxes sur leurs intrants, se retrouvèrent en situation de quasi-monopoles et connurent alors une très importante extension de leurs activités. Dans le même temps, M. Ravalomanana accrut son pouvoir au sein de l'appareil religieux. Réélu en 2004 à la vice-présidence de la FJKM, il annonça en 2006 sa volonté de faire évoluer le régime malgache vers une théocratie et fit supprimer la référence à la laïcité dans la constitution et inscrire en préambule de celle-ci une mention sur la croyance du peuple malgache au Dieu créateur. Sur la période, il fut aussi le plus généreux donateur de la Fédération des Eglises Chrétiennes de Madagascar (FFKM), s'assurant de cette façon le soutien de nombre de ses membres éminents, non seulement protestants mais aussi catholiques (Randrianja, 2005 ; Banque mondiale, 2009 ; D'Ersu, 2009 ; Pellerin, 2009).

Le programme électoral de M. Ravalomanana promettait un développement économique rapide centré sur le développement industriel et respectant les recommandations du consensus de Washington. En ce sens, même habillé des oripeaux de la lutte contre la pauvreté, il n'était pas différent de celui du gouvernement précédent. Grâce à des investissements importants dans les infrastructures publiques (tout particulièrement la réhabilitation des ports et des grandes routes reliant la capitale aux chefs-lieux des six provinces¹) puis à une stratégie économique (MAP, Madagascar Action Plan) visant à développer le secteur privé et inciter les investisseurs étrangers à s'installer dans des régions riches en ressources naturelles (création sous son deuxième mandat des pôles intégrés de croissance de Taolagnaro, Nosy Be, Antsirabe et Toamasina), le pays eut ainsi, de 2006 à 2009 un taux de croissance de près de 5% par an. La libéralisation de l'économie connut un nouveau bond en avant. Le nombre de jours nécessaires pour fonder une entreprise passa par exemple de 67 en 2000 à 7 en 2007 (Randrianja, 2012b)

L'ère Ravalomanana fut aussi marquée par une amélioration sensible des indicateurs internationaux de gouvernance : gestion financière, lutte anti-corruption, régulation des marchés publics, lutte contre la fraude financière et le blanchiment d'argent, indépendance de la justice ; rôle de la société civile et des médias. La création en 2003 d'un Conseil Supérieur de Lutte Contre la Corruption (CSLCC) et la mise en place en 2004 d'un Bureau Indépendant ANti-Corruption (BIANCO) permirent d'impulser une baisse notable de l'incidence de la petite corruption dans le

¹ « En sept ans, le régime construisit 9000 km de routes bitumées, soit bien plus que tous les gouvernements successifs cumulés depuis l'indépendance » (Randrianja, 2012b)

pays (Razafindrakoto et Roubaud, 2003b ; Razafindrakoto et alii, 2009a). Sur le plan de la liberté d'expression, la période fut aussi marquée par la multiplication des journaux et stations de radio, au ton souvent très libre. Madagascar apparaissait ainsi dans les années 2000, aux yeux de la communauté internationale et des bailleurs de fonds comme un véritable modèle de réussite justifiant toutes les attentions et tous les soutiens.

Ces performances économiques et politiques doivent cependant être nuancées par la prise en compte des caractéristiques de la croissance et par l'observation plus fine du fonctionnement politique.

Sous le premier mandat présidentiel, plus que l'expansion du secteur privé, ce furent les dépenses publiques, financées en bonne partie par l'aide extérieure, qui tirèrent la croissance. Il faut souligner ici le poids considérable de l'aide extérieure à Madagascar dans les années 2000 : elle a représenté en effet « 40 % des dépenses publiques et 2/3 des recettes de l'Etat, soit deux fois plus que ce qui est constaté en Tanzanie, Mozambique et Sénégal » (Banque mondiale, 2009). La détaxation de nombreux intrants industriels en vue de favoriser l'industrie nationale ne stimulèrent par ailleurs pas les exportations mais entraînèrent au contraire une détérioration de la balance commerciale du fait de l'augmentation des volumes d'importations. La dépréciation de la monnaie qui s'en suivit fut accompagnée d'une hausse sensible de l'inflation (22 % en 2004 ; 11,4 % en 2005). Le prix du riz importé, base de l'alimentation de la population malgache, fut notamment multiplié par 2,5 entre 2003 et 2005. Quant aux investissements privés et étrangers du deuxième mandat, ils se concentrèrent fortement autour d'un petit nombre de projets, tout particulièrement ceux liés à l'extraction minière d'ilménite et de nickel (projets Sheritt et QMM/Rio Tinto). Ce type de spécialisation internationale, constitua une régression par rapport à la décennie précédente (dont la dynamique productive avait été largement tirée par le boom des entreprises franches) dans la mesure où elle était constitutive d'une économie d'enclave, peu créatrice d'emplois et désarticulée du tissu productif local (Gastineau et alii, 2010b). Il en résulta une concentration géographique de la croissance, qui, compte tenu de l'« absence de péréquation financière de l'Etat et des difficultés migratoires du fait de l'enclavement de certaines régions » se traduisit par une hausse des inégalités et ne permit pas, contrairement aux objectifs du DSRP, une baisse sensible du taux de pauvreté (en 2006, plus de 85 % des malgaches vivaient ainsi encore avec moins de 2 \$ par jour ; Banque mondiale, 2009).

*
* *

M. Ravalomanana bénéficiait d'un fort soutien populaire dont témoigne les résultats obtenus au premier tour de la présidentielle en 2001¹ comme son élection en 2006² et d'autre part, dans une moindre mesure, l'adoption par référendum de la réforme constitutionnelle de 2007³. Les enquêtes *Afrobaromètre* de 2005 et 2008 révélaient d'ailleurs cette côte de popularité : près de 65 % des Malgaches y indiquaient leur confiance dans le président dans le temps même où la défiance à l'égard du monde politique était plutôt de mise. Ce soutien s'était cependant érodé entre 2005 et 2008 dans les zones urbaines (de 60 % à 52 %) et parmi les Malgaches les plus diplômés (de 67 % à 44 %). En 2008, plus d'un tiers des personnes ayant suivi des études secondaires ou plus

¹ Il avait obtenu selon un premier décompte 46 % des suffrages, ce qui aurait dû lui garantir d'être élu si un deuxième tour avait eu lieu. Bien qu'il ait, après plusieurs mois de crise, été finalement déclaré victorieux, Razafindrakoto et Roubaud (2002) montrent avec une analyse serrée des résultats officiels du premier tour qu'il ne pouvait en fait avoir obtenu plus de 50 % des suffrages exprimés.

² En 2006, il remporta l'élection au premier tour avec 55 % des suffrages exprimés. Il y avait 13 autres candidats. Le taux d'abstention s'était élevé à 38 %.

³ Il fut en effet organisé de façon très improvisée et en pleine période d'inondations (Galibert, 2009b). De surcroît, le taux de participation ne fut que de 44 %.

estimaient en effet que la liberté d'expression n'était pas respectée et plus de 65 % n'étaient pas satisfaites de la façon dont la démocratie fonctionnait (Razafindrakoto et alii, 2009b). L'accaparement de l'espace public et économique par le pouvoir nourrissait en réalité de profonds ressentiments et mécontentements dans un certain nombre de segments de la société malgache.

Certains d'entre eux entrèrent ainsi progressivement en dissidence. C'est d'abord le cas des membres de l'oligarchie politico-économique qui avaient réussi tant bien que mal à maintenir leurs positions sous tous les régimes précédents et à qui le pouvoir n'hésitait pas à s'attaquer frontalement. Il en est ainsi de l'élite politico-administrative *merina* qui occupait auparavant, de façon dynastique¹, les postes les plus importants (au sein de la banque centrale, les banques commerciales, le ministère des finances ...), et qui s'était vue progressivement dépossédée de ses prérogatives. C'est également celui des opérateurs économiques (dont une partie sont des membres des « grandes familles » historiques) dont les profits avaient été mis à mal, soit du fait de la libéralisation qui réduisait la protection dont ils bénéficiaient sur leurs activités de traite, soit au contraire du fait des pratiques anticoncurrentielles menées par le gouvernement dans les domaines touchant aux activités du groupe Tiko (Pellerin, 2009 ; D'Ersu, 2009). C'est ainsi que, dès 2003, le SIM (syndicat des Industries Malgaches) dénonça publiquement la politique de détaxation des produits importés et qu'en novembre 2008 le CONECS (Conseil National Economique et Social) dont le président était André Ramaroson (également président-directeur général de la Savonnerie tropicale), organisa une manifestation de plus de 800 personnes à Antananarivo (Pellerin, 2009).

Du côté de l'armée, la réduction relative de son importance dans la société était aussi porteuse d'inquiétude et de mécontentement. On a vu plus haut qu'à partir de 1972, celle-ci avait été étroitement impliquée dans les affaires politiques. La volonté du pouvoir de s'assurer le soutien indéfectible de l'armée s'était d'ailleurs traduite par des promotions très politiques, faisant de l'armée malgache une des plus étoilée au monde (1 général pour 100 soldats ; Rabenirainy, 2002 ; SeFaFi, 2003 ; Ramasy, 2010). La période qui s'était ouverte en 1991 avait impulsé une démilitarisation de l'Etat (surtout sous les gouvernements Zafy qui ne comptaient que deux militaires) contribuant au renvoi de l'armée en dehors du champ politique, ce dont témoigne son refus de prendre position en 2002 (même si ce refus est aussi la marque de ses dissensions internes). Ce mouvement fut en partie poursuivi sous M. Ravalomanana. Même s'il prit soin d'accorder une place dans ses gouvernements à un représentant de chacune des différentes armes (gendarmerie, police, armée de terre, marine), il entreprit à partir de 2003 une politique de dépolitisation et démilitarisation. Il nomma ainsi en 2004, pour la première fois dans l'histoire malgache, une civile comme Ministre de la Défense Nationale. Dans le même temps, il tenta de réduire le pouvoir de l'armée en augmentant le contrôle de l'Etat sur la gestion des traitements et pensions, en faisant monter aux postes de commandement de l'armée des colonels en lieu et place de généraux (au mépris des hiérarchies de grade et d'ancienneté qui prévalaient auparavant), en exprimant la volonté de réduire la taille de l'armée (mise à la retraite de généraux, projets récurrent de fermeture de l'Académie militaire d'Antsirabe, ...), en la cantonnant dans un rôle humanitaire de sécurisation des zones rurales, ou encore en privilégiant la gendarmerie à l'armée. Tous ces éléments contribuèrent à créer un « fort ressentiment au sein des forces armées » (Randrianja, 2005 ; Ramasy, 2010 et 2012).

Enfin, les Eglises, qui semblaient s'être rangées unanimement en 2002 derrière M. Ravalomanana (contre D. Ratsiraka) finirent aussi par se trouver profondément divisées. La concurrence religieuse affaiblit en effet le consensus précédent, clivant les Eglises protestantes (Gingembre,

¹ On y retrouvait les mêmes noms depuis la première république (Galibert, 2009 ; Randrianja, 2012b)

2011) et opposant en partie l'Eglise catholique, plus fortement engagée dans les associations de la société civile et refusant de cautionner la dérive autoritaire du chef de l'Etat et la principale Eglise protestante (la FJKM) tenue au soutien du régime du fait de l'engagement du chef de l'Etat en son sein. L'Eglise catholique finit ainsi par entrer en quelque sorte dans l'opposition et fut alors sujette aux brimades de l'Etat (expulsion du père jésuite S. Urfer, interdiction d'émissions, ... ; Galibert, 2009 ; D'Ersu, 2009). Dans le conflit qui suivra, l'Eglise catholique, par l'entremise du cardinal Odon Razanakolona, soutiendra d'ailleurs ouvertement A. Rajoelina contre M. Ravalomanana (Gingembre, 2012).

Ces sont ces forces d'opposition qui conduisirent au renversement de M. Ravalomanana en 2009. Une remise en cause de son pouvoir s'était déjà exprimée dans la capitale en octobre 2007 lorsque la population s'était massivement abstenue lors des élections législatives faisant suite à la réforme constitutionnelle : 75 % des électeurs de la capitale avaient en effet alors boudé les urnes. Cette défiance s'exprima de nouveau avec l'élection dès le premier tour¹ d'Andry Rajoelina à la mairie d'Antananarivo en décembre 2007, contre le candidat du TIM et PDS (Président de la Délégation Spéciale) d'Antananarivo.

Même si l'ampleur de l'abstention lors de cette élection (57 %) indique clairement qu'il fut moins porté au pouvoir pour ses caractéristiques personnelles que du fait de la volonté d'une partie de l'électorat de sanctionner le gouvernement, Andry Rajoelina présentait néanmoins deux traits propres à attirer le soutien d'une population en attente de changement : il était jeune (33 ans à l'époque) et non-issu du monde politique. Issu d'une famille de la bourgeoisie *merina* peu argentée, il s'était constitué une petite fortune en créant Injet, une entreprise de supports publicitaires. Cette dernière, adossée à une grosse agence de publicité Domapub détenue par la famille de sa femme, obtint rapidement le monopole de l'affichage publicitaire à Antananarivo. Ce serait d'ailleurs d'abord pour défendre les intérêts économiques de sa société qu'Andry Rajoelina aurait décidé de se présenter à la mairie (D'Ersu, 2009). Depuis 1994, il était aussi l'organisateur d'un grand concert annuel appelé *Live* rassemblant plusieurs dizaine de milliers de jeunes « dans une ambiance de mixité sociale peu courante à Antananarivo » (Galibert, 2009). Cette jeunesse constituait ainsi un vivier de soutien non négligeable.

L'ascension d'Andry Rajoelina constituait un danger certain pour le président de la république qui tenta alors par tous les moyens de la contrecarrer. C'est la fermeture par le pouvoir de la télévision Viva (Achetée par le jeune maire en 2007) en décembre 2008 qui mit le feu aux poudres. En réaction, A. Rajoelina organisa en janvier 2009 une série de rassemblements, sur le thème de la liberté d'expression et de la dénonciation des pratiques politiques du gouvernement (dont l'achat d'un deuxième avion présidentiel, et un projet de location gratuite d'1,3 million d'hectares de terres arables pour une durée de 99 ans à une société sud-coréenne), qui réunirent à chaque fois entre 15 000 et 30 000 personnes, jeunes des « bas quartiers » pour la plupart, qui trouvaient là l'occasion d'un exutoire à leur insatisfaction.

Il fut alors soutenu dans son combat par un certain nombre de personnalités qui y virent l'occasion de mettre fin au règne de M. Ravalomanana. Il reçut ainsi plus ou moins explicitement le soutien de membres éminents de la société civile tels que Madeleine Ramaholimihaso ou Nadine Ramaroson (par ailleurs aussi membre de « grandes familles »), de personnalité politiques telles que Roland Ratsiraka (neveu de D. Ratsiraka, député-maire de Toamasina, ancien candidat à la présidentielle de 2006), Alain Ramaroson (président du parti politique MASTERS et frère d'André Ramaroson) ou encore Monja Roindefo (président du Monima et fils de son fondateur Jaona Monja, lui aussi ancien candidat à l'élection présidentielle de 2006), de membres de l'Eglise

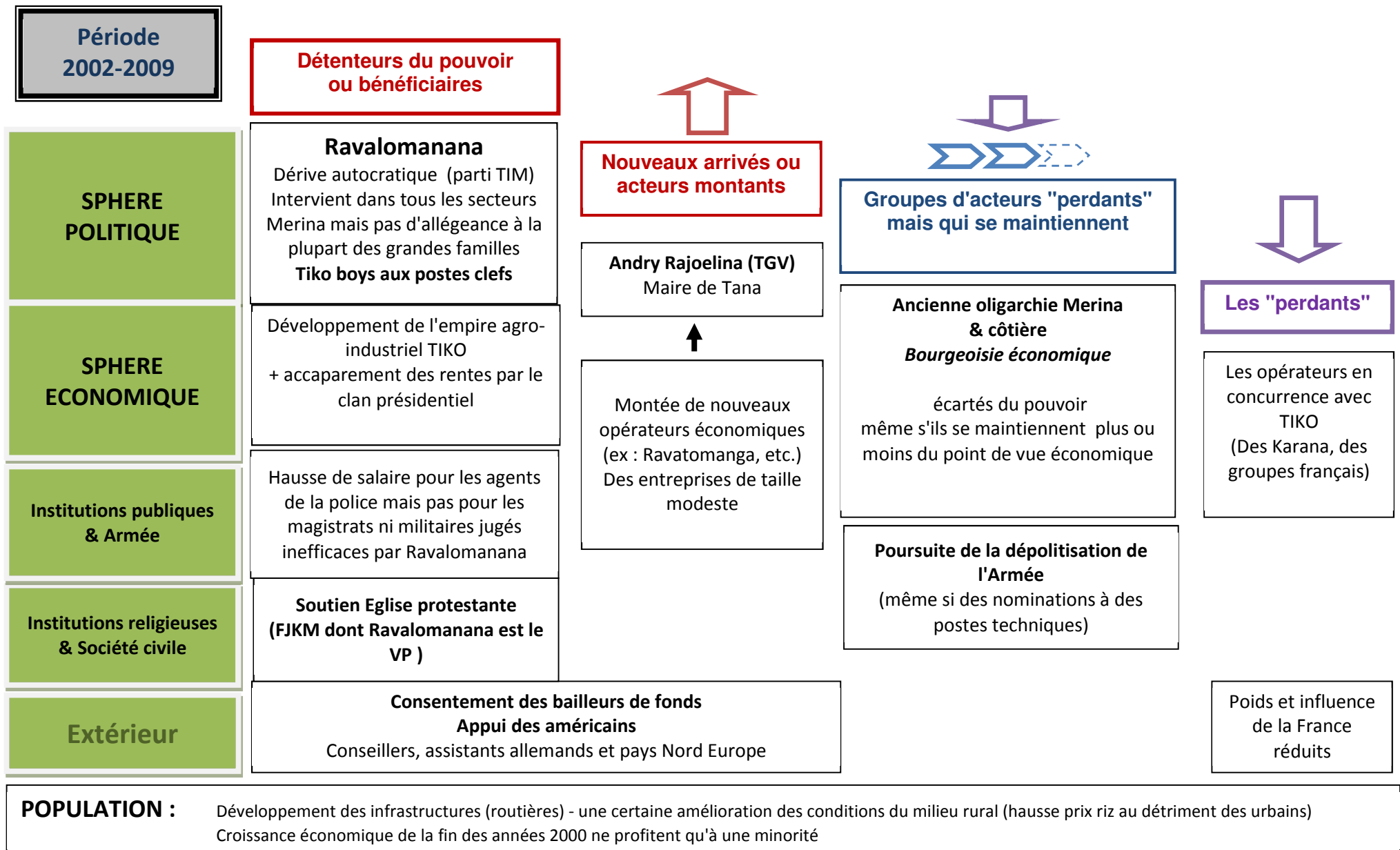
¹ Il obtint 63 % des voix.

catholiques ou encore des chrétiens fondamentalistes dissidents de la FJKM (D'Ersu, 2009 ; Gingembre, 2011).

Les événements se sont alors accélérés. Fin janvier, en référence aux événements de 1991, A. Rajoelina constitua une Haute Autorité de Transition dont il prit la tête. Une manifestation dégénéra en pillages. Les locaux de la télévision nationale et de la télévision MBS du président furent pillés ainsi que les entrepôts du groupe Tiko. Le 7 février, la garde présidentielle tira sur des manifestants se rendant au palais présidentiel, en tuant plus d'une trentaine. C'est cet événement, enfreignant le tabou du recours à la violence, qui fit perdre sa légitimité à M. Ravalomanana et le conduisit finalement à accepter de renoncer au pouvoir.

Le 17 mars, il signa ainsi une ordonnance confiant les pleins pouvoirs à un directoire militaire formé des plus hauts gradés. Cependant ces derniers furent capturés par des officiers du Corps d'administration des personnels et services de l'armée de terre (Capsat) qui étaient entrés en mutinerie quelques jours plus tôt et qui remirent le pouvoir à Andry Rajoelina tandis que M. Ravalomanana prenait la fuite vers l'Afrique du Sud.

REPARTITION DU POUVOIR ENTRE LES GROUPES D'ACTEURS PAR PERIODE



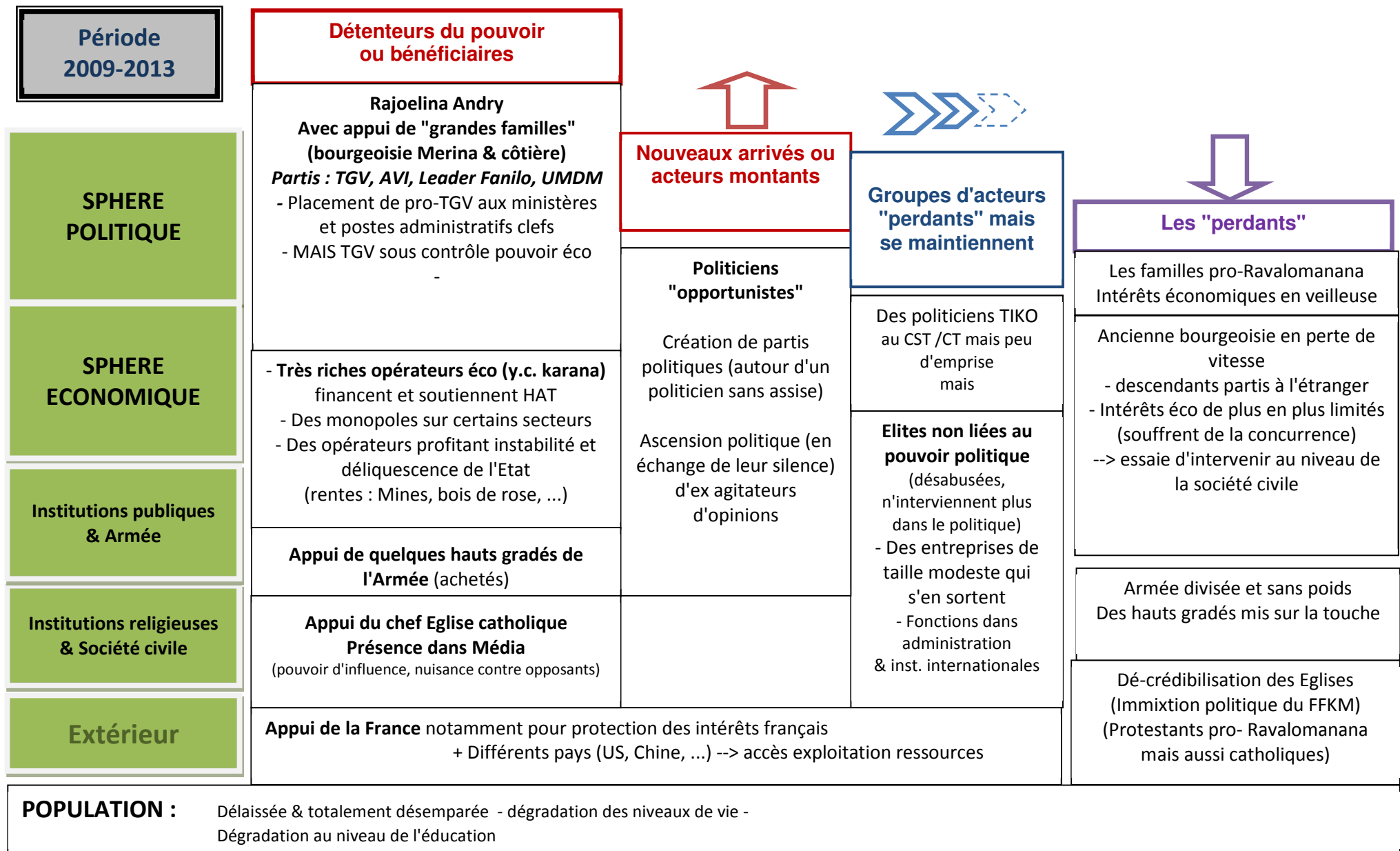
De 2009 à 2013 : L'impossible transition

A. Rajoelina constitua une Haute Autorité de Transition dont il prit la tête. Ce qui devait n'être qu'un gouvernement de transition s'installa en réalité durablement dans le paysage malgache. Des institutions ad hoc furent constituées (le Congrès de la Transition - CT, le Conseil Supérieur de la Transition – CST) dont les membres furent nommés de façon à simuler une représentation nationale. Les sièges furent ainsi été attribués à chaque parti ou corps intermédiaire de la société civile en fonction de leur importance présumée et de façon à garantir une couverture nationale. Le maintien de ce régime ne put cependant se faire qu'au prix de plusieurs remaniements ministériels conduisant à un véritable tourniquet gouvernemental, d'une inflation du nombre de parlementaires (de 160 avant la crise à 356 en novembre 2010 puis 526 en décembre 2011 !) et d'une limitation de la liberté d'expression. L'opposition, faible, n'arriva ni à mobiliser les foules, ni à véritablement s'unir. L'armée, choyée par le nouveau régime qui procéda massivement à des promotions de grade et accorda des avantages financiers aux sous-officiers et officiers, resta globalement en retrait même si on a pu assister à 5 mutineries et/ou tentatives de fomenter un coup d'Etat.

Jusqu'à la signature d'une feuille de route, en septembre 2011, organisant les étapes du retour à une normalité politique, le régime vit ses recettes budgétaires sérieusement amputées, l'aide internationale ayant été en bonne partie gelée. Cet assèchement poussa alors les autorités à rechercher de nouvelles sources de financement, comme par exemple l'exportation de bois de rose (Randriamalala et Liu, 2010), en signant des contrats de prospection minière avec des compagnies étrangères ou encore en s'assurant le soutien financier d'opérateurs économiques privés. L'absence de contrôle véritable sur ces opérations entraîna le développement de trafics à grande échelle, l'accroissement de la corruption et des détournements massifs au sein de l'administration. L'arrêt des investissements publics et la limitation des activités économiques pesèrent sur la croissance. Les infrastructures routières et sanitaires se dégradèrent tandis que la pauvreté s'accrut et l'éducation recula. Enfin, la criminalité augmenta fortement en ville mais aussi dans certaines zones rurales où des *dabalo* (voleurs de bœufs) terrorisaient les populations et tenaient en échec les forces de police (Banque mondiale, 2013a et b).

Un an après l'élection présidentielle de 2013, il ne semble pas que celle-ci ait mis fin à cette déliquescence. Le Président a été bien mal élu puisqu'il n'a obtenu, comme D. Ratsiraka en 1999, qu'un peu plus d'un quart des voix des électeurs potentiels et ne semble pas arriver à fédérer suffisamment d'acteurs politiques et économiques autour de lui pour assurer son pouvoir. Le système semi-parlementaire ré-introduit par la réforme constitutionnelle de 2010 a déjà marqué ses limites, comme celui issu du mouvement de 1991, en pointant l'impossibilité pour l'Assemblée Nationale de dégager une majorité stable. Il a ainsi fallu plus de trois mois pour proposer un premier ministre et seules de multiples tractations et changements d'affiliations politiques ont permis à Hery Rajoanarimampianina d'échapper jusqu'à présent à une motion de censure. Les trafics de ressources naturelles, constitutifs d'une économie mafieuse, loin d'avoir disparus, semblent au contraire se pérenniser et l'Etat se révèle toujours impuissant à contrôler les violences et l'insécurité liées aux vols de zébu (Pellerin, 2014).

REPARTITION DU POUVOIR ENTRE LES GROUPES D'ACTEURS PAR PERIODE



Conclusion

Notre analyse s'est employée à mettre en exergue les évolutions dans le mode de régulation économique et sociale de l'Ile au cours de son histoire longue. Des changements significatifs ont eu lieu et on a assisté à l'élargissement progressif du cercle élitair politique et économique : l'institutionnalisation de l'Etat dès la période précoloniale, l'abolition de l'esclavage et du système statutaire et le développement de la scolarisation ont permis l'émergence d'une élite méritocratique ; de même, le clientélisme politique ou l'utilisation de la "rente étatique" ont conduit à l'apparition de nouveaux acteurs politiques ou économiques. Parallèlement, les aspirations démocratiques se sont faites jour et ont pu s'exprimer pour dénoncer les dérives des différents régimes et provoquer leur chute. La sphère du pouvoir n'est donc pas verrouillée.

Toutefois, le système n'assure pas que l'ouverture et l'élargissement du cercle du pouvoir induise un changement dans les comportements des acteurs et le fonctionnement de la société. Les dirigeants successifs depuis la première République sont arrivés à la tête de l'Etat à titre d'homme providentiel, seule alternative envisagée pour mettre fin au régime précédent. Ils ne pouvaient se prévaloir ni de la légitimité acquise par les héritages statutaires (ces groupes étant officiellement abolis) ni d'une légitimité issue d'un parcours incontesté au service de la Nation. Par nature fragile, chaque régime a systématiquement cherché à renforcer son pouvoir en le concentrant, en le personnalisant, et en s'assurant le soutien d'un groupe restreint d'acteurs influents (les nouvelles élites côtières, les cadres du parti, les représentants des Eglises, etc.). Enfermé dans une logique de court terme, aucun n'a cherché l'appui de la grande masse en cherchant à répondre aux aspirations populaires. Au contraire, l'oubli et l'exclusion de cette grande majorité, essentiellement rurale, a été une constante de l'histoire malgache. Pourtant, ce sont les mécontentements accumulés de cette majorité qui, à chaque fois, ont conduit à des mobilisations et au renversement des régimes en place.

Finalement, l'incapacité des pouvoirs successifs à assurer un consensus politique stable s'explique par l'existence à ce jour insurmontable d'un hiatus entre un "ordre social" fondamentalement statutaire et hiérarchique qui ne peut être revendiqué mais qui se maintient au fil du temps, et le discours des dirigeants (et plus largement des élites) qui, dans un contexte de démocratisation affichée, prétendent être les défenseurs des intérêts de la population.

Cette structuration sociale profondément inégalitaire et figée est aggravée par de nombreux autres clivages (villes *vs* campagnes, capitale *vs* reste du territoire, élites *vs* citoyens ordinaires, Président et son clan *vs* reste de la population) qui se sont creusés au fil du temps. La société malgache est ainsi fortement fragmentée. La population atomisée du fait de la géographie de l'Ile l'est d'autant plus que les corps intermédiaires formels et informels censés relayer leur voix sont atrophés. De ce fait, les élites au pouvoir ne sont pas incitées à porter une vision de long terme et à promouvoir les intérêts de la base. Leur stratégie consiste plutôt à mettre en place des alliances avec des groupes potentiellement influents mais aussi dotés d'un pouvoir déstabilisateur. Cependant, ces alliances au sommet de l'Etat sont mouvantes, fragiles et limitées. Irrémédiablement, elles finissent par engendrer l'exclusion et la frustration d'une partie de l'élite. Compte tenu de la faiblesse généralisée des institutions et des organisations, y compris de l'armée, le groupe élitair exclu cherche à faire tomber le pouvoir en place en mobilisant une population dont les aspirations sont ignorées. Madagascar semble donc condamné à cette instabilité chronique dont les seuls bénéficiaires sont un cercle restreint d'élites. Seul un processus d'inclusion de la population permettra de casser ce cercle vicieux et d'enclencher le développement du pays. Reste à trouver les acteurs de cette grande transformation.

Bibliographie

- AFP (2002), « L'indépendance des provinces à Madagascar: une menace symbolique », *dépêche*, 2 mai.
- Althabe G. (1980), « Les luttes sociales à Tananarive en 1972 », *Cahiers d'études africaines*, n°80, pp.407-447
- Andriamihaja N.V. (2012) (ed.), « Madagascar. Crises cycliques, culture et développement : les conditions de la relance », *Nota Bene, the Malagasy Development Journal*, Antananarivo : Sevensco. 68 p.
- Andriamirado S. (1977), « Heurs et malheurs du Fokonolona », in *Autogestion et socialisme*, Afrique Noire des communautés de base au socialisme autogestionnaire, n° 39, pp. 51-64
- Andrianarison F. (1996), « La politique industrielle à Madagascar : les traits marquants de 1960 à nos jours », mimeo, *document de travail* Madio n°9606/E
- Andrianarivo-Razafimanjato V. (2000), « Akamasoa ou la réinsertion sociale des sans-abris d'Antananarivo », *Kabaro, revue internationale des sciences de l'homme et des sociétés*, n° I, 1-2, pp. 185-193
- Andrianjafy-Andriamanindrisoa E. (2004), *Economie populaire, territoires et développement à Madagascar*, thèse pour l'obtention du doctorat de sciences sociales, Université catholique de Louvain
- Araujo Bonjean C., Azam J.-P. (1996), « La libéralisation du riz à Madagascar ou l'ajustement sans croissance », *Région et Développement*, n°4, pp.1-22
- Archer R. (1976), *Madagascar depuis 1972. La marche d'une révolution*, l'Harmattan, Paris.
- Banque mondiale (2009), *Pour que la terre tourne...aussi à Madagascar : Vers un agenda de relance économique*, http://blogs.worldbank.org/files/africacan/Madagascar_Update_in_French.pdf
- Banque mondiale (2013a), *Republic of Madagascar. Primary Education in Times of Crisis*, World Bank Document, report n° ACS6584, 72 p.
- Banque Mondiale (2013b), « Madagascar- Vue d'ensemble », <http://www.banquemondiale.org/fr/country/madagascar/overview>
- Beaujard Ph. (1991), *Mythe et société à Madagascar*, Paris, L'Harmattan
- Blanc-Pamard C. (1985), « Du paddy pour les porcs. Dérives d'une société rurale : l'exemple des Hautes Terres centrales de Madagascar », *Etudes rurales*, 99-100, p. 327-345
- Bloch M. (1983), « La séparation du pouvoir et du rang comme processus d'évolution. Une esquisse du développement des royautes dans le centre de Madagascar » in Raison-Jourde (dir.) (1983), p.265-298
- Boetsch G., Savarese E. (2000), « Photographies anthropologiques et politique des races », *Journal des anthropologues*, n°80-81, p. 247-258
- Bornschein J. (2008), « La politique de M. Ravalomanana à Madagascar », *Grin Seminar paper*, n° V114813
- Brown M. (1997), *A History of Madagascar*, Markus Wiener Publishers, New York.
- Cadoux C. (1993), « La constitution de la troisième république malgache », in *Politique africaine*, n° 52, p. 58-66
- Campbell G. (1991), « The Menalamba Revolt and the Brigandry in Imperial Madagascar 1820-1897 », *International Journal of African Historical Studies*, 24 (2), 1991, pp. 259-291.
- Carayol R. (2010), « TGV, la voie royale ? », *Jeune Afrique* n° 2602.
- Chadefaux C. (2012), "La France m'a tuer" in Andriamihaja (ed.) *Madagascar. Crises cycliques, culture et développement : les conditions de la relance*. Nota Bene. pp.33-38.
- Chazan-Gillig S. (1991), *La société sakalave. Le Menabe dans la construction nationale malgache*, Paris, Karthala, 393 p.
- Cling J.-P., Razafindrakoto M., Roubaud F. (2005), "Export processing zones in Madagascar: a success story under threat?", *World Development*, n°33 (5), p. 785-803.
- Cling J.-P., Razafindrakoto M., Roubaud F. (2009), « Export Processing Zones in Madagascar: The Impact of Dismantling of Clothing Quotas on Employment and Labor Standards », in Robertson R., Brown D., Pierre G. et Sanchez-Puerta M.L. (éds.), *Globalization, Wages, and the Quality of Jobs*, The World Bank, Washington D.C., Chapter 8, pp. 237-264.
- Cole J., (2001), *Forget Colonialism? Sacrifice and the Art of Memory in Madagascar*, University of California Press.
- Condominas G. (1991), *Fokon'olona et collectivités rurales en Imerina* (1961), Editions Orstom, 264 p.
- D'Ersu, L. (2009), « Changement d'homme providentiel à Madagascar », *Études*, n° 4115.
- Délérès F. (1986), *Ratsiraka : socialisme et misère à Madagascar*, L'Harmattan, 135 p.
- Delval R. (1994), « Le fédéralisme, forme nouvelle de l'ethnicité », in F. Deleris (coord.), *Madagascar. 1991-1994. Dans l'oeil du cyclone*, l'Harmattan, p.41-66
- Deschamps H. (1960), *Histoire de Madagascar*, 1960, Paris, Berger-Levrault, 348 pages

- Dez J. (1981), « L'illusion de la non-violence dans la société traditionnelle malgache », *Droit et Cultures*, n° 2, Paris, 1981, pages 21 à 44
- Dorosh P. et al. (2003), « *Moteurs économiques pour la réduction de la pauvreté à Madagascar. Analyse économique améliorée pour la prise de décision à Madagascar*, Cornell University, USAID.
- Droy I. (1996), « la multiplication des ONG à Madagascar : une réponse au désengagement de l'Etat ? », miméo, *Document de travail madio*, n° 9653/E
- Ellis S. (1998), *L'insurrection des menalamba, une révolte à Madagascar (1895-1898)*, Paris Karthala, 282 p.
- Expansion Madagascar (2011), « 50 ans d'industrialisation. Un bilan mitigé », n°7, 12 p.
- Fanomezantsoa A. (1993), *Le régicide ambigu ou le mouvement de 1991 vu de Tamatave*, in *Politique africaine*, n° 52, p. 40-49
- Fauroux E. (1999), « Une transition démocratique et libérale difficile dans une région périphérique de l'Ouest malgache », *Autrepart*, n°10, p. 41-57
- Galibert D. (2004), « Etat et citoyenneté à Madagascar depuis l'indépendance », *Conférence* du 17 février 2004 au centre culturel Alpha à Saint-Pierre de La Réunion
- Galibert D. (2009), « Mobilisation populaire et répression à Madagascar », *Politique africaine*, n° 113, p. 139-151
- Galibert D. (2011), *Les gens de pouvoir à Madagascar*, Karthala, Paris.
- Galibert D. (2011b), « Rigidités et glocalisation un regard anthropologique sur la crise malgache, 2009-2011 », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, n°255, p.413-426
- Gastineau B., Gubert F., Robilliard A.-S., Roubaud F. (dir.) (2010), *Madagascar face au défi des Objectifs du millénaire pour le développement*, IRD Editions, Marseille.
- Gendarme R. (1960), *L'économie de Madagascar. Diagnostic et perspectives de développement*, Cujas, Paris.
- Gingembre M. (2011), « Match religieux en terrain politique. Compétition entre églises chrétiennes et chute du régime Ravalomanana à Madagascar », *Politique africaine*, n° 123, p. 51-72.
- Gingembre M., (2012), « Les Eglises malgaches dans la crise de 2009 » in Randrianja S. (dir.), (2012), *Madagascar, le coup d'Etat de mars 2009*, Karthala, p. 97-121
- Goguel A.-M. (2006), *Aux origines du mai malgache. Désir d'école et compétition sociale (1951-1972)*, Karthala et AUF, Paris.
- Gubert F., Robilliard A.-S. (2001), « Croissance et pauvreté à Madagascar : un aperçu de la dernière décennie (1997-2007) », in Gastineau B., Gubert F., Robilliard A.-S., Roubaud F. (dir.), 2010, op.cit., p.25-52.
- Guénard C, S. Mesplé-Somps (2007), « Mesurer les inégalités : que captent réellement les enquêtes ? Discussion et illustration à partir de deux enquêtes ivoirienne et malgache », *Statéco* n°101, 24 p.
- Hémery D., Brocheux P., *Indochine, la colonisation ambiguë*, Paris, La Découverte, 1995, 427 p.
- Herrera J, Razafindrakoto M., Roubaud F. (2007), « The determinants of subjective poverty: A comparative analysis in Madagascar and Peru », in Klasen S.; Nowak-Lehmann F. (éds.), *Poverty, Inequality and Migration in Latin America*, Ed Peter Lang, Frankfurt am Main, pp.181-220.
- Hugon P. (1976), *Economie et enseignement à Madagascar*, IIEP, Paris.
- Hugon P. (1986), « La crise économique à Madagascar et l'intervention du Fonds Monétaire International », *Canadian Journal of African Studies*, 20, 2, p. 186-218.
- Hugon P. (1989a), « Conjoncture et politiques économiques depuis l'indépendance », *Annuaire des Pays de l'Océan Indien*, volume I, 1974 in Jean Benoist et Centre d'études de géographie tropicale (Talence, Gironde), *La Deuxième République malgache* (Aix-en-Provence: CEGET; Presses universitaires d'Aix-Marseille, 1989), pp. 53-72.
- Hugon P. (1989b), « Incidences sociales des politiques d'ajustement », *Tiers-Monde*, n°117, p. 59-84.
- Hyden G. (1980), *Beyond Ujamaa in Tanzania. Underdevelopment and an uncaptured peasantry*, Londres, Heinemann, 270 p.
- Ifpri (1998), « La structure et le comportement des marchés des intrants et des produits agricoles et la réponse des ménages agricoles face aux réformes des politiques agricoles à Madagascar », <http://www.ifpri.org/sites/default/files/publications/cah2.pdf>
- Jacob G., Koerner F. (1972) « Economie de traite et bluff colonial : la Compagnie occidentale de Madagascar (1895-1934) », *revue historique*, n° 248, fasc. 2, p. 333-366.
- Jacquier Dubourdiou L. (2002), « De la guérison des corps à la guérison de la nation. Réveil et mouvements évangéliques à l'assaut de l'espace public », *Politique africaine* n° 86, p. 70-85
- Jütersonke O., Kartas M. (2010), *Peace and Conflict Impact Assessment (PCIA), Madagascar*, IHEID, Genève.
- Kantorowicz E. (1989), *Les deux corps du Roi (1957)*, Gallimard, Paris.
- Koerner F. (1994), *Madagascar, colonisation française et nationalisme malgache, XXème siècle*, Paris, l'Harmattan, 463 p.
- La lettre de l'Océan Indien (2002), *Madagascar. Les hommes de pouvoir*, Paris, Indigo publications.

- Lahiniriko D.-A. (2012), *Les structures politiques nationalistes tananariviennes de la Seconde Guerre mondiale à la Première République. Union, unanimité et division partisane dans la culture politique nationaliste (1945-1958)*, Thèse de Doctorat, Universités d'Antananarivo et Paris I.
- Leymarie P. (1989), « Le président Ratsiraka, champion de l'entreprise privée », *Le monde diplomatique*, janvier
- Leymarie P. (1989b), « Opération "sécurité intégrée" contre les voleurs de zébus », *Le monde diplomatique*, février
- Leymarie P. (1995), « Espace géopolitique éclate, états riverains en crise. Longue patience à Madagascar », *Le monde diplomatique*
- Lombard J. (1988), *Le royaume sakalava du Menabe, 17^{ème}-20^{ème} : essai d'analyse d'un système politique à Madagascar*, IRD Editions, 151 p.
- Marx K. (1969), *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte (1851)*, Parsi Les éditions sociales, 162 pp.
- Marx K., Engels F. (1973), *La Chine (1850-1861)*, 10/18, UGE.
- Marx K., Engels F. (2010), *Trois lettres à propos du mode de production asiatique (1853)*, La Phocide.
- Merlin J. (2002), « L'assistance médicale indigène à Madagascar (1896-1950). Un exemple d'interactions entre services de santé, appareils administratifs et objectifs politiques », *Rahia* n° 8, automne-hiver 2002
- Ottino P. (1996), « Agir dans les campagnes merina des années soixante », in Carénini A., Jardel J.-P., *De la tradition à la post-modernité. Hommage à Jean Poirier*, PUF, p.445-461
- Ottino P. (1998), *Les champs de l'ancestralité à Madagascar : parenté, alliance et patrimoine*, Orstom Karthala
- Paternostro S., Razafindravonona J., Stifel D. (2001), *Changes in poverty in Madagascar: 1993-1999, Africa Region Working Paper Series* n°19, Banque mondiale, Washington DC.
- Pellerin M. (2009), « Madagascar : un conflit d'entrepreneurs ? Figures de la réussite économique et compétitions politiques », *Politique Africaine*, n°113, p. 12-165
- Pellerin M. (2011), « Le nouvel essor des relations entre la Chine et Madagascar », *Note de l'Ifri*, mars
- Pellerin M. (2014), « Madagascar : gérer l'héritage de la transition », *Rapport pour la Direction des Affaires Stratégiques (DAS) du ministère de la Défense*, octobre
- Pesle N. (2006), *Résurgence d'une nation - Madagascar 2002 : 30 semaines de crise*, Antananarivo, Foi et Justice, 332 p.
- Pierre Bernard A., Ramarosana F., Razafindrakoto M., Roubaud F. (1998), « Partis et classes politiques : les intermédiaires démocratiques jouent-ils leur rôle ? », *document de travail* Madio, n°9736/E
- Pigeaud F. (2006), « Madagascar : entre le marché et le goupillon », *Le Monde Diplomatique*, mars
- Pryor F.L. (1990), *Malawi and Madagascar, the Political Economy of Poverty, Equity and Growth*, A World Bank Comparative Study, OUP, The World Bank.
- Rabearimanana L. (1980), « Un grand journal d'opinion malgache : Ny Fandrosoam-Baovao. Deuxième partie : Un nationalisme modéré », in *Omal'y sy Anio (Hier et Aujourd'hui)*, n°11, Antananarivo
- Rabenirainy J. (2002), « Les forces armées et les crises politiques (1972-2002) », *Politique africaine* n° 86, p.86-102
- Rabetafika R. (1990), *Réforme fiscale et révolution socialiste à Madagascar*, l'Harmattan, Paris.
- Radert S. (1998), « Economie politique de la décentralisation », *Actes du colloque « économie politique de la décentralisation »*, p.8-20
- Raison F. (2007), « L'Afrique de Didier Ratsiraka, lieu de passage vers la cour des grands », in Nativel D. et Rajaonah F. (dir.), *Madagascar et l'Afrique. Entre identité insulaire et appartenances historiques*, Karthala, pp. 345-362.
- Raison J.-P. (1973), « Utilisation du sol et organisation de l'espace en Imerina ancienne », *Tany Malagasy*, n°13.
- Raison J.-P. (1991), « Dynamismes ruraux et contrastes fonciers dans Madagascar en crise », *Revue Tiers-Monde*. n°128, p. 901-915.
- Raison J.-P. (2000), « Madagascar, vers une nouvelle géographie régionale », *L'information géographique*, n°1, pp. 1-19
- Raison J.-P. (2002), « Economie politique et géopolitique des barrages routiers », *Politique africaine*, n° 86, p. 120-137.
- Raison-Jourde F. (1972), « Les ZWAM : qui sont-ils, que veulent-ils ? », *Réalités malgaches*, n°22, 1972, p.26-28
- Raison-Jourde F. (1991), *Bible et pouvoir à Madagascar au XIX^{ème} siècle : invention d'une identité chrétienne et construction de l'Etat (1780-1880)*, Karthala, Paris
- Raison-Jourde F. (1993), « Une transition achevée ou amorcée ? », *Politique africaine*, n° 52, pp. 6-18
- Raison-Jourde F. (1995), « The Madagascan Churches in the Political Arena and their Contribution to the Change of Regime, 1990- 1993 », in P. Clifford (ed.), *The Christian Churches and the Democratisation of Africa*, Leiden, E.J. Brill, pp. 292-301
- Raison-Jourde F. (1996), « Un deuxième 1947 en 1957 ? Les prolongements du soulèvement dans la mémoire et dans le contact avec les administrés », in *Omal'y sy Anio*, n°41-44, Université de Tananarive, 1996
- Raison-Jourde F. (2002), « Les Kung-Fu », *Politique africaine* n°86, p.68-69

- Raison-Jourde F. (dir.) (1983), *Les souverains de Madagascar. L'histoire royale et ses résurgences contemporaines*, Karthala, Paris.
- Raison-Jourde F., Randrianja S. (dir.) (2002), *La nation malgache au défi de l'ethnicité*, Karthala
- Raison-Jourde F., Roy G. (2010), *Paysans, intellectuels et populisme à Madagascar : de Monja Jaona à Ratsimandrava, 1960-1975*, Karthala, Paris.
- Rajaonesy G. (1998), « Economie politique de la décentralisation », *Actes du colloque « économie politique de la décentralisation »*.
- Rajoanah F. (1996), *Elites et notables malgaches à Antananarivo dans la première moitié du XXème siècle*, thèse d'Etat. Université Lyon II, 4 tomes, 1082 p.
- Rakotoarisoa J.-E. (2002), « 1991-2002 : le difficile apprentissage de la démocratie », *Afrique contemporaine*, n° 202-203, p. 15-25.
- Rakotomanana F., Razafindrakoto M., Roubaud F., Wachsberger J.-M. (2010), « L'impact économique de la crise politique sur les ménages urbains à Madagascar: Le marché du travail dans l'agglomération d'Antananarivo en 2010 : une mise en perspective décennale », *Policy Brief*, INSTAT-DIAL, Antananarivo / Paris, Juillet.
- Rakotomanga Mijoro (1998), *Forces armées malgaches. Entre devoir et pouvoir*, l'Harmattan
- Rakotondrabe D.T. (1993), « Essai sur les non-dits du discours fédéraliste », *Politique Africaine*, n°52, p.50-57
- Ralaimihoatra E. (1965), *Histoire de Madagascar. Des origines à la fin du XIXème siècle*, Tananarive, 221 p.
- Ralaimihoatra E. (1966), *Histoire de Madagascar. Le XXème siècle*, Tananarive, 106 p.
- Ralibera R. (2008), *Souvenirs et témoignages malgaches, de la colonisation à la troisième république*, Foi et justice, Antananarivo
- Ralison N. (2011), « Les organismes patronaux à Madagascar de 1946 à nos jours : forces, développement et faiblesses », <http://www.cresoi.fr>, 11p.
- Ramamonjisoa J. (1984), « Blancs et Noirs : les dimensions de l'inégalité sociale. Documents socio-linguistiques », *Cahiers des Sciences Sociales*, n° 1, Université de Madagascar, p. 39-45.
- Ramamonjisoa J. (2002), "Les relations entre "ethnies" à Madagascar : une problématique souvent mal posée", *Afrique contemporaine*, No.202-203, avril-septembre, pp.55-71
- Ramasy J. F. (2010), « Madagascar : les forces armées garantes de la stabilité politique et démocratique ? », *Identity, Culture and Politics*, 11(2), 2010, p. 1-42.
- Ramasy J.-F. (2012), « Militaires et système politique », in Randrianja S. (dir.), (2012), *Madagascar, le coup d'Etat de mars 2009*, Karthala, Paris, p. 67-96.
- Randriamalala, H. et Liu, Z. (2010). « Bois de rose de Madagascar : Entre démocratie et protection de la nature », *Madagascar Conservation & Development* 5, 1: 11-22.
- Randriamaro J.-R. (1997), *PADESM et luttes politiques à Madagascar. De la fin de la Deuxième guerre mondiale à la naissance du PSD*, Karthala, Paris.
- Randriamaro J.-R. (2009), « Aux origines des Zwam : les jeunes des bas quartiers de Tananarive de l'entre-deux-guerres jusqu'à 1972 », in Nativel D., Rajaonah F. (dir.), *Madagascar revisitée*, Karthala, 2009
- Randriamarotsimba V. (2005), « La malgachisation de l'enseignement. Etat des lieux et perspectives », in L. Felix Prudent, F. Tupin, Wharton S. (eds), *Du plurilinguisme à l'école. Vers une gestion coordonnée des langues en contextes éducatifs* sensibles, Peter Lang, Berne, p. 197-218
- Randriamihaingo L. H. (2004), *Les Partis gouvernementaux et l'espace malgache de 1960 à 2001*, DEA, Université d'Antananarivo
- Randrianja S. (2001), *Société et luttes coloniales à Madagascar de 1896 à 1946*, Paris, Karthala
- Randrianja S. (2005), « Ravalomanana, 2002-2005. Des produits laitiers aux affaires nationales », *Working Paper Swisspeace*, Bern, mars.
- Randrianja S. (2012), « Les années Ravalomanana (2002-2009) », in Randrianja S. (dir.), *op. cit.*, p. 239-277.
- Randrianja S. (2012a), « Le coup d'Etat de mars 2009, chronologie et causes », in Randrianja S. (dir.), (2012), *Madagascar, le coup d'Etat de mars 2009*, Karthala, p. 13-41
- Randrianja S., Ellis S. (2009), *Madagascar. A short History*, University of Chicago Press, Chicago.
- Ravaloson J. (2008), « L'affaire Savonnerie Tropicale devant le COMESA : un point de vue internationaliste », *Revue juridique et fiscale de MCI*, n°44
- Ravaloson R. (2000), *Transition démocratique à Madagascar*, l'Harmattan, Paris.
- Ravelosoa R., Roubaud F. (1998), « Dynamique de la consommation des ménages de l'agglomération d'Antananarivo sur longue période : 1960-1995 », *Autrepart (La Tour d'Aigues)*, n°7, p63-87
- Razafimbelo C. (1997), « Histoire de Madagascar: L'indépendance », *Didaktika* http://madarevues.recherches.gov.mg/revues/pdfxfiles/Didaktika2_007.pdf.

- Razafindrakoto M. (1994), «Etat des statistiques économiques sur le secteur industriel moderne : diagnostic et propositions », *document de travail* Madio, n°9403/DT
- Razafindrakoto M. (1996), « Dynamique du secteur industriel moderne sur longue période : 1966-1994 ou comment se perdre en une décennie ? », *document de travail* Madio, n°9613/E
- Razafindrakoto M., Razafindrazaka D., Roubaud F. (2009a), « La gouvernance à Madagascar : portée et limites de la lutte contre la corruption et du processus de décentralisation », *Afrobarometer Briefing Paper*, n° 63
- Razafindrakoto M., Razafindrazaka D., Wachsberger J.M. (2009), « Les Malgaches et la démocratie : principes, fonctionnement, participation », *Afrobarometer Briefing Paper*, n° 64.
- Razafindrakoto M., Roubaud F. (1996), "Ce qu'attendent les Tananariens de la réforme de l'Etat et de l'économie", *Politique Africaine*, No.61, pp. 54-72.
- Razafindrakoto M., Roubaud F. (1999), « La dynamique du marché du travail dans l'agglomération d'Antananarivo entre 1995 et 1999 : la croissance économique profite-t-elle aux ménages ? », *Revue Economie de Madagascar* n°4, p.103-137.
- Razafindrakoto M., Roubaud F. (2001a), « Pensez-ils différemment ? La « voix des pauvres » à travers les enquêtes statistiques », *Document de travail Dial*, DT/2001/13.
- Razafindrakoto M., Roubaud F. (2001b), « Vingt ans de réforme de la fonction publique à Madagascar », in Raffinot M., Roubaud F. (eds.), *Les fonctionnaires du Sud : sacrifiés ou protégés ?*, *Autrepart* n°20, pp.43-60.
- Razafindrakoto M., Roubaud F. (2002), « Madagascar à la croisée des chemins : la croissance durable est-elle possible ? », *Afrique Contemporaine*, No.202/203, p.75-92.
- Razafindrakoto M., Roubaud F. (2002a), « Le scrutin présidentiel du 16 décembre 2001 : les enjeux d'une élection contestée », in Madagascar, les urnes et la rue, *Politique africaine* n°86, juin, pp. 18-45.
- Razafindrakoto M., Roubaud F. (2003), « Wage and corruption: the case of Madagascar », *Global Corruption Report 2003*, Transparency International, p. 292-294.
- Razafindrakoto M., Roubaud F. (2003a), « Do they really think differently? The voice of the poor through quantitative surveys », in Cling J.-P., Razafindrakoto M., Roubaud F. (eds), op cit, chapitre V, pp. 126-147.
- Razafindrakoto M., Roubaud F. (2003b), « Wage and corruption: the case of Madagascar », *Global Corruption Report 2003*, Transparency International, pp. 292-294.
- Razafindrakoto M., Roubaud F. (2003c), « The existing systems for monitoring poverty: weaknesses of the usual household surveys », in Cling J.P., Razafindrakoto M., Roubaud F. (eds), *New International Poverty Reduction Strategies*, Londres/ New York, Routledge, chapitre XI, pp. 265-294.
- Razafindrakoto M., Roubaud F. (2005), «Les pauvres, la démocratie et le marché à Madagascar : une analyse à partir de trois séries d'enquêtes auprès de la population malgache», *Revue d'économie du développement* 1/2005, p. 56-89.
- Razafindrakoto M., Roubaud F. (2010a), «Are international databases on corruption reliable? A comparison of expert opinions surveys and household surveys in sub-saharan Africa», *World development*, August, 38(8), pp. 1057-1069.
- Razafindrakoto M., Roubaud F. (2010b), « La pauvreté urbaine à Madagascar: dynamique, déterminants et politiques », in Gastineau B., Gubert F., Robilliard A.-S., Roubaud F. (éds.), *Madagascar sur le chemin des OMD*, IRD Editions, Marseille, pp. 87-118.
- Razafindralambo L.N. (2005a), « Construction d'identité et relations de dépendance : descendants d'anciens maîtres et descendants d'anciens « esclaves » en Imerina », *Taloha*, n° 14-15.
- Razafindralambo L.N. (2005b), « Inégalité, exclusion, représentations sur les Hautes Terres centrales de Madagascar », *Cahiers d'Etudes africaines*, XLV (3-4), p.879-903.
- Razafindratandra Y. (1993), « le régime malgache de zone franche », *Politique africaine*, n° 52
- Razafindrazaka D., Razafindrakoto M., Roubaud F., Wachsberger J.-M. (2008), « Madagascans and Democracy: Principles, Practice and Participation » *Afrobarometer Briefing paper* No. 64 [<http://www.afrobarometer.org/abbriefing.html>].
- Revel J. (2001), « Modèles ou récits », in J.M. Berthelot (dir.), *Epistémologie des sciences sociales*, PUF.
- Roubaud F. (1997a), « Les élections présidentielles à Madagascar 1992-1996 : un essai de géographie électorale », *document de travail* Madio, n°9707/E
- Roubaud F. (1997b), « La question rizicole à Madagascar: les résultats d'une décennie de libéralisation », *Economie de Madagascar*, n° 2, Antananarivo, p. 37-61
- Roubaud F. (2000), *Identités et transition démocratique : l'exception malgache ?*, Tsipika, l'Harmattan, 254 p.
- Roubaud F. (2001), « Démocratie électorale et inertie institutionnelle à Madagascar », dans Quantin P., Toulabor C. (eds), *L'Afrique Politique 2001: réformes des Etats africains*, Paris, Karthala, pp.85-98.

- Roubaud F., ed. (2002), *Madagascar après la tourmente : regards sur dix ans de transitions politique et économique*, dossier spécial, *Afrique Contemporaine* No. 202/203, avril-septembre, pp. 3-163.
- Sarraut A. (1923), *La mise en valeur des colonies françaises*, Paris, Payot
- Saura A. (2006), *Philibert Tsiranana premier président de la république de Madagascar*. Tome 1 : *A l'ombre de de Gaulle*, 382 p . ; Tome 2 : *Le crépuscule du pouvoir*, 344 p., L'Harmattan
- SeFaFi (2003), « Militarisation et démocratisation politique », *communiqué du SeFaFi*, 14 mars
- Sen A. (2005), *La démocratie des autres*, Paris: Payot.
- Spacensky A. (1967), « Regard sur l'évolution politique malgache 1945-1966 », *Revue française de science politique*, n°2, pp. 263-285
- Spacensky A. (1970), *Madagascar : cinquante ans de vie politique, de Ralaimongo à Tsiranana* », Nouvelles éditions Latines, Paris.
- Tronchon J. (1974), *L'insurrection malgache de 1947 : essai d'interprétation historique*, Paris, Maspero, Paris.
- Tronchon J. (1995), « Madagascar : Eglise et non-violence », *Autres Temps. Cahiers d'éthique sociale et politique*, n°46, pp. 52-77
- Urfer S. (1993), « Quand les Eglises entrent en politique ... », *Politique africaine*, n° 52, p.31-39
- Urfer S. (2012a), *Madagascar, une culture en péril?* Tananarive: No comment éditions.
- Urfer S. (2012b), "Madagascar : une société en mutation, pour quel développement ? ", *Nota Bene - The Malagasy Development Journal*, No.1, pp.21-26.
- Vérin P. (1990), *Madagascar*, Karthala, Paris.
- Vivier J.-L. (2007), *Madagascar sous Ravalomanana : la vie politique malgache depuis 2001*, l'Harmattan, Paris.
- Vivier J.-L. (2010), *Madagascar, une île à la dérive. Les années 2007-2010, de Ravalomanana à Rajoelina*, l'Harmattan
- Wachsberger J.M. (2007), « Les Malgaches et la politique : quelques enseignements tirés des enquêtes *Afrobaromètre* de 2005 », *Afrobarometer Briefing Paper* No. 47.
- Wantchekon L., Lahiniriko D.L., Garcia-Ponce O. (2011) : "Echoes of the Malagasy Uprising: Estimating Long-Term Effects of Political Repression on Political Attitudes in Madagascar", *Paper presented at the 2011 APSA Annual Meeting in Seattle, WA*, September 1-4.
- Willame J.-C. (1994), *Gouvernance et pouvoir. Essai sur trois trajectoires africaines : Madagascar, Somalie, Zaïre*, l'Harmattan, Paris, 221 p.